



SÉBASTIEN FALLETTI

LA PISTE KIM

Voyage au cœur de la Corée du Nord

ÉQUATEURS

Sébastien Falletti

La piste Kim

Voyage au cœur de la Corée du Nord

ÉQUATEURS

Du même auteur

Alfred Dreyfus, Hatier, 2002.

Corée du Nord, 9 ans pour fuir l'enfer, coécrit avec Eunsun Kim, Michel Lafon, 2012. (Traduit en plusieurs langues, notamment en anglais sous le titre : *A Thousand Miles to Freedom : My Escape from North Korea*, St-Martin's Press, 2015.)

Corée du Sud, le goût du miracle, Nevicata, 2016.

© Éditions des Équateurs, 2018.

ISBN 978-2-84990-587-6.

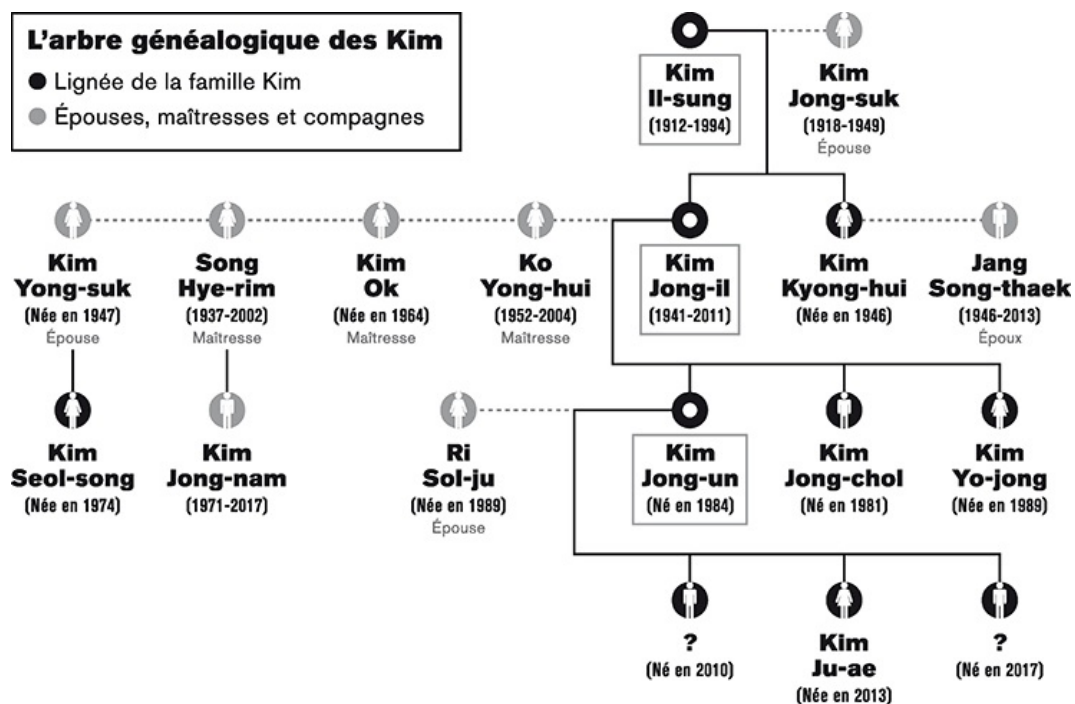
Sommaire

Carte + généalogie
Shanghai
Piqûre de rappel
Retour à Pyongyang
L'invention d'un chef
Secrets de famille
L'enfance d'un chef
Le bâtard de Pyongyang
Le poète des Kim
La religion de l'obéissance
Pyongyang style
L'empereur courroucé
« Rocket Man »
« La seconde guerre de Corée »
Poker nucléaire
Remerciements
Bibliographie



L'arbre généalogique des Kim

- Lignée de la famille Kim
- Épouses, maîtresses et compagnes



Shanghai

Un nuage moite nappé l'asphalte brûlant de l'ancienne concession française de Shanghai. Juillet est le pire moment pour atterrir dans l'embouchure du Yang-Tsé-Kiang, le célèbre fleuve Bleu. Baptême du feu le jour, le four se mue en étuve la nuit. L'air chaud flotte alors sous la lumière jaune des réverbères qui tigre la chaussée. Et, parfois, un léger souffle fait vaciller les feuilles des platanes, les « arbres français », comme disent les Shanghaïens.

Cinq ans après avoir débarqué une valise à la main à Séoul, j'ai franchi la mer Jaune pour m'établir sur les rives du Bund. Dans ce Finistère de l'Eurasie, je suis devenu un petit artisan journaliste voyageur, un Tintin sans opium ni Lotus bleu, seulement bardé de deux énormes sacs.

En quittant l'aéroport de Séoul, j'ai traversé le sas de l'immigration et présenté, la gorge serrée, mon *Alien Card* le sésame indispensable pour vivre en Corée du Sud. Un nom qui en dit long sur le statut des étrangers installés dans la péninsule. En dépit de toutes les manifestations de politesse et de bienveillance que l'on déploie à son égard, un « Alien » ne fera jamais partie du clan. Le fossé est infranchissable. Pourtant, ce départ fut un arrachement. J'avais trouvé en Corée du Sud une terre amicale, une place, après des années d'errance.

Depuis le Ladoll Residence, une *guest house* décatie proche du temple de Jing'an dégoulinant d'or de pacotille, j'ai commencé à explorer ce qui allait constituer mon terrain de jeu. Un kaléidoscope architectural allant des maisons aux villas espagnoles, des *cottages* anglais résistant héroïquement à la touffeur du pays aux buildings rutilants et surclimatisés. Ce quartier, qui fut administré par la France pendant près d'un siècle jusqu'en 1946, ressemble à une banlieue pavillonnaire européenne égarée en Extrême-Orient. Un pot-pourri délabré et parfois charmant, égayé par les couleurs vives des pyjamas et des sous-vêtements fraîchement lavés que l'on expose aux fenêtres.

Shanghai. Sésame vers un pays de sortilèges. La simple évocation du premier port de Chine sonne comme une promesse. La mégalozone capiteuse me propulse aussitôt aux côtés du célèbre reporter à la houppe blonde et de l'homme au costume rouge et bleu brandissant son sabre et susurrant de sa voix nasillarde : « Lao Tseu l'a dit. Il faut trouver la voie ! » J'avais donc sauté à pieds joints dans les inoubliables vignettes colorées de mon enfance, j'y avais posé mes bagages. Pourtant, le charme néocolonial et les artifices du nouveau

Shanghai, vitrine aguicheuse du « capitalisme rouge », n'opéraient pas chez moi. « Il est des cités où l'on fait des canons, d'autres des étoffes, d'autres des jambons. À Shanghai, on fait de l'argent. C'est la matière première et dernière. » Le génial Albert Londres avait déjà tout dit, en reportage sur ces terres, il y a près d'un siècle. La main de fer du parti communiste n'y a rien changé depuis.

Pourtant, j'ai sillonné la Chine, j'ai appris à connaître ce vivier captivant pour un journaliste. Shanghai est devenu mon dortoir scintillant, une halte entre deux vols.

J'en avais presque oublié la belle endormie coréenne. Quand, un jour, l'évidence a surgi, à la faveur de violents duels d'artillerie.

Piqûre de rappel

C'était un jeudi d'août, humide et pesant. Depuis quelques semaines, l'Extrême-Orient montrait de sévères signes de surchauffe. La Bourse de Shanghai s'était effondrée de 40 %, semant la panique sur les places financières mondiales. La dévaluation surprise du yuan décrétée par Pékin dans la foulée donnait des sueurs froides aux stratèges partis à la plage. En bon soutier de l'info, j'enchaînais les papiers comme des petits pains, seul à couvrir le vaste continent pour le journal durant les sacro-saintes vacances françaises. Une boule de feu dans le ciel de Tianjin, suivie de l'explosion d'un entrepôt chimique, avait tué plus de cent cinquante personnes et m'avait infligé, modestement, plusieurs nuits blanches. Pour couronner le tout, une bombe venait de ravager le cœur de Bangkok.

Vers quatre heures de l'après-midi, ce 20 août 2015, une nouvelle tuile tomba. Sur le 38^e parallèle, les deux Corées échangeaient des tirs d'artillerie, ne manquant pas de faire crépiter les dépêches. Les radars de l'armée sud-coréenne avaient détecté un projectile. Celui-ci avait frappé la banlieue nord de Séoul, capitale de 15 millions d'habitants située à moins de 50 kilomètres de la ligne de front. Aucune victime, mais une riposte irritée : « En réponse, notre armée a lancé des dizaines d'obus de 155 millimètres, en direction de l'endroit d'où l'armée nord-coréenne a tiré sa roquette », expliqua le ministre de la Défense sud-coréen. L'odeur de la guerre chatouilla les narines des directeurs de rédaction. Télévisions et radios m'appelèrent sans relâche, croyant que j'étais toujours sur place. Rien ne vaut quelques tirs pour exciter les chaînes d'info en continu, en particulier durant la torpeur estivale.

Tout cela avait un furieux air de déjà-vu. À Séoul, j'avais couvert plusieurs échauffourées similaires. Elles survenaient aussi régulièrement que les saisons. En novembre 2010, le « Nord » avait tué plusieurs civils en lançant des obus sur l'île de Yeonpyeong, entraînant une réplique nourrie du « Sud ». Au printemps 2013, le maréchal Kim Jong-un était devenu la nouvelle coqueluche de CNN en promettant de frapper la Maison Blanche. Le Pentagone avait alors déployé ses furtifs bombardiers B-2 dans le ciel coréen. Le jeune « leader suprême » avait ensuite montré ses muscles en déclarant l'état de guerre sur la péninsule, ce qui mit les rédactions et les chancelleries en émoi. La formule choc camouflait une réalité creuse, puisque Séoul et Pyongyang étaient déjà techniquement en guerre

depuis 1953 et l'armistice de la sanglante guerre de Corée.

J'appelai un expert chinois. Après tout, Pékin reste le grand protecteur de la fière République populaire démocratique de Corée. Leur fraternité « socialiste » s'est forgée sous Mao pour lutter contre les « impérialistes ». Elle a tourné à la dépendance économique depuis la fin de l'URSS, l'autre grand allié disparu des Kim. La Chine est certainement le seul pays à pouvoir nous aider à décrypter les arcanes de la Corée du Nord, ainsi que le seul à pouvoir faire pression sur ce régime « ami », affirment en chœur les États-Unis et les puissances européennes.

Monsieur Wang était le spécialiste de la Corée, issu de la vénérable Académie chinoise des sciences sociales, la crème de la crème des chercheurs officiels à Pékin. « Je suis un peu surpris par ces tirs », dit-il. Il m'expliqua doctement que la diplomatie chinoise œuvrait en coulisses pour favoriser l'entente entre les deux Corées et avait bon espoir d'une percée prochaine. Cette canonnade tombait donc très mal et résonnait plutôt comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Sa surprise suscita la mienne. Depuis quelques semaines, la tension montait ostensiblement le long du 38^e parallèle. Des soldats du Sud avaient sauté sur des mines de la DMZ, la fameuse zone démilitarisée qui coupe la péninsule en deux. Ils avaient dû être amputés. Ivre de colère, Séoul avait relancé sa « guerre de propagande », à coups de messages hostiles au régime et de tubes de K-pop diffusés à tue-tête dans les haut-parleurs situés le long des barbelés. Un *casus belli* pour un régime totalitaire, aussi fier que celui des Kim. Autant de signes avant-coureurs d'une nouvelle crise, que la plupart des experts et journalistes basés à Séoul avaient détecté depuis le creux de l'été, à l'approche des manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes.

L'étonnement de mon interlocuteur chinois me laissa donc songeur. Ainsi, le « grand frère » et puissant voisin des Kim semblait désarçonné par ce nouveau coup de sang coréen. La deuxième puissance mondiale peinait à déchiffrer et à anticiper les sautes d'humeur de son allié. Le parrain chinois se trouvait-il dépassé par les agissements de son turbulent protégé, dont il absorbe pourtant 70 % du commerce extérieur ?

Cela faisait un an que j'avais traversé la mer Jaune, mais la Corée continuait de me hanter. À mesure que je me frottais à la complexité chinoise, le mystère du « pays du matin frais » me reprenait avec nostalgie. Et un goût d'inachevé.

Retour à Pyongyang

Ce tapis roulant avance à la vitesse d'une tortue ! Le ruban métallique semble se perdre dans un interminable couloir rectiligne. Le silence est religieux. Malgré ce train de sénateur, je reste immobile et concentré, au diapason de mon guide. Devant et derrière nous, des femmes aux joues creusées et à la silhouette trapue, cheveux courts et frisés, sont figées dans leur *chogori*. Le contraste est saisissant entre les couleurs flamboyantes – jaune, violet et parfois vert – des habits traditionnels coréens et les visages impassibles de celles qui les portent. À leurs côtés, les hommes, regard sévère et costumes trop larges aux reflets scintillants, arborent, épinglé sur la poitrine, le portrait du « président éternel » sur fond rouge éclatant.

Hier soir, notre guide, Monsieur Oh – qui ne nous lâche pas d'une semelle depuis notre arrivée –, nous a prévenus, dans son phrasé délicieusement rétro : « Au mausolée Kumsusan, tout le monde doit être habillé de façon *smart*. Demain, je compte sur les Français pour être à la hauteur ! » Les jeans, symbole capitaliste, sont bien entendu proscrits.

Bienvenue à Pyongyang ! Je retrouve la capitale aux longues avenues aérées, ponctuées de messages, de statues et de mosaïques géantes à la gloire des dirigeants au sourire inoxydable. « Ici, c'est un peu Gotham City. Comme dans une BD, il y a les super-héros qui protègent la veuve et l'orphelin des méchants impérialistes », résume l'une des rares expatriées occidentales en poste dans la capitale nord-coréenne. Ces affiches de propagande sont étonnamment des chefs-d'œuvre graphiques. Elles représentent le fondateur du régime, Kim Il-sung, et son fils, Kim Jong-il, « agissant pour le bonheur du peuple », serrant des enfants joufflus dans leurs bras, ou bravant la neige, coiffés d'une chapka dans une lumière féerique. Il faut imaginer les contes d'Andersen revisités par l'esthétique socialiste.

Quand on arrive de Pékin, saturé de pollution et d'embouteillages, cette ville de 3 millions d'âmes offre paradoxalement une bouffée d'oxygène. La Cité idéale de Le Corbusier à échelle géante. Les barres d'immeubles gris s'étirent à perte de vue entre les espaces verts. Et l'air est si pur au « pays du matin frais ». Pas un slogan publicitaire ne trouble la vue. Seuls de longs bandeaux en *hangeul*, l'alphabet coréen, célèbrent la fière République populaire démocratique de Corée ou le Parti des travailleurs, piloté par son génial leader. Des

combinaisons énigmatiques de bâtonnets que j'ai appris à déchiffrer. Pas de Coca-Cola, mais du Kim Il-sung à tous les coins de rue.

Le tapis roulant file doucement vers l'épicentre du culte, le palais du Soleil. Un parallélépipède colossal gris, posé sur un écrin de pelouse, à l'est de la capitale. Depuis la mort physique du « grand leader » Kim Il-sung en 1994, son bureau grandiose, empruntant autant au Roi-Soleil qu'à Staline, a été conservé intact pour permettre aux 23 millions d'habitants du pays et à l'ensemble de l'humanité de venir rendre hommage au « soleil du xx^e siècle ». Les gigantesques fenêtres en arcades ont été murées, transformant le palais présidentiel en bunker funéraire. La visite du Kumsusan est un passage obligé pour toute personne en voyage à Pyongyang. J'avais déjà fait le pèlerinage lors de ma première venue dans la capitale, il y a de longues années de cela. J'en étais ressorti abasourdi. L'ampleur écrasante des lieux, comme l'efficacité de la mise en scène, est sans commune mesure avec d'autres cultes politiques auxquels j'ai pu assister. Les visites des tombeaux de Hô Chi Minh à Hanoï ou de Mao Zedong place Tian'anmen ressemblaient à de paisibles excursions en comparaison.

Après l'interminable procession ralentie volontairement par la mécanique, le visiteur passe un seuil de « décontamination » avant d'entrer dans le gigantesque palais de silence. On commence par frotter la semelle de ses chaussures sur des brosses électriques cylindriques. On est presque surpris de ne pas se voir offrir des patins. Puis on pénètre en file indienne dans un sas où une violente soufflerie nous fouette le visage, afin de chasser toute poussière inopportune de ses vêtements. Un « nettoyage » qui permet de placer le « pèlerin » dans les conditions psychologiques adéquates avant d'aborder le Saint des saints. Il s'agit de se débarrasser de toute « impureté » physique ou mentale.

Tour à tour, chaque groupe se prosterne devant le portrait des leaders, avant d'entrer dans un dédale de marbre aux pièces démesurées de plus de dix mètres de hauteur. La salle des cadeaux vaut son pesant d'or. En dessous des photos géantes montrant Kim Il-sung en compagnie de Yasser Arafat, Nehru ou Mao Zedong, des vitrines exhibent les innombrables décorations que ces dirigeants ont offertes au « président éternel ». Ainsi, la superbe médaille de l'Ordre national du Léopard, présent du président Mobutu, côtoie un diplôme décerné par la ville d'Ancône ou de Nanterre. Le régime nord-coréen a indubitablement su placer sa petite péninsule excentrée au cœur du planisphère en surfant sur la guerre froide et le rêve socialiste.

Mais le meilleur est à venir. Le clou de la visite est évidemment le corps embaumé du grand leader, exposé dans un catafalque de verre. C'est pour cela qu'on est venu. J'approche de ce sanctuaire planétaire du communisme.

Étrangement, l'idéologie marxiste-léniniste athée a fait sienne cette habitude de conserver le corps, ou du moins son apparence, comme si la mort ne pouvait s'appliquer aux guides de la cause prolétarienne. À l'orée d'une porte monumentale, des soldats en uniforme « accueillent » les visiteurs, les yeux bridés comme des meurtrières, les traits figés, imperturbables. On me fait patienter, toujours en file indienne, dans un silence de plomb. Le fou rire est prohibé. On risque les travaux forcés. Pire, l'opprobre d'un peuple entier.

Enfin, mon tour arrive et je pénètre dans la salle obscure aux murs dépouillés. Une lumière orangée venant des corniches du plafond dévoile, au centre de la pièce, le mausolée de verre. Le visage blanchâtre du « grand dirigeant » réfléchit les rayons et se détache autour de ses sourcils broussailleux. Voilà « le génie de l'humanité » allongé pour l'éternité sous une paroi translucide. Mais à peine ai-je le temps de me prosterner devant le « grand homme » que, déjà, l'adorateur suivant me pousse vers la sortie. La liturgie est réglée comme du papier à musique. Pas question de stationner devant le maître. Il ne faut pas laisser le temps à la raison de prendre de la distance, ni à l'esprit critique de se mettre en branle. Une contemplation prolongée déboucherait rapidement sur des commentaires sarcastiques. On serait tenté de sourire du teint olivâtre du cadavre ou des boutons qui mouchettent son visage. D'aucuns se mettraient à chercher du regard la fameuse bosse dans la nuque de Kim Il-sung. Une protubérance que les photographes officiels ont toujours su atténuer, en prenant le leader selon un angle de trois quarts. Interdiction donc de briser cette fascination mystique, fugace comme le passage d'un esprit. De cette visite éphémère ne reste qu'une vision fantasmagorique, entretenant le mythe. C'est ainsi qu'on invente une religion.

Ce matin, sept ans après ma première venue, me voici de nouveau sur l'interminable tapis roulant. Le détour par le Kumsusan ne faisait pas partie du programme initial de ce voyage âprement négocié. L'étape a été ajoutée à la dernière minute, bousculant nos plans, et nous privant d'une demi-journée précieuse de reportage dans la capitale. Face à Monsieur Oh, nous avons capitulé sans broncher. Mais, au fond de moi, je rongerais mon frein. Une fois arrivés à l'hôtel Yanggakdo, je me suis dit que, décidément, ce voyage débutait bien mal. Je n'ai compris que plus tard l'importance de ce pèlerinage. Tandis qu'à Rome se recueillir dans la basilique Saint-Pierre s'impose dès l'arrivée si l'on veut obtenir une audience au Vatican, ici, un certificat de « kimilsungisme » n'est pas de trop pour arrondir les règles d'airain de la censure.

Toutefois, je me réjouis secrètement de ce retour dans le palais funèbre et dois avouer mon impatience. J'ai rendez-vous avec le personnage qui a bouleversé mon existence.

Je garde un souvenir précis de cette matinée du 19 décembre 2011. Je travaillais dans la modeste salle de rédaction du Seoul Foreign Correspondents' Club (SFCC), au 18^e étage du Press Center, un immeuble gris planté au cœur de la Corée « capitaliste ». Dans cette pièce éclairée au néon et peuplée de quelques ordinateurs antédiluviens, une plaque salue la mémoire des journalistes tombés en couvrant la sanglante guerre de Corée (1950-1953) qui fit trois millions de morts. Le SFCC constitue le vestige d'un passé révolu. Dehors, par les vitres teintées, un ciel terne planait sur la gigantesque avenue Sejong, large tranchée conduisant à l'ancien palais royal de Gyeongbokgung. En cette fin de matinée, mon esprit était agité par une question cruciale : allais-je acheter un billet d'avion pour rentrer fêter Noël en famille ? Après des mois sur la brèche à couvrir l'actu, la fatigue me tirait, et la froidure de l'hiver n'aidait pas. Ce temps maussade me poussait à partir. Quelques minutes plus tôt, la KCNA, l'agence centrale de presse nord-coréenne, avait prévenu qu'elle ferait une annonce « importante » à midi pile. Pas de quoi fouetter un chat. Pyongyang était coutumier de ce genre de déclaration qui se révélait souvent décevante : l'inauguration d'une nouvelle « cité radieuse » ou l'annonce d'élections pour son Parlement fantoche. Les vacances se profilaient donc, même si, étrangement, mon instinct me retenait sur place. Je partageais ces atermoiements avec mon camarade britannique du *Financial Times*. Puis midi avait sonné sans que je m'en rende compte.

La filiforme secrétaire du SFCC m'interpella dans son anglais hésitant. Avec son calme olympien coutumier, je l'entends encore me dire : « *Sebastian, I think you should write an article.* » (« Sébastien, je crois que vous devriez écrire un article. ») Surpris par cette injonction polie et inédite, je regardai par-dessus son épaule l'écran de son ordinateur. Sur la page presque blanche du site Yonhap, l'agence de presse sud-coréenne, je vis se détacher cette simple phrase : « URGENT : le leader nord-coréen Kim Jong-il est décédé, déclare la télévision d'État nord-coréenne. » À cet instant, un profond soulagement mêlé à une intense jubilation me traversa. Mes yeux brillaient. J'aperçus la même excitation dans le regard de mon camarade britannique. Prodigieux cadeau de Noël... L'heure avait sonné et nous étions au rendez-vous.

Depuis trois ans que j'étais installé à Séoul comme correspondant, je redoutais, à chaque fois que je montais dans un avion, de manquer l'événement : la disparition du dictateur nord-coréen, le Docteur Folamour asiatique, artiste sanguinaire que l'on retrouvait même dans James Bond. J'avais quitté Bruxelles et l'épicentre de l'Union européenne pour m'établir dans ce bout du monde afin de couvrir les convulsions de la seule dynastie « communiste » du globe. Et depuis qu'une attaque avait failli l'emporter en août 2008, le plongeant dans le

coma, les médias guettaient chaque signe de faiblesse du despote aux lunettes de mouche, dont la mort pouvait – croyaient certains – sonner le glas du régime le plus mystérieux de la planète, et déclencher un périlleux effet domino en Asie du Nord-Est.

Mesurant le poids de la situation, j'avais, après une hésitation, composé pour la première fois le numéro de portable du responsable du site du *Figaro*, comme le recommandaient les consignes en cas de nouvelles fracassantes. Il était trois heures du matin à Paris. Le téléphone sonna plusieurs fois avant qu'une voix ensommeillée ne finisse par répondre. Nous ne nous étions jamais parlé. « Ici, Sébastien Falletti, le correspondant à Séoul. Désolé de te réveiller, mais Kim Jong-il est mort... » Silence. « C'est officiel ? ! Super, prépare un papier pour le web qu'on mettra en ligne à six heures du matin. » À mon grand soulagement, je perçus une pointe d'enthousiasme dans sa voix au moment où il raccrocha. Le « chef » semblait heureux d'avoir été informé en premier, même au prix d'une nuit estropiée. C'est à ce genre d'intonation qu'on se reconnaît entre confrères.

« Le cher leader n'est plus. » Ainsi avais-je commencé ce papier, écrit à la vitesse d'un missile. Aujourd'hui encore, cet article à la valeur ajoutée minimale reste sans doute le plus référencé de ma carrière, selon Google. J'étais verni, contrairement à mon camarade du *Wall Street Journal* parti fêter Noël dans le Midwest. Ce jour-là, j'enchaînai onze papiers, ainsi que plusieurs interventions télévisées. Pendant trois jours, je ne dormis plus. Tous les efforts, les angoisses et les découragements étaient soudain dissipés. J'avais remporté mon pari coréen.

Tout cela me revient brusquement en pénétrant dans cette salle pharaonique à la lumière tamisée. Le corps embaumé de Kim Jong-il, à la chevelure clairsemée et frisottante, repose désormais sous son cercueil de verre. Enfin, je vois l'homme. Même mort, il me parle encore. Ami lecteur, je ne suis ni un fou ni un nostalgique stalinien. Je confie seulement avoir été saisi d'un pincement au cœur en dévisageant ce visage de cire sur lequel j'ai tant écrit, et à qui je dois beaucoup plus que je ne le voudrais. Ce cadavre me remue. En sortant de cette entrevue macabre, je médite sur les sortilèges de l'existence : comment la Corée du Nord a-t-elle pu enfanter l'unique dynastie communiste de l'histoire ?

Il est temps de remonter la piste des Kim.

L'invention d'un chef

« Tout ce que je viens de vous dire est une plaisanterie, bien sûr ! » La jeune femme me lance un regard espiègle avant de tirer sa révérence perchée sur ses talons, fière de m'avoir joué un tour.

Je m'éloigne en titubant vers le hall désert. Quelques poissons, emprisonnés dans un bassin verdâtre, tentent d'animer ce décor lugubre des années 1980, version rideau de fer. Le livre qui révéla le goulag nord-coréen ne s'appelait-il pas *Les Aquariums de Pyongyang* ? Un lustre scintillant pend du haut plafond incliné en béton armé. Cette immense salle des pas perdus constitue le rite de passage obligatoire pour la plupart des étrangers admis au royaume des Kim.

L'hôtel Yanggakdo fut conçu par des ingénieurs français au moment où le président François Mitterrand flirtait avec le bloc communiste, avant le grand tournant de la « rigueur ». Son sulfureux conseiller de l'ombre, François de Grossouvre, venait régulièrement s'y ravitailler en ginseng, la célèbre racine stimulant la vigueur masculine. À cette époque, la Corée du Nord était considérée comme un pays socialiste développé. Elle avait su affirmer son propre modèle face aux grands frères de Russie et de Chine. Grâce à son idéologie prônant l'autarcie, Kim Il-sung incarnait un communisme non aligné aux côtés de Tito. La radicalité en plus.

L'immense bunker en béton de quarante-sept étages se dresse sur l'île Yanggak, au milieu de l'ample rivière Taedong qui traverse Pyongyang. Dans ce cinq-étoiles au style soviétique, surmonté d'un restaurant panoramique tournant – « en réfection » à chacun de mes passages –, le régime nord-coréen parque ses visiteurs étrangers pour mieux les isoler.

Du golf miniature situé en contrebas et de la promenade le long des quais, on peut jouir d'une vue imprenable sur la capitale conçue à la gloire des Kim. Afin d'échapper à la surveillance des guides, on se lève à l'aube pour faire un jogging dans les rues de la ville. Cette virée éphémère permet de surprendre un marché « gris » dissimulé dans une ruelle, avant la descente d'hommes en uniforme. Une mésaventure dont deux compagnons de voyage britanniques ont fait les frais. Ils ont même été contraints de rédiger une lettre d'autocritique déclarant solennellement avoir mis en péril les relations entre le Royaume-Uni et la République populaire démocratique de Corée pour s'en sortir.

L'automne baigne d'une lumière sublime les façades décrépies. Nous

sommes en septembre 2010 et, depuis quatre jours, je me fais balader d'un monument à la gloire de Kim Il-sung à une ferme collectiviste Potemkine, en passant par une « école modèle » où des enfants en uniforme marin enchaînent des chorégraphies époustouflantes. À la fin de leur numéro, les petites filles nous entraînent pour une valse jouée à l'accordéon, sous les objectifs des photographes officiels. Le point d'orgue du voyage est atteint avec le festival *Arirang*, « le plus grand spectacle du monde ». Une extraordinaire performance gymnastique et artistique réalisée par des dizaines de milliers d'écoliers au cœur de l'immense stade du Premier-Mai. Jamais je n'ai vu une mise en scène d'une telle ampleur et d'un tel degré de perfection. Combien de centaines d'heures de répétitions stakhanovistes ont enduré ces écoliers dont on n'aperçoit jamais le visage ? Ici, l'individualité se fond dans la masse, vaste métaphore de l'idéologie collectiviste du régime.

Au royaume des Kim, l'illusion d'être en reportage se dissipe dès l'atterrissage. Une fois le rigoureux programme accompli, je me retrouve dans un bar vieillot où errent quelques touristes chinois, puis me dirige vers le très kitsch casino du sous-sol où clignotent des machines à sous. Les candidats au prestigieux prix Albert-Londres peuvent aller siroter leur chope de bière en toute quiétude, ce ne sera pas pour cette année. Et, naturellement, pas de smartphone pour consulter les nouvelles du monde « réel ». À cette époque, les téléphones portables étaient confisqués à l'aéroport. J'ai préféré venir les mains vides pour éviter de mettre mon carnet d'adresses à disposition, et ainsi faire courir des risques à nombre de mes contacts, en particulier aux transfuges que j'ai interviewés de l'autre côté du rideau de fer. « Vous voulez avoir accès à Internet ! » s'épouvante la réceptionniste du Yanggakdo. Interdiction d'ouvrir votre propre messagerie. Pour une somme conséquente, l'hôtel se charge d'envoyer vos e-mails à vos destinataires via sa propre boîte. Désormais, les touristes peuvent se doter d'une carte SIM pour être relié au monde extérieur, mais il demeure impossible d'appeler un numéro local. Un « progrès » dont je n'ai jamais voulu faire usage. Rien ne vaut une cure de désintoxication digitale dans le Jurassic Park du communisme.

Contrairement aux idées reçues, il n'est pas difficile pour un touriste européen, notamment français, d'obtenir un visa pour la Corée du Nord. À condition de passer par une agence et d'être en permanence escorté par des guides chargés de veiller à votre sécurité. Aucun étranger ne peut circuler librement dans le pays sans un cerbère sur le dos, hormis les rares hauts diplomates, eux-mêmes constamment surveillés par leur personnel local. De drôles de vacances au dépaysement garanti. Un couple d'amis a même choisi d'y passer son voyage de noces ! Toutefois, en possession d'une carte de presse, les

affaires se corsent. Le régime se méfie de nous comme de la peste, et délivre des visas au compte-gouttes, pour des séjours sous haute surveillance.

Jusqu'à la dernière minute, j'ai cru que je n'obtiendrais pas ce sésame. Le profil du correspondant basé à Séoul, chez l'ennemi capitaliste, n'est guère de bon augure. Mieux vaut être en poste à Pékin, chez le grand frère chinois, pour accroître ses maigres chances. Mais, comme dans tout système, il existe des failles où il est possible de se faufiler, moyennant de bons contacts. C'est ainsi que mon contact slave m'informe qu'un visa m'a été accordé pour un départ deux jours plus tard, grâce à mon ancien statut de professeur d'histoire en Seine-Saint-Denis. Je peux enfin m'enorgueillir de cette brève expérience pédagogique, tandis que mon confrère du *Los Angeles Times* apprend qu'il est recalé. Sa nationalité a sans doute été un handicap trop lourd à surmonter, même pour notre intermédiaire aux multiples connexions. Dès l'école, les petits Nord-Coréens apprennent à se méfier de l'ennemi américain.

Après une étape à Pékin, mon avion se pose enfin sur le tarmac de l'aéroport de Pyongyang.

J'avais déjà franchi les barbelés du 38^e parallèle quelques années auparavant, depuis Séoul, pour un rapide voyage jusqu'à l'ancienne capitale royale de la Corée, Kaesong, avant que le rideau de fer ne se referme hermétiquement. Et pour cause : en 2008, une touriste sud-coréenne était abattue d'un coup de fusil, accusée d'espionnage. À l'époque, j'étais accompagné par un journaliste vétérinaire espagnol qui avait couvert l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Le vieux briscard chevronné contemplait la campagne nord-coréenne avec les yeux émerveillés d'un enfant. La Corée du Nord constitue en effet la « dernière frontière » du journalisme, cet artisanat en péril. Lorsque notre rutilant bus Hyundai traversait un village, on entrevoyait, derrière les rideaux, les regards inquisiteurs des habitants scrutant nos silhouettes d'extraterrestres. Un fascinant jeu de miroir et d'attraction mutuelle.

Cette fois, je découvre enfin l'épicentre du culte des Kim, avec l'excitation d'un néophyte en pèlerinage et une prudence de loup. Ce voyage tombe à point nommé. L'Asie bruisse de rumeurs sur la désignation d'un éventuel héritier pour prendre la suite de Kim Jong-il vieillissant. Depuis l'attaque qui a failli l'emporter en août 2008, entraînant sa disparition publique durant de longues semaines, la planète s'interroge sur l'avenir de « la dynastie rouge ». Va-t-elle s'éteindre avec la mort prochaine du dictateur affaibli, et plonger l'Asie du Nord-Est dans le chaos ? « La Corée du Nord est la clé de voûte de l'équilibre géostratégique de la région », aime à dire doctement Thierry de Montbrial, le fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

« La chance est une qualité professionnelle dans ce métier », m'a glissé un

jour un rédacteur en chef. Pour une fois, j'ai un peu de talent.

J'arrive à Pyongyang une semaine avant la tenue d'une réunion exceptionnelle du Parti des travailleurs. Le conclave va « élire de nouveaux dirigeants suprêmes », selon les médias officiels. On ne peut être plus clair. L'heure fatidique a sonné. Enfin, le mystère de la succession va être dévoilé. Quelques semaines plus tôt, un éditorial du *Rodong Sinmun*, le quotidien du parti, a lancé un appel à rallier le « centre du parti ». Tiens, tiens... Cette expression sibylline refait surface, une trentaine d'années après la nomination de Kim Jong-il comme héritier. Le doute n'est plus permis. L'histoire bégaie. Tout est donc en place pour l'avènement du troisième des Kim. Et, à l'ère de la planète ultraconnectée, les grandes puissances ne savent rien de lui.

Au sein de mon petit groupe de journalistes, je choisis de faire profil bas. Mon objectif étant de revenir régulièrement pour observer l'évolution de ce pays caché du monde, mieux vaut se montrer bon élève. Mais certains de mes confrères sont moins patients. Alors que notre bus longe l'Assemblée populaire suprême sur Mansudae, la colline de la révolution, où l'oracle sera donné la semaine prochaine, l'une de nos guides déclare, agacée : « Le général Kim Jong-il est en bonne santé, donc ne parlons pas de son fils. » Fermez le ban.

Après la visite de la maison aux allures de crèche de Bethléem, où naquit le « président éternel », et d'autres lieux de culte, nous entrons dans l'un des repaires de prédilection du « cher dirigeant » vieillissant : les studios de cinéma de Pyongyang. Sa statue, installée dans un fauteuil de metteur en scène hollywoodien, trône à l'entrée.

Lunettes studieuses et col Mao, le directeur des studios, Monsieur Cha, nous fait faire le tour, passant d'un décor à un autre. Une rue en carton-pâte reproduit à la perfection l'ambiance du Séoul des années 1950, une époque fétiche du cinéma de propagande, qui met invariablement en scène des héros de la lutte pour la libération nationale face au cruel maître colonial japonais, et aux « collabos » du Sud. Le quinquagénaire nous raconte la passion de son « cher leader » pour le cinéma. Régulièrement, ce dernier débarque à l'improviste sur les tournages des films révolutionnaires pour donner des conseils aux metteurs en scène, lesquels obtempèrent illico. Kim Jong-il a même écrit un ouvrage sur l'art cinématographique.

Soudain, un confrère rompt la sérénité de cet après-midi ensoleillé : « Et son fils, aime-t-il aussi le cinéma ? » Silence gêné. Dans ce décor de théâtre, notre interlocuteur se racle la gorge. Il peine à cacher son embarras et cherche instinctivement le regard de notre guide. Celle-ci lui fait comprendre qu'il est temps de passer à autre chose. La question, impertinente, restera donc sans réponse. La visite se termine dans une atmosphère de plomb. En remontant dans

le bus, notre guide m'agrippe le bras et me rudoie avec l'air sévère d'un maître d'école exaspéré par les incartades de ses élèves : « Vous posez trop de questions sur Kim Jong-un ! Après le congrès du parti, on pourra en parler, mais pas maintenant ! » L'aveu est lâché.

Depuis quelque temps, le nom de Kim Jong-un se détache de la courte liste des successeurs potentiels. Il est le fils cadet de celle qui est considérée comme le grand amour du vieux dictateur, selon les arbres généalogiques incertains, patiemment reconstitués par les experts dans les bureaux des correspondants à Séoul. Avant de taper dans l'œil du leader, Ko Yong-hui était une belle danseuse, chargée de divertir les dignitaires. Elle lui a donné au moins trois enfants, avant de s'éteindre, en 2004, dans un hôpital de la banlieue parisienne. Mais personne n'a jamais vu alors de photo de sa progéniture, et donc de l'héritier présumé. L'heureux élu aurait 27 ans, selon les calculs des services de renseignements. Les rumeurs circulent sur cet héritier putatif dont on ne sait rien. En avril 2010, le quotidien japonais *Mainichi* avait même publié la photo d'un jeune homme au port altier, vêtu d'un costume et d'une cravate rouge, accompagnant le dictateur, et présenté comme son successeur – l'avenir dira qu'il s'agissait d'une fausse piste. Quelques mois plus tard, *Associated Press* envoyait son ancienne correspondante à Pyongyang en Afrique du Sud pour couvrir la Coupe du monde de football ! En effet, le bruit courait alors que le jeune héritier était en charge de chapeauter l'équipe nord-coréenne qualifiée pour le Mondial. Dans l'hiver austral, les journalistes scrutèrent le camp d'entraînement des Chollima, l'équipe nationale de Corée du Nord, à Midrand, entre Pretoria et Johannesburg, dans l'espoir de l'apercevoir... En vain.

En arrivant à Pyongyang, je ne me fais guère d'illusions sur mes chances de percer ce mystère. Et je profite pleinement de chaque instant de cette plongée de l'autre côté du miroir. Pourtant, la lumière survient parfois lorsqu'on s'y attend le moins. C'est ainsi que je me suis retrouvé à converser avec une étudiante dans les couloirs de l'hôtel. Avec un parfait accent anglais, cette fille de l'élite a visiblement l'habitude de guider les étrangers de passage. Il faut croire qu'elle s'ennuyait durant son temps de pause, n'en déplaie à mon fantasme d'espionne. « Je fais ce boulot pour me payer des Marlboro et m'enfiler du whisky importé », souffle-t-elle devant sa copine enfoncée dans un fauteuil fatigué. Cette saillie m'a fait comprendre que, sous leur froide apparence, certains habitants de ce royaume étroitement surveillé camouflent une personnalité affûtée, voire espiègle. La censure aiguisé souvent le tranchant des esprits. La conversation est animée. Dans ce pays totalitaire, discuter avec un « impérialiste » de passage s'avère un divertissement plaisant. Peu à peu, la jeune femme lève un coin du voile de la vie nocturne de Pyongyang, plus

débridée que ne le laissent présager les slogans socialistes de façade. C'est ainsi que je découvre ce mystérieux navire-bar amarré à la berge de la rivière Potong, où la jeunesse locale se retrouve pour des soirées arrosées jusque tard dans la nuit. Et, à quelques encablures du *Pueblo*, le navire espion de l'US Navy, qui avait été capturé en 1968, est depuis exhibé comme un trophée « anti-impérialiste ».

Cela fait presque une demi-heure que nous parlons. Une jolie performance dans un pays où les habitants sont priés d'éviter tout contact avec l'étranger, en particulier occidental. Hors de question de laisser passer ma chance. Émoustillé par cet échange inattendu et la crânerie de ma charmante interlocutrice, mon instinct de reporter sort de sa torpeur. L'air faussement détaché, je finis par jouer mon va-tout après ces longs préliminaires : « Et le général Kim Jong-il, a-t-il des fils ?... » À ma grande surprise, ma nouvelle camarade embraye. Oui, elle en connaît un, et il s'apprête à lui succéder !

L'étudiante, en quatrième année dans la prestigieuse université des Études étrangères de Pyongyang, m'explique effrontément qu'elle en sait déjà beaucoup sur son prochain leader. « C'est un militaire, il est très intelligent et très jeune », m'assure-t-elle. Elle ignore son âge précis, mais il a moins de 30 ans. Le troisième des Kim aurait déjà une chanson à sa gloire, qui tourne en boucle depuis quelques mois sur les ondes, reprise en chœur par la jeunesse du pays. « Traces », un chant de propagande au message subliminal : « Marche, marche sur les pas de notre général Kim, diffusant l'esprit de Février. » Une référence au mois de naissance du vieux Kim Jong-il sur le point de passer le témoin à son successeur. Cette inoffensive ritournelle à nos yeux est en réalité un signal clé lancé à la population : elle signifie que la succession est enclenchée. La première étape de construction du culte de la personnalité du prochain « leader suprême » est franchie. Les habitants de Pyongyang, ville peuplée des familles proches du parti, savent décoder le message. Et pour cause. « Nous avons déjà des cours à l'université à son sujet depuis six mois », ajoute avec audace mon interlocutrice. Dès l'école, les Nord-Coréens bénéficient d'enseignements sur les exploits de Kim Il-sung et Kim Jong-il. Bientôt, ils les compléteront par ceux de leur descendant.

Je tente de conserver un air impavide, mais mon cœur piaffe d'excitation. Je détiens l'information dont je n'osais plus rêver. Toutes les spéculations qui tiennent en haleine la planète entière et les médias internationaux ces derniers mois viennent de s'évaporer en quelques minutes par la voix d'une simple demoiselle. J'en ai le vertige. Je suis frappé par la capacité du régime à manier l'art du secret pour mieux se protéger. Pendant que la CIA et autres services secrets occidentaux peinent à confirmer l'identité du successeur du dictateur

Kim Jong-il, les enfants des élites de Pyongyang apprennent par cœur l'hagiographie de leur futur dirigeant, sans aucune fuite sur Internet !

Fière de l'effet produit, la jeune femme se lève et me fait comprendre qu'il est temps d'abrégé notre marivaudage. Elle a déjà trop parlé. « Tout ce que je viens de vous dire est une plaisanterie, bien sûr ! » me lance-t-elle en disparaissant dans le couloir.

Quelques jours plus tard, ponctuel au rendez-vous, le nom de Kim Jong-un surgit dans les registres officiels, à l'issue de la réunion parlementaire. Le mystérieux héritier est immédiatement bombardé général quatre étoiles. Mais son visage demeure inconnu. Le 10 octobre 2010, une immense parade militaire se déploie sur la place Kim Il-sung. À la tribune, le vieux Kim Jong-il applaudit les soldats, sourire aux lèvres. À ses côtés, un jeune homme corpulent et rasé de près apparaît, défiant pour la première fois le monde.

Secrets de famille

On croirait un morceau de Grèce archaïque tombé au cœur de Tokyo, comme une météorite incongrue. Ces blocs de pierre noire recouverts de lichen me rappellent les murailles antiques de Mycènes. Je flâne le long des douves verdâtres qui enserrent les remparts du palais de l'empereur Akihito. Une forteresse de silence au cœur de la forêt de gratte-ciel de la capitale nippone. J'ai quelques minutes d'avance sur mon rendez-vous et j'en profite pour me promener sous les cerisiers bourgeonnants et le ciel cristallin. Au Japon, chaque instant se goûte. Le printemps approche. Bientôt, on fêtera Hanami. On s'enivrera de bière Kirin dans les parcs pendant que les pétales roses des sakura se laisseront choir sur les chevelures des belles.

Ken Sato m'a donné rendez-vous dans le hall de l'Imperial Palace Hotel, un cinq-étoiles donnant sur le palais, dans le quartier des affaires de Marunouchi, près de la gare centrale. *Golden boys* en souliers cirés et *fashionatas* apprêtées se croisent sur les avenues immaculées. À 15 h 30 précises, je me glisse dans la porte-tambour du palace, sous le regard des grooms. Ici, la ponctualité est la première des politesses. Un homme d'une quarantaine d'années au visage juvénile s'avance vers moi, tout sourire. Il porte un costume sombre et une paire de lunettes très *geek* à monture noire. Dans sa main, je reconnais mon portrait imprimé pour prévenir tout malentendu. Sato n'est pas du genre à laisser des détails au hasard.

Le café feutré, au rez-de-chaussée de l'hôtel, bruisse des pépiements des banquiers d'affaires et des bourgeoises de Ginza, venues savourer un *afternoon tea*. J'opte pour la terrasse, profitant ainsi de la lumière de l'après-midi. D'ailleurs, les rencontres en plein air sont toujours plus sûres, si l'on veut se soustraire aux oreilles indiscretes. Depuis mes premiers échanges par mail, puis par téléphone, avec ce mystérieux interlocuteur, plane un parfum de conspiration. « Il y a beaucoup d'agents nord-coréens au Japon. Je suis surpris de ne pas encore avoir été attaqué », m'explique-t-il. Mais la mort de Kim Jong-nam au gaz VX ne va pas arrêter le directeur de l'ONG Human Rights in Asia. Ken Sato est en mission. C'est pour cela que je viens le rencontrer. « Aujourd'hui, c'est une question de vie ou de mort pour notre pays », commence-t-il, après avoir commandé une théière de sencha. « S'il faut faire la guerre à la Corée du Nord, autant la faire tout de suite, car le temps joue en leur

faveur. Dans quelques années, ils pourront frapper le Japon d'une bombe thermonucléaire », ajoute celui qui a travaillé auparavant en Afghanistan pour une ONG nippone.

Pour les habitants de l'archipel, Pyongyang fait figure de grand méchant loup. S'ils ont réussi à faire échouer les invasions mongoles sur leurs îles au XIII^e siècle, les Japonais sont en revanche aujourd'hui à portée des missiles de Kim. Déjà, en 1998, un immense Taepodong-1 avait survolé la région du Tohoku, avant de s'abîmer dans le Pacifique, déclenchant l'alerte dans les chaumières. Ces missiles offrent la capacité de frapper « en dix minutes » l'ancien maître colonial. La psychose est habilement exploitée par les gouvernements conservateurs successifs à Tokyo, à l'image du Premier ministre Shinzo Abe.

Les motivations exactes de Ken Sato m'échappent. Cet étrange limier consacre son énergie débordante à pister la famille la plus secrète de la planète : le clan des Kim. Avec une obsession maniaque. Son costume impeccable renforce mon impression première. Je suis venu à Tokyo pour remonter la trace de la mère du « leader suprême », la défunte Ko Yong-hui, maîtresse préférée du dirigeant Kim Jong-il. Cette figure fascinante incarne l'écheveau sulfureux des contradictions de la dynastie. En particulier, une facette ambiguë du clan : sa passion secrète pour le Japon, ancien maître colonial fustigé par un régime ayant fondé sa légitimité sur la « libération » du sol national. Je m'interroge : pourquoi donc la propagande maintient-elle sous le boisseau la mère nourricière de l'héritier de la « lignée du mont Paektu » ? Aujourd'hui, les Nord-Coréens ne connaissent même pas le nom de celle qui a donné le jour à l'actuel dirigeant. Après son accession au trône, le jeune Kim Jong-un lui a fait ériger un modeste tombeau sur le flanc du mont Taesong, aux environs de Pyongyang. Celui-ci n'est surveillé que par un seul garde. Rien de grandiloquent. Pourquoi la sépulture est-elle si discrète ?

Contrairement à l'épouse officielle de Kim Il-sung, la mère modèle et nourricière, Ko Yong-hui n'a jamais rejoint le panthéon nord-coréen. La propagande n'a pas établi de culte à sa gloire. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. En 2012, à peine monté sur le trône, le jeune héritier a tenté d'orchestrer une campagne en l'honneur de « la Mère de la Grande Corée *Songun* », la politique de priorité à l'armée. Un documentaire de la télévision d'État révèle combien cette femme, décédée en 2004, a joué un rôle clé auprès du dirigeant vieillissant. Elle l'accompagne partout, vêtue de la même parka grise et portant une paire de lunettes fumées Courrèges. Malgré cette mise en scène, elle semble condamnée au silence, comme si elle butait sur un tabou trop lourd à lever, lequel pourrait se retourner contre le jeune leader. Pourquoi ces efforts venus du

sommet ont-ils échoué ?

Ken Sato a son idée sur la question. Il possède des documents pour étayer sa thèse explosive. Sur la table, il sort d'une pochette plastique une copie en couleur d'une page jaunie par les ans, au centre de laquelle un tampon rouge en kanji indique : « Hautement confidentiel ». Sur la page suivante, un nom se détache. C'est celui de Ko Gyon-tek, le grand-père maternel de l'actuel « leader suprême ». « Je l'ai trouvé aux archives militaire à Ebisu. Lorsque je suis tombé sur ce nom, j'étais très excité. Je voulais que Kim Jong-un sache ça ! » raconte mon détective. Ce document d'archives prouve que Ko Gyon-tek fut ouvrier dans l'usine textile Hirota à Osaka, gérée alors par le ministère de la Guerre de l'empereur Hirohito, avant d'émigrer en Corée du Nord vers 1961, bien après la guerre. Ce qui peut paraître un détail pour un lecteur occidental résonne comme une bombe aux oreilles de Pyongyang. « Cela revient à annoncer à Hitler qu'il a du sang juif ! » m'explique Sato. Bigre !

À la fin des années 1950, Kim Il-sung établit le *Songbun*, un classement de la société nord-coréenne en cinquante et une castes, en fonction de leurs origines, s'inspirant de l'ordre confucéen, revisité au service du parti. L'objectif est d'asseoir son emprise et de prévenir la montée d'une révolution fomentée par la Chine voisine. Dans un discours resté célèbre, le « grand dirigeant » divise sa population en trois groupes selon leur loyauté au régime. D'abord, le « cœur », soit 25 % des habitants jugés « fiables », qui héritent des postes clés et se concentrent dans la capitale. Puis une masse de 55 % de la population à la « fidélité » incertaine, et donc à surveiller. Ces derniers peuvent améliorer leur position par leurs actions, mais le moindre faux pas peut les faire dégringoler jusqu'au camp de rééducation. Enfin, les habitants considérés comme « hostiles », représentant 20 % de la population, soit plus de quatre millions de personnes. On retrouve dans cette frange basse de la société des descendants de grands propriétaires, des chrétiens ou, pire, des familles ayant « collaboré » avec le colonisateur japonais. « Le *Songbun* ressemble au système de classification raciale de l'apartheid en Afrique du Sud », explique un rapport du Committee for Human Rights in North Korea, basé à Washington. Ce principe de castes, mêlant les racines confucéennes au stalinisme, est un mauvais sort héréditaire qui poursuit les familles sur trois générations.

Sous le règne de Kim Jong-un, bien que cette organisation demeure, le développement d'une économie souterraine « privée », depuis la grande famine des années 1990, a permis des assouplissements à la marge. On observe notamment l'émergence d'une nouvelle classe de marchands. En effet, malgré la surveillance policière, les règles sociales se brouillent depuis l'arrivée du dollar. Cependant, selon ce classement, le « leader suprême » appartient à la catégorie

« hostile », du fait des origines nippones de sa mère. La « souillure » est dans son cas encore plus flagrante, car le grand-père maternel du jeune maréchal a travaillé directement au service de l'armée impériale qui colonisait la péninsule. « Cela signifie que Kim Jong-un descend de la caste la plus basse de la société nord-coréenne et qu'il pourrait être envoyé en camp de concentration », enchaîne Ken Sato. Avoir collaboré avec l'ennemi japonais est considéré comme un péché originel aux yeux du régime. Le secret de famille embarrasse la lignée du mont Paektu, qui a fait du nationalisme coréen son fonds de commerce. Le clan des Kim, installé au pouvoir par l'armée rouge soviétique au lendemain de la défaite de l'empereur Hirohito en 1945, a en effet fondé sa légitimité sur le mythe de la libération de la nation coréenne, asservie pendant un demi-siècle par une colonisation nipponne brutale (1910-1945), qui avait elle-même assujéti la monarchie néoconfucéenne de la dynastie Joseon (1392-1897).

J'écoute mon interlocuteur illuminé avec attention et prudence. Ne se fait-il pas d'illusions ? « Le régime est inquiet. Kim veut absolument éviter que cette nouvelle se propage en Corée du Nord, car elle saperait sa légitimité, notamment aux yeux de l'armée », affirme Sato. Une chose est certaine : la dynastie maintient le secret sur ses connexions cachées avec le Japon. Surtout, elle souhaite conserver une aura de mystère autour de la mère de l'actuel leader.

Depuis longtemps, je cherche à remonter la trace de cette femme de l'ombre, dont la forme du visage et le large sourire rappellent immanquablement son fils. Je suis allé jusqu'à Osaka, dans le quartier coréen de la ville, en quête d'indices pour donner corps à ce personnage évanescent. Dans les ruelles piétonnes du quartier de Tsuruhashi, couvertes d'un auvent qui protège les passants de la pluie, j'ai eu l'impression de dérouler le fil d'un passé soigneusement effacé. De petites maisons en bois, serrées les unes contre les autres, abritent au rez-de-chaussée des boutiques vendant du *kimchi* et autres délices coréens. C'est dans ce lieu, à l'époque misérable, qu'a vu le jour la petite Ko Yong-hui, en 1952, en pleine guerre de Corée. Elle était la deuxième fille d'une famille nombreuse et sans grandes ressources. Au Japon, les immigrants coréens servaient alors de main-d'œuvre bon marché, traitée souvent avec mépris, mais ils se sont finalement intégrés, bon an, mal an, à la force de leur poignet. La petite Ko Yong-hui est enregistrée sous le nom de Takada Hime par les autorités. Son surnom est Yonja. Tout ce qu'il y a de plus nippon. Son père, Ko Gyon-tek, ne travaille plus à l'usine Hirota, démantelée depuis la défaite d'Hirohito sous les bombes d'Hiroshima, mais il multiplie les petits boulots pour nourrir sa descendance. Originaire de l'île de Jeju, au sud de la péninsule, il aurait rallié la métropole dans les années 1930, en quête de travail, comme tant de Coréens fuyant la misère. Bel homme, séducteur, il devient même lutteur professionnel

pour gagner sa vie, selon une légende. Dans les boutiques de Tsuruhashi, j'interroge les anciens. Personne ne se souvient de cette famille, même chez les propriétaires les plus âgés. Le silence de l'oubli. Ou de la peur.

Ko Gyon-tek a décidé de faire le grand saut en 1961 : il répond aux sirènes de Pyongyang. À l'instar de près de 100 000 autres Coréens installés au Japon, il embarque avec les siens à bord d'un navire à destination de la nouvelle terre promise, gonflé de l'espoir d'une vie meilleure, la fierté nationale coréenne en bandoulière. Finies les humiliations subies sur la terre nippone ! À l'époque, la Corée du Nord est bien plus riche que sa rivale du Sud. Surtout, elle est engagée avec Séoul dans une guerre de légitimité, alimentée par une remarquable propagande. Attirer à soi les communautés coréennes du Japon est un joli trophée. Le régime leur fait miroiter un avenir radieux. La plupart déchanteront dès l'abord des côtes désolées de la péninsule, comprenant qu'ils ont été bernés. Le paradis « socialiste » se révèle une prison aride, où ils sont traités en citoyens « hostiles », du fait de leurs origines. Bien sûr, il est interdit de rebrousser chemin. Le destin de cette communauté est une autre tragédie oubliée du douloureux ^{XX}^e siècle.

Pourtant, Ken Sato a retrouvé la trace des Ko. Mon informateur sort de sa serviette un magazine en papier glacé à la couverture délicieusement vintage. *Korea Pictorial* est une revue publiée en japonais par la communauté coréenne vivant au Japon et loyale à Pyongyang, la Chongryon. Elle entretient avec talent le mythe de la « terre promise » nord-coréenne auprès des populations de l'archipel. Dans ce numéro de 1973, un reportage photo est consacré à la vie « heureuse » d'une famille modèle qui a fait le choix de s'installer au pays du Juché. La belle prestance de Ko Gyon-tek éclabousse le portrait en noir et blanc. Souriant, le père est entouré de sa progéniture et de son épouse, tous vêtus de costumes traditionnels. On se croirait dans un film de Frank Capra, version socialiste. La famille coule des jours paisibles, dirait-on. Parmi les enfants, on cherche la jeune Yonja. Malheureusement, elle n'apparaît pas sur la photo. On apprend que la seconde fille de Ko Gyon-tek a obtenu une bourse pour aller étudier la musique et la danse à l'académie Mansudae, la plus prestigieuse du pays. Elle ne vit donc plus au sein du foyer. Et pour cause. C'est dans ces années-là que la route de cette famille anonyme croise celle du clan des Kim. Et sa mise en valeur héroïque dans ce magazine n'y est sans doute pas étrangère. La jeune danseuse de l'académie vient de croiser le regard de Kim Jong-il, alors en pleine ascension vers le pouvoir suprême. L'héritier jette son dévolu sur la ballerine et va changer la destinée de sa famille. Ainsi, on apprend que Ko Gyon-tek a décroché un poste à responsabilité dans l'usine qui fabrique les jouets distribués aux enfants au nom de Kim Il-sung en personne. Un travail en

or. « Comment un émigré venu du Japon a-t-il pu obtenir un emploi aussi convoité ? » s'interroge Sato, l'air entendu. La jeune femme à l'origine sulfureuse s'apprête à devenir la Première dame de Pyongyang. Et son influence va aller grandissant. Sur un cliché en noir et blanc de l'époque, elle affiche une moue délicieuse et un regard espiègle, irrésistible. « Kim Jong-il a toujours eu un faible pour les femmes de basse extraction », confirme l'historien Andreï Lankov, professeur à l'université Kookmin, à Séoul.

Kim Jong-il est alors marié à une femme du sérail, Kim Jong-suk. Elle lui donnera une fille, en 1974. Mais, très vite, la belle danseuse d'origine nippone va éclipser l'épouse officielle, pourtant adoubée par le « grand leader » Kim Il-sung lui-même. Peu importe, son fils n'en fait qu'à sa tête. Le coureur de jupons a enfin trouvé l'âme sœur. « Elle, il l'aimait vraiment », m'affirme une source des services de renseignements américains. La jolie ballerine se mue en confidente. Elle le restera jusqu'à sa mort. « Elle est la seule personne qui pouvait lui dire non. Même les hauts dignitaires n'osaient pas », se souvient Kenji Fujimoto, le chef cuisinier japonais chargé de préparer les sushis de la famille régnante, et qui devint un intime. Dans son livre, publié plus tard au Japon, ce rare témoin raconte des scènes dignes d'un roman à l'eau de rose, où la belle Ko Yong-hui attendrie coupe les cheveux de son compagnon, tous deux installés sur la plage tels de simples vacanciers.

Ken Sato a réuni une jolie collection de portraits en couleurs de la « maîtresse officielle ». Il dépose son tableau de chasse sur la table. Je découvre des poses glamour sentant bon le Kodachrome des années 1970. En pull-over, col roulé bleu marine, choucroute brune sur la tête, ou en kimono rose à fleurs et cheveux tirés en arrière, l'expression de Ko Yong-hui demeure pétillante et vive. À chaque fois, se dégage un air de famille évident. J'examine le visage de la femme qui a réussi à dompter l'insatiable leader.

Le personnage de Kim Jong-il me fascine par son destin politique tragique. Ainsi que par l'écart entre l'image de satrape ridicule que l'imaginaire occidental lui a affublée et la réalité d'un dirigeant rusé, régnant sans partage sur son royaume, à l'abri des projecteurs, le regard dissimulé derrière d'immenses lunettes teintées en œil de mouche. Juché sur ses semelles compensées pour camoufler sa petite taille, Kim Jong-il fut la cible facile des caricatures. À partir des années 1990, il incarne le roi bouffon, relique grotesque d'un passé en voie de disparition, dans le dessin animé irrévérencieux *Team America*. Pierce Brosnan, alias James Bond, tombe même entre ses griffes dans *Die Another Day* en 2002. Dans l'imaginaire hollywoodien, la Corée du Nord joue le rôle du dernier pays symbolisant la « barbarie » communiste, reprenant le flambeau du « méchant » qui donne des frissons à bon compte.

Engoncé dans sa parka grise, le dictateur incarne en fait la résilience d'un système, dont tous les experts occidentaux annoncent la chute imminente. À tort. L'homme a plié, mais il n'a jamais cédé dans l'épreuve.

Grand cinéphile, Kim Jong-il était également un metteur en scène hors pair. Il a su orchestrer le culte de la personnalité de son père, tout en restant discret, même après lui avoir officiellement succédé. Tel un Fellini barbare, il a tiré les ficelles du théâtre d'ombres de Pyongyang pendant plusieurs décennies, jouant des masses comme des grandes puissances. L'homme possédait une cinémathèque privée, où il visionnait à l'envie les classiques hollywoodiens. Prolongeant le mythe fondateur de Kim Il-sung pour régner sans partage, tout en négociant sur le nucléaire avec George W. Bush, mêlant un stalinisme baroque aux passions humaines les plus charnelles, ce tyran esthète fut tiraillé entre les impératifs d'une dictature implacable et ses désirs intimes, du cinéma à l'amour des jolies femmes.

Sa passion pour Ko Yong-hui confirme le tropisme nippon du « général ». Le deuxième des Kim s'offrait régulièrement des escapades incognito chez l'ennemi japonais, bravant la CIA à l'aide de faux passeports, notamment brésiliens. Dans les années 1980, celui qui dirige déjà le pays dans l'ombre de Kim Il-sung embarque sur un ferry pour des virées nocturnes à Tokyo. La secrète passion du clan pour le Japon se confirme. En 1982, il écume les clubs du quartier d'Akasaka, en particulier le Golden Blue, une version locale du Crazy Horse. C'est là qu'il flirte avec une starlette, surnommée « Princesse Tenko », selon les espions japonais qui le suivent à la trace. Subjugué, il invite la chanteuse à Pyongyang, où elle donnera un récital privé. Plus tard, la vedette affichera son amertume : une troupe nord-coréenne avait totalement plagié son spectacle !

« Kim Jong-il était le plus humain de la dynastie. Mais cela ne fait pas un bon leader », m'explique Andreï Lankov. Et il n'a pas eu de chance. Jeune quinquagénaire, il reprend officiellement les rênes du pouvoir en 1994, dans une atmosphère crépusculaire, tandis que son défunt père devient dans le cœur du peuple le « président éternel ». L'URSS vient de disparaître, entraînant toute l'Europe de l'Est dans son sillage, et le parti « frère » chinois semble exsangue, acculé au massacre de la place Tian'anmen. Au lendemain de la guerre du Golfe, le « nouvel ordre mondial », piloté par Washington, s'installe inexorablement. « La fin de l'Histoire est en vue », proclame Francis Fukuyama. Et la peur d'une attaque américaine est à son paroxysme à Pyongyang. Bill Clinton est prêt à engager un conflit contre la péninsule. Seule une médiation de l'ancien président Jimmy Carter évitera la guerre, en arrachant un accord sur le nucléaire à Kim Il-sung, déjà sur son lit de mort.

Si, aujourd'hui, le mystère entourant Kim Jong-un fascine les médias, celui-

ci fait pâle figure comparé au trou noir qui nimbait le personnage de son père à l'heure de la guerre froide. Même le timbre de sa voix fut longtemps une énigme. « Le seul discours public connu de Kim Jong-il a duré... 25 secondes », résume Lankov. Une allocution brève lors d'un passage en revue de hauts galonnés. Timide, ce dictateur de l'ombre fuyait la lumière et les foules, semant les services de renseignements occidentaux. Il faudra attendre un enregistrement secret au milieu des années 1980, pour que Washington confirme que cet homme était sensé.

L'histoire est délicieuse, effarante, digne d'un script hollywoodien. Elle est pourtant vraie. Le dictateur en herbe, passionné de cinéma, fit enlever à Hong Kong l'une des stars de la Corée du Sud, la belle brune Choi Eun-hee, en 1978. Le guet-apens fit également tomber dans les rets des services de Pyongyang son ex-mari, le cinéaste à succès Shin Sang-ok, parti sur les traces de son amour disparu. Nous voilà au beau milieu d'une comédie romantique loufoque et grandeur nature. Le metteur en scène de ce scénario est Kim Jong-il lui-même. Dans son bureau bardé d'écrans de télévision captant les chaînes internationales, il dévoila le pot aux roses à ses otages, éberlués de se retrouver face à face, ainsi que devant le généralissime en personne. Il s'offrit même le plaisir de « remarier » les divorcés kidnappés, avant de leur assigner une mission suprême, en échange d'une vie confortable dans une cage dorée à Pyongyang : relancer l'industrie du cinéma nord-coréen, distancée par sa rivale capitaliste. « Franchement, au Sud, ils travaillent dur parce qu'ils doivent faire de l'argent pour se nourrir. C'est le fruit de la sueur et des larmes. Mais, ici, les gens sont contents d'eux et tranquilles, personne ne les fouette pour qu'ils aillent de l'avant », confia l'héritier du système stalinien à ses prisonniers subjugués. Un témoignage d'une franchise implacable, que le couple eut le culot d'enregistrer secrètement à son insu grâce à un dictaphone caché dans le sac de la ténébreuse Choi Eun-hee. Le despote était décidément très lucide. Ce document sans pareil tombera entre les mains des espions américains lorsque le couple fera défection en 1986, à l'occasion d'un voyage de promotion du cinéma nord-coréen en Autriche. Vingt ans plus tard, cette aventure rocambolesque fera l'objet d'un film documentaire, *The Lovers and the Despot*.

Jusqu'alors, la CIA désespérait de récupérer le moindre indice sur celui qui semblait l'héritier en puissance du régime. Il y avait bien ce sourire obséquieux sous cette houppe sombre et frisée, lorsqu'il accompagnait son paternel, le « grand leader » Kim Il-sung, dans ses innombrables inspections de terrain, narrées par la propagande. Ce regard poupon, derrière une paire de lunettes à monture métallique. Cet enthousiasme juvénile à dévoiler les « cités idéales » et autres prouesses « socialistes » mises en musique par son père, fondateur du

régime. Dès 1974, il avait été désigné en grand secret comme successeur par Kim Il-sung et sa garde rapprochée, lors d'un plénum du Comité central.

La solution héréditaire, hors norme dans le monde communiste, apparut au clan comme la meilleure assurance du maintien du système, tirant notamment les leçons du chaos de la fin de l'ère Mao, en Chine voisine. Mais l'héritier restait dans l'ombre aux yeux des masses, énigmatiquement désigné par un nom de code, le « centre du parti ». En 1980, lorsqu'il monta à la tribune sous les applaudissements frénétiques des délégués d'un congrès exceptionnel du parti, les services de renseignements occidentaux comprirent que ce fils avait été désigné comme successeur, brisant ainsi un tabou dans le monde socialiste. La première dynastie « rouge » était née. Mais dans la douleur.

« Kim Jong-il a hérité des politiques calamiteuses de son père. Et il est resté terrifié par les conséquences de la chute du bloc soviétique, ce qui l'a rendu trop prudent », affirme Lankov. En effet, lorsqu'il accède officiellement au pouvoir suprême, l'économie est en lambeaux, perdant au même moment son principal point d'appui : le bloc soviétique, alors en pleine explosion. Les circonstances tétanisent le dirigeant, plongeant le pays et sa population dans une tragique lutte pour la survie. Aujourd'hui encore, en Corée du Nord, on se réfère prosaïquement à la « dure marche » pour désigner le début de son règne, lorsque chacun découvrit la faim.

La chute de l'URSS en 1991 porte un coup fatal à l'économie nord-coréenne sous perfusion. Plusieurs décennies de collectivisme ont ruiné le pays piloté par Kim Il-sung, qui ne survit plus que par l'aide du grand frère soviétique, en dépit des ambitions proclamées par l'idéologie autarcique du Juché. La fin brutale de cette manne, couplée à des conditions météorologiques difficiles, fait basculer le pays dans la tragédie en 1994. « J'ai vu mon père mourir de faim devant mes yeux », se souvient Kim Eunsun, alors petite fille dans la ville d'Eundeok, située au nord, dans la province d'Hamgyong, dont j'ai recueilli le témoignage dans un livre précédent (*Corée du Nord, 9 ans pour fuir l'enfer*, Michel Lafon, 2012). Le régime n'est plus en mesure de nourrir sa population, et ceux qui croient encore en lui et au système de rationnement socialiste tombent comme des mouches. Les cadres subalternes du Parti des travailleurs sont nombreux parmi les victimes de la famine, aveuglés par leur confiance dans la propagande des Kim. Les officiels haut placés survivent quant à eux grâce à leurs réseaux, ponctionnant et détournant l'aide humanitaire offerte par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies. Dans certaines régions les plus reculées, des cas de cannibalisme sont rapportés. Seuls les plus entrepreneurs sauvent leur peau, vendant tout ce qu'ils peuvent, jusqu'à leur corps, pour un morceau de tofu ou une poignée de riz.

Au sommet de l'édifice, Kim Jong-il joue lui aussi sa survie, politique. Dans ses villas aussi luxueuses que secrètes, le « cher dirigeant » bon vivant continue de déguster les mets les plus raffinés importés d'Europe, arrosés de cognac ou de saké prestigieux. Malgré la débâcle, le système de contrôle totalitaire s'effrite, mais ne rompt pas. La surveillance quadrillée de la population, jusqu'au niveau de l'*inminban*, cette unité de quartier dirigée par des sycophantes, interdit toute contestation. Et chacun est trop occupé à survivre pour objecter.

Acculé par l'effondrement des pays frères, menacé d'une attaque américaine, Kim Jong-il s'appuie sur les militaires pour assurer son maintien. À partir de 1995 démarre l'ère du *Songun*, la politique de priorité à l'armée, donnant les coudées franches aux haut gradés. Le centre de gravité politique du régime glisse du parti à l'Armée populaire de Corée (APC), forte de plus d'un million d'hommes, souvent en guenilles, et qui absorbe jusqu'à 25 % du PIB, selon le département d'État américain. Un véritable État dans l'État, à la tête de multiples secteurs économiques, véritables prébendes juteuses qui enrichissent les privilégiés. Épousant la crise que traversent alors les partis uniques à travers le monde, de Cuba à Pékin, Kim Jong-il mue son régime en dictature militaire afin de sauver l'affaire familiale.

Ainsi, le dictateur a plié, mais n'a pas rompu. Et les prédictions occidentales sur l'effondrement imminent de son régime barricadé sont restées lettres mortes. Au début des années 2000, la Corée du Nord ressemble à une citadelle assiégée, désuète, mais elle n'est plus au bord du gouffre. Et, dans l'ombre, sa compagne Ko Yong-hui a joué un rôle stabilisateur. « Derrière la réussite d'un homme se cache une femme », affirme un proverbe populaire en Asie. S'il dit vrai, alors Ko Yong-hui est bien celle qui a fait tenir le « cher dirigeant » dans l'épreuve. La danseuse s'est muée en maîtresse femme, accompagnant sur le terrain un dictateur aux traits toujours plus fragiles. Celle qu'il appelait en privé « Ayumi », référence appuyée à ses origines nippones, a joué en effet un rôle déterminant au quotidien. Surtout, elle lui a offert un héritier.

L'enfance d'un chef

Le soleil printanier de Tokyo réchauffe la terrasse, mais le sencha vert profond refroidit dans la théière. Ken Sato continue de feuilleter les photos sorties d'un autre âge du magazine *Korea Pictorial*. Soudain, l'histoire soigneusement camouflée des Ko prend chair sous nos yeux. Une jeune femme, aux traits similaires, surgit. Visage arrondi autour de hautes pommettes, elle porte une blouse blanche de laborantine par-dessus son *chogori*. Assise devant un établi au carrelage immaculé, elle lève les yeux de son microscope. Il s'agit de la sœur cadette de la belle Ko Yong-hui, alors en passe de devenir maîtresse officielle dans les palais de Pyongyang. La future tante de l'actuel « leader suprême » s'appelle Yong-suk... Elle aussi a reçu une bourse d'étude, pour l'université de pharmacie d'Hamhung, au nord-est du pays. Décidément, cette famille d'immigrés est vernie !

La photographie a été prise dans les années 1970. Le cliché est rare : il dévoile le visage de celle qui a élevé Kim Jong-un. « J'ai changé ses couches », confiera, bien plus tard, cette femme aujourd'hui sexagénaire et patronne d'une blanchisserie à New York. C'est grâce à cette transfuge de haut vol que les espions américains ont réussi à s'assurer finalement de la véritable date de naissance du troisième des Kim : le 8 janvier 1984. Et non 1982 ou 1983, comme le supputaient certains. « Nous n'avions rien sur lui », me confirme à Washington Sue Mi Terry, chercheuse à la CIA, au moment où les chancelleries s'interrogeaient sur la succession au royaume ermite. « 1984. J'en suis certaine, il est né la même année que mon fils. Ils jouaient ensemble », révèle Ko Yong-suk au *Washington Post* lors d'une interview exclusive en 2016. Elle vit aujourd'hui avec son mari dans la banlieue de New York, comme tant d'immigrés. Des bas-fonds du Japon prolétaire aux faubourgs new-yorkais, en passant par les palais de Pyongyang : quel destin ! Sans oublier une étape cruciale en Suisse, dans la banlieue de Berne, à couvrir l'adorable futur dictateur. Tel est l'itinéraire déroutant de ce couple mystérieux.

Les Ko vivent aujourd'hui dans une maison financée à hauteur de 200 000 dollars par la CIA. Leur adresse est tenue secrète dans cette mégapole tentaculaire. Parfois, un agent débarque chez eux des photos à la main pour leur demander d'identifier des personnages clés de l'appareil nord-coréen. Souvent, celui-ci rentre bredouille. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin.

Les Ko ont quitté Pyongyang depuis déjà deux décennies.

Ko Yong-suk est un témoin capital de l'enfance de l'homme qui fait aujourd'hui trembler la planète. Elle a eu la lourde charge d'élever le petit Jong-un dans le secret à Berne, faisant croire aux autorités helvétiques qu'elle était sa mère. Dans son salon, des photos de l'actuel leader enfant trônent en compagnie de celles de ses propres fils. On surprend l'adolescent chevauchant un jet-ski au large de l'une des luxueuses villas de son père, près de Wonsan. Sa petite sœur, Kim Yo-jong, qui subjuguait les caméras du monde entier lors de la cérémonie officielle des jeux Olympiques d'hiver à Pyeongchang en février 2018, est aussi dans l'album de famille de ce couple de la *middle class* américaine. Une porte dérobée sur les mystères de Pyongyang s'ouvre dans cette banlieue new-yorkaise. Par quel prodige ?

Au début des années 1980, l'ascension fulgurante de sa grande sœur, propulsée au statut de maîtresse officielle de Kim Jong-il, va bouleverser l'existence de la jeune Ko Yong-suk. En 1981, la belle danseuse offre un fils au dirigeant. Un nouvel enfant du secret, rival en puissance de Kim Jong-nam, issu d'un premier amour avec l'actrice Song Hye-rim, désormais mise à l'index. L'implacable bataille des mères pour pousser leur progéniture à la succession commence, aiguillonnée par le spectre de la disgrâce. Malheur à la concubine éconduite et à sa descendance, nous répètent les querelles de cour ancestrales.

Mais Kim Jong-il veut sa bien-aimée auprès de lui chaque jour, et pour l'accompagner dans ses multiples « inspections de terrain » à travers le pays. La jeune mère choisit de devenir épouse à part entière, aux côtés d'un compagnon possessif, préférant déléguer l'éducation de sa progéniture, une pratique qui va à l'encontre de la tradition coréenne. Peut-être est-ce un choix douloureux fait pour mieux maintenir son emprise sur l'insatiable leader, amateur de soirées arrosées et osées, n'hésitant pas à ordonner aux danseuses de se déshabiller sur-le-champ.

Ko Yong-hui se tourne alors vers sa jeune sœur, Ko Yong-suk, pour l'épauler avec sa descendance. « Elle me faisait confiance, car j'étais du même sang », révèle-t-elle à ma consœur du *Washington Post*, Anna Fifield, seule journaliste à avoir pu arracher une entrevue avec la mystérieuse tante. La jeune pharmacienne rejoint donc la résidence aussi luxueuse que confidentielle de la compagne du « cher dirigeant ». Là, elle doit élever cet enfant du secret destiné aux plus hautes fonctions, à l'abri des intrigues de palais. Une mission sensible, confiée naturellement à un membre du clan. Kim Jong-il en personne choisit même un mari de confiance pour la jeune femme, selon une coutume coréenne bien ancrée. Le nouveau couple aura lui aussi des enfants, élevés avec leurs cousins de sang royal. Tel est le pacte.

Trois ans après la naissance de Kim Jong-chol, un frère cadet voit le jour au sein de ce foyer aussi couvé que discret. À l'époque, personne ne peut se douter que Jong-un sera l' élu. Il grandit, à l'instar des autres enfants du dirigeant, dans une maison confortable des environs de la capitale. Un complexe immense doté d'une piscine, d'un sauna, d'un terrain de basket, d'un bowling, et même d'un champ de tir. Le dictateur et sa compagne s'entraînent au tir avec leur cuisinier, Kenji Fujimoto. « S'il avait tiré au bon endroit, nous n'aurions pas tous ces problèmes aujourd'hui ! » soupire Ken Sato en sirotant son thé. Je reste coi.

Ces enfants sont élevés comme des princes. C'est le terme qu'utilise Fujimoto, le chef cuisinier devenu un intime de la famille, un oncle d'adoption. L'été, ils profitent de villas secrètes sur la côte, vers Wonsan, où les rouleaux du Pacifique viennent se briser sur les longues plages de sable. En 1987, Ko Yong-hui accouche d'une petite dernière, Kim Yo-jong.

La belle danseuse mène une vie de reine, entre les salons de beauté de son Japon natal et les visites de terrain de son compagnon tout-puissant aux quatre coins du pays. En dépit de sa présence intermittente au foyer, elle reste proche de ses enfants. « C'était une mère aimante », affirme Cheong Seong-chang, chercheur au Sejong Institute, qui le premier révéla l'identité du successeur. Elle est aussi exigeante. Elle houspille ses deux garçons pour qu'ils reproduisent à l'encre de Chine les *kanjis*, ces caractères chinois admis dans la langue japonaise. Pas question d'oublier leurs racines nippones ! Kim Jong-un, comme son grand frère, a des dispositions artistiques et aime dessiner, raconte Fujimoto. En revanche, le cadet renâcle à faire ses devoirs. Sur une rare photo où il pose avec sa mère, on voit le garçonnet aux joues rosies, l'air renfrogné, en uniforme militaire, assis à son bureau, sous le regard bienveillant de Ko Yong-hui.

La nature enjouée de sa mère aurait façonné la personnalité du dictateur actuel. Elle lui aurait appris le sens du contact, qu'il affiche avec les masses comme avec les officiels. « Il est incroyablement différent de son père, qui était introverti. Il a pu observer sa mère sur le terrain, et cela l'a influencé », juge un espion américain. Pour comprendre la réussite du troisième des Kim, il faut donc oublier un moment la présence obsédante de Kim Jong-il et s'attarder sur la figure maternelle. « C'était une danseuse, elle savait exprimer ses sentiments par les gestes. Sa mère lui a transmis sa personnalité extravertie, ce don inné pour la communication », suggère Michael Madden, fondateur du site North Korea Leadership Watch, qui scrute la famille des Kim. Certes, le jovial maréchal, sculpté par la propagande, marche sur les traces de son grand-père Kim Il-sung, mais ce large sourire expressif est aussi l'héritage secret d'une Japonaise.

Une mère d'autant plus aimée qu'elle lui est arrachée par l'éloignement géographique et la maladie. Dès la fin de l'école primaire, la douceur de la petite

enfance dans les palais de Pyongyang laisse place aux troubles de l'exil. La progéniture royale est envoyée à l'étranger pour étudier. Cette décision rappelle la stratégie éducative des élites asiatiques d'aujourd'hui, qui expédient leurs rejetons dans les meilleures universités américaines ou australiennes, tremplins vers les plus hauts postes de retour au pays. Mais des considérations politiques ont pu également jouer. Peut-être fallait-il protéger ces héritiers clandestins des intrigues de cour ?

Aussi, en 1992, à l'âge de 11 ans, l'aîné, Kim Jong-chol, débarque en Suisse afin de poursuivre ses études. Il grandit sous la coupe de sa tante et de son oncle, munis de passeports diplomatiques. Officiellement, ils sont employés à l'ambassade de Corée du Nord à Berne.

Quatre ans plus tard, le cadet Jong-un rejoint cette famille recomposée à Liebefeld, une banlieue tranquille de la petite capitale helvétique. Il est officiellement le fils du chauffeur de l'ambassade, sous le pseudonyme d'Un Pak. La petite Yo-jong arrivera un peu plus tard.

Ils mènent en apparence une vie anodine d'enfants de diplomates, aux côtés des rejetons véritables du couple Ko. « Nous habitions une maison banale, et faisons comme si nous étions une famille normale. J'étais leur mère », racontera Kim Yong-suk. Les habitants de Liebefeld ne se doutent pas une seconde qu'ils hébergent le fils du « souverain de Corée », comme l'adolescent l'aurait lâché à un camarade de classe, Joao Micaelo, aujourd'hui cuisinier. Le jeune élève d'origine portugaise a eu le rare privilège d'être invité au domicile des « Pak », pour des sessions de jeux vidéo. C'est ce qu'il a confié au journaliste d'investigation du *Matin*, Titus Plattner.

Ce 1^{er} avril 2012, jour de la publication du scoop, tout le monde a cru à une plaisanterie dans cette banlieue sans histoire. Beaucoup de camarades d'école croyaient qu'Un Pak était thaïlandais. « Je l'encourageais à inviter des copains, parce que je voulais qu'on ait une vie normale. Je préparais des gâteaux. Ils jouaient aux Lego », se souvient Ko Yong-suk.

La discrétion helvétique sied au régime qui possède à Genève une représentation au sein de l'ONU, ainsi qu'une ambassade à Berne, tour de contrôle de ses activités sur le Vieux Continent. Depuis 1974, les deux pays entretiennent une relation de confiance. Une exception en Europe. Rares sont les nations prêtes à offrir une telle tranquillité au régime. Kim Jong-nam, le premier fils caché du dictateur, avait déjà fait ses études sur les rives du lac Léman, au lycée français. Protégé par le secret bancaire, le clan y aurait coffré une partie de sa fortune. À Berne comme à Genève, Kim Jong-il s'appuie sur un homme fiable, en charge des opérations les plus délicates, notamment financières : l'ambassadeur Ri Tcheul. Au début des années 1990, le chevronné diplomate se

voit même confier la charge supplémentaire de veiller personnellement sur la progéniture dynastique. Sa mission est de protéger les enfants du secret, dont personne ne doit deviner l'auguste destinée. Le baby-sitter en chef du clan va devenir le mentor du futur leader. « Ri Tcheul est une figure paternelle pour Kim Jong-un », m'explique Michael Madden. Il fait en effet office de père de substitution pour ces jeunes qui ne retrouvent leur géniteur qu'à de rares occasions, lors de leurs vacances au pays. Les liens tissés à Liebefeld seront indéfectibles. Deux décennies plus tard, le roué diplomate est rappelé à Pyongyang par le jeune maréchal aux commandes pour devenir l'un de ses proches conseillers.

Ko Yong-hui rend quant à elle régulièrement visite à ses enfants, grâce à un faux passeport, sous le nom de Chong Il-son. Elle est même accréditée auprès de l'ONU. Son Iliouchine d'Air Koryo intrigue les autorités helvètes, qui redoutent un trafic de blanchiment d'argent. La belle profite de ses périples pour goûter le luxe des palaces de toute l'Europe.

En Suisse, le Conseil fédéral se doute bien que cette famille irréprochable est une couverture. Mais qui peut imaginer une seconde qu'ils accueillent sur leur sol le prochain chef nord-coréen ? À Berne, les diplomates bottent en touche aujourd'hui, d'un air gêné. Pourtant, des indices troublants auraient pu mettre la puce à l'oreille. En 1994, un incident faillit éventer le secret. Le 22 septembre de cette année-là, vers 15 h 15, la limousine de l'ambassade nord-coréenne prend les deux écoliers à la sortie de la classe. Jusque-là, rien d'inhabituel. Mais, soudain, une Toyota garée en embuscade surgit. Une course-poursuite digne d'un film d'espionnage s'engage. Les poursuivants sortent des caméras et filment la limousine. Quel est ce mystérieux commando ? Il s'agit des journalistes d'une télévision japonaise. L'exil secret des fils Kim a donc fuité jusqu'à Tokyo. Cependant, le traquenard échoue. La limousine réussit à se soustraire aux caméras. Pyongyang, alarmé, s'insurge contre les autorités suisses. « À cause de ces actes insolents, nos enfants ont failli perdre leur conscience (*sic*). Cela peut être utilisé dans la campagne politique des forces hostiles à notre pays pour dénigrer notre leader et détruire notre régime socialiste », écrit l'ambassade à Berne. Tout est dit, entre les lignes. L'heure est grave. Trois ingénieurs sont envoyés de Pyongyang pour vérifier la sûreté des lignes téléphoniques de la maison des « Pak ». La péninsule, alors dévorée par la famine, ne lésine pas sur la sécurité de ces mystérieux enfants !

Mais l'art de la diplomatie est souvent de détourner les yeux. Encore aujourd'hui, Berne reste discret sur l'éducation suisse du « leader suprême ». Et, depuis son avènement, les rares camarades de classe du jeune Kim Jong-un restent silencieux. J'ai contacté Simon Lutstorf, compagnon de jeu des « Pak »,

mais il affirme n'avoir « pas le temps » de répondre à mes questions. Même réticence de la part des autres témoins. S'agit-il d'un commandement de la Confédération pour ne pas renforcer le cliché d'une Suisse refuge de dictateurs ? Ou l'omerta vient-elle de Pyongyang ? Le lien diplomatique entre la Suisse et la Corée du Nord s'est visiblement renforcé sous le troisième des Kim. Berne aurait même proposé d'accueillir le dictateur dans la plus stricte confidentialité pour un sommet historique avec Donald Trump.

À l'école, le futur héritier apprend l'anglais, quelques rudiments de français et parle le berndeutsch, le dialecte bernois. Aujourd'hui, à la tête du pouvoir, il lui resterait encore de solides bases de cet idiome rare, selon un diplomate. Mais Kim Jong-un est tout sauf un intellectuel. Il frise même le statut de cancre. Ses notes sont très moyennes, en particulier en sciences naturelles. Seuls les travaux artistiques, « l'économie familiale » et le sport relèvent le tableau. Il faut dire que la fratrie est championne de l'absentéisme : 75 jours la première année à Liebefeld, 105 jours la seconde, a calculé Titus Plattner. Des absences toujours consciencieusement justifiées par les « parents », pour camoufler la vie de jet-set des princes déguisés en fils d'employés d'ambassade. En effet, les deux frères enchaînent les escapades aux quatre coins de l'Europe, de la Côte d'Azur aux stations de ski alpines. Pendant les grandes vacances, ils séjournent dans les villas de « papa » en Corée du Nord et le suivent dans sa Mercedes-Benz. Les enfants Kim mènent une vie de château, comme des citoyens ordinaires. Le jeune Jong-un aurait visité Paris, ainsi que le Palais omnisports de Bercy pour assister à un match amical des stars de la NBA. Dans les années 1990, le futur chef du Parti des travailleurs visite incognito le parc Disneyland de Tokyo avec sa mère, tous deux munis de faux passeports brésiliens, et réussit à échapper à la police, contrairement à son demi-frère, Jong-nam, quelques années plus tard.

Ken Sato n'en démord pas : il est persuadé que Tokyo a les moyens de ridiculiser le « leader suprême ». « Je suis certain que la police japonaise détient des photos de Kim Jong-un à Disneyland. Je les encourage à les publier pour faire pression, mais ils ont peur », se désole mon limier. La visite avait pourtant enthousiasmé Ko Yong-hui et sa progéniture. Au point que la Première dame encourage son compagnon à ouvrir un parc d'attractions du même acabit à Pyongyang ! Cette suggestion n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd : deux décennies plus tard, son fils exaucera de façon posthume ce souhait maternel en inaugurant un Luna Park rénové au cœur de la capitale. Mickey fait partie de l'imaginaire du petit Jong-un.

Mais sa véritable passion est le sport, le basket en particulier. Le jeune Kim Jong-un dort avec un ballon dans son lit. Son idole est Michael Jordan, la star absolue des adolescents de l'époque. Lorsqu'il débarque sur le terrain de basket

de Liebefeld, le futur leader arbore systématiquement le maillot blanc des Chicago Bulls, floqué du mythique numéro 23. Aux pieds, des Nike Air Jordan. Forcément. Plus encore qu'une mode, le basket-ball est une obsession dévorante qui révèle le caractère du jeune garçon. Sur le terrain, l'élève effacé se mue en bête de compétition. Mauvais perdant, l'enfant timide s'affirme en leader. « Là, il commençait à jurer et à s'entêter. Il fonçait tête baissée et ne donnait plus un ballon à personne », confie son compagnon de jeu Simon Lutstorf, dans une rare entrevue accordée au *Matin*. Ses camarades et professeurs auraient pu s'interroger sur la garde rapprochée de ce jeune homme, constamment accompagné d'un chaperon plus âgé et plein de déférence à son égard. Dans les gradins, les diplomates spectateurs comptent méthodiquement les points marqués et, dès que le jeune Un Pak met un panier, ils ne peuvent s'empêcher d'applaudir...

Ces rares témoignages décrivent le cadet comme une forte tête, tranchant avec le caractère plus lisse de son aîné, Jong-chol. Kim Jong-un, quant à lui, teste ses limites. En grandissant, il se met à boire et à fumer. Son caractère rebelle s'affermir. Le « prince Jong-un » bouscule les vaches les plus sacrées du régime. En randonnée de vacances sur le mont Paektu, on le surprend en train d'uriner nonchalamment dans le lac du cratère, lieu de naissance mythique de la nation coréenne, où son père aurait vu le jour, comme le serine la propagande. Une incartade passable du pire des châtiments pour n'importe quel quidam nord-coréen. Décidément, ce garnement peut tout se permettre. Il ne se doute pas qu'il est en train de marquer des points décisifs dans la course à la succession dynastique, grâce à son audace. Son tempérament bien trempé impressionne Kim Jong-il. Alors que son frère aîné n'est pas jugé assez « viril », Jong-un se forge déjà le charisme d'un chef de bande. Ses premières années de règne valident cette intuition paternelle. Le gamin a l'étoffe d'un gouvernant autoritaire, et n'apprécie guère qu'on lui résiste. « Ce n'était pas un fauteur de troubles, mais il avait un tempérament colérique et faisait preuve de peu de tolérance », précise sa tante. La légende raconte qu'il aurait entamé une grève de la faim pour protester contre les reproches de sa mère !

Savait-il que son père le destinait à la plus haute responsabilité ? Les témoignages divergent sur cette question cruciale, alors que la succession n'a été officiellement tranchée qu'en 2010. Le jour de ses 8 ans, le garçonnet reçoit un uniforme à galons de l'armée, lors d'une cérémonie en présence de caciques du régime. Comme un adoubement avant l'heure. Il rabroue sa tante, qui le taquine en le surnommant « petit général ». Le garçon exige qu'on l'appelle « camarade général », comme son père ! Où qu'il aille, Jong-un est escorté par un adulte, parfois par l'ambassadeur Ri Tcheul en personne, qui lui témoignent tous une

déférence obséquieuse. Les témoins à Liebefeld ne s'attardent pas sur ces détails à l'époque. Mais nul doute que l'enfant sait, lui, à quelle caste il appartient. « Il lui était impossible de grandir comme une personne normale quand tout le monde le traitait ainsi », juge rétrospectivement Ko Yong-suk.

Que reste-t-il de cette adolescence suisse, si souvent montée en épingle par les médias, faute d'autres éléments biographiques ? Un goût prononcé pour l'appenzel et les fromages alpins, qu'il se fait régulièrement livrer à Pyongyang, et la construction d'une station de ski modèle à Masik, non loin de Wonsan. Lors de son accession au trône, les spécialistes brodent à l'envi sur l'éducation « internationale » du jeune héritier, espérant que celle-ci le conduira à l'ouverture de son pays. Cette expérience a certainement appris à Kim Jong-un le fonctionnement du monde développé et démocratique, mais il a aussi découvert le regard que l'Occident porte sur son futur royaume. À Berne, les princes anonymes de Pyongyang réalisent que « Kim Jong-un passe pour un bouffon », pense Michael Madden. Aujourd'hui, le dirigeant lit la presse internationale et se rit des caricatures « d'homme fusée » colportées par Donald Trump, confie l'un des diplomates sud-coréen qui a partagé un dîner arrosé avec le maréchal en mars 2018, à Pyongyang. Les rares personnes qui ont eu l'honneur de croiser le « leader suprême » hors du cadre officiel évoquent un bon vivant, amateur de bière et de cigarettes, maniant l'humour avec dextérité.

Que pense-t-il du système occidental ? Est-il prêt à des compromis ? Lors des cinq premières années de son règne, il a soigneusement maintenu l'isolement de son pays et de ses sujets. En réalité, le jeune prince s'offre ce qu'il interdit à sa population : l'ouverture au monde extérieur. Alors que tout contact avec le reste du monde est banni, un ordinateur Apple trône sur le bureau du dictateur. Si l'expérience suisse n'engendre pas une remise en cause fondamentale de la politique dynastique, elle permet nonobstant à Kim Jong-un de mieux manier les armes de ses adversaires, et de mieux assurer sa survie par conséquent.

Cette jeunesse dorée en exil est également fondatrice sur le plan psychologique. Elle est marquée par deux épreuves douloureuses, qui vont l'endurcir et le souder à sa fratrie. Au milieu des années 1990, la maladie ébranle le cocon familial. Sa mère, alors quadragénaire, serait atteinte d'un cancer du sein. Le « cher leader » est en émoi. Il est prêt à tout pour sauver sa belle. Même à la laisser partir aux États-Unis consulter les meilleurs spécialistes. Mais Washington refuse de lui délivrer un visa. « Quelle erreur ! me confie aujourd'hui un agent des services de renseignements américains. Ce voyage aurait été une source d'informations précieuse. » Tant pis. Ko Yong-hui se rabat sur Paris, où une clinique privée lui facture « dix minutes de consultation à 500 dollars », se souvient, ébahi, Fujimoto. Le crabe est jugulé une première

fois, et la Première dame sauve sa poitrine. Preuve à l'appui : le chef japonais, fin observateur, se rappelle avoir vu Ko Yong-hui en bikini peu après. Mais le compte à rebours est lancé, et Pyongyang ne donne plus cher de la ravissante danseuse. Qu'advient-il de sa progéniture, le jour où la compagne du leader disparaîtra ? Malheur aux enfants des concubines disparues...

Ces rumeurs assombrissent le ciel suisse où grandit la fratrie. C'est dans ce climat lourd que Kim Jong-un est confronté à un premier choc : une trahison familiale. Dans la soirée du 17 mai 1998, les parents adoptifs disparaissent du domicile en compagnie de leurs enfants. Les époux Ko frappent clandestinement à la porte de l'ambassade des États-Unis à Berne. La tante et l'oncle de Kim Jong-un demandent l'asile chez l'ennemi ultime du régime, comme au bon vieux temps de la guerre froide ! Washington, pris de court, ne connaît rien de ces personnages et délègue un expert sur place. La famille est discrètement embarquée vers une base de l'US Air Force, à Ramstein, en Allemagne. Après plusieurs réunions, la CIA comprend qu'elle a affaire à une prise de choix. Elle offre à la famille un visa et un chèque pour s'installer chez l'oncle Sam. Les princes restent derrière, seuls dans le brouillard, à la merci des vents mauvais de l'Histoire.

À l'époque, ces enfants gâtés semblent voués à un avenir tragique. Ils auraient pu être broyés par les désordres politiques. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, les jours de la seule dynastie communiste de la planète sont comptés. Pire, la Corée du Nord est au bord du gouffre. Pendant que le petit Jong-un découvre la fondue suisse, une famine effroyable s'abat sur son pays. À Washington comme à Pékin, on attend la chute imminente du régime exsangue. Dans cette ambiance crépusculaire, les héritiers potentiels sont sur le point de perdre leur atout maître : leur mère. Quel avenir pour ces enfants du secret ? Qui aurait misé sur le destin du petit Kim Jong-un à la fin du millénaire ? Paniquée, Ko Yong-suk trahit sa sœur affaiblie, dans l'espoir de sauver les siens.

À l'époque, Jong-un est âgé de 14 ans. Comment a-t-il digéré ce coup de poignard dans le dos ? La violence implacable de l'Histoire fait soudain irruption dans la vie de ces frères, protégés des vicissitudes politiques depuis leur naissance. Un épisode digne du *Prince* de Machiavel. En quoi cette trahison a-t-elle pesé dans l'esprit du jeune maréchal lorsqu'il décidera, quinze ans plus tard, de liquider son oncle Jang Song-thaek ? Le régent de Pyongyang, pièce rapportée du clan, fut reconnu coupable de trahison lors d'un procès expéditif l'accusant de « racaille humaine », en 2013. Son exécution lapidaire, sans précédent dans l'histoire du régime, tombe comme un froid couperet. Il est possible que la tragédie de Berne ait ravivé des fantômes du passé, exacerbant la réaction de Kim Jong-un. « Il a subi un stress émotionnel intense dans la foulée

de l'élimination de Jang Song-thaek », analyse un agent des services de renseignements américains. D'ailleurs, la surcharge pondérale du jeune Kim aurait bondi à ce moment-là...

Plus rien ne sera comme avant. L'entrée dans le millénaire marque la fin de l'insouciance pour la fratrie, de retour à Pyongyang auprès de leur mère affaiblie. Là encore, Fujimoto est aux premières loges. Un jour, à table avec Kim Jong-il, les baguettes échappent de la main de l'ancienne danseuse. Elle se baisse machinalement pour les ramasser, mais son bras reste paralysé. C'est le début d'une course contre la mort.

Ko Yong-hui se rend à Paris en 2004 pour suivre un traitement auprès des meilleurs spécialistes. Le mal s'installe. Elle est finalement soignée au centre Gustave-Roussy de Villejuif, l'un des établissements de recherche les plus réputés contre le cancer. Une lutte vaine. Certains prétendent que Kim Jong-un aurait fait le déplacement jusqu'à Paris pour un ultime adieu. Impossible à vérifier. Dans cette lugubre barre de béton donnant sur l'autoroute A6, le secret médical est aussi tenace que l'omerta suisse. La belle danseuse d'Osaka s'éteint finalement à 52 ans dans la grise banlieue parisienne. À moins qu'elle ait fini ses jours dans le nouvel hôpital Georges-Pompidou à Paris, comme l'avance *Le Matin*. Enfin, une dernière version raconte que Ko Yong-hui aurait rendu son dernier soupir à Pyongyang, dans le coma, après des soins intensifs infructueux dans la capitale française, insinue le journal nippon *Sankei Shinbun*. Les diplomates nord-coréens auraient alors affrété un cercueil des plus luxueux vers le royaume ermite, sur ordre du « cher dirigeant » éploré.

Jong-un a tout juste 20 ans lorsque sa mère disparaît. Désormais, le jeune homme va devoir se frayer seul un chemin à travers les dédales du pouvoir. Il devient adulte, sous le regard anxieux d'un père vieillissant, rattrapé lui aussi par le poids des années. Le décès de la maîtresse alerte les chancelleries. On redoute une nouvelle période d'instabilité. La presse sud-coréenne craint même que Kim Jong-il ne sombre dans l'alcool. Déprimé, le dirigeant terminera sa vie dans les bras d'une ultime conquête, sa fidèle secrétaire, Kim Ok. Cette jolie pianiste, formée à l'École nationale de musique, a une vingtaine d'années de moins que son patron, et la lourde charge de combler le manque laissé par Ko Yong-hui. Un périlleux pari, alors que les palais de Pyongyang bruissent d'intrigues à mesure que la santé du dictateur décline.

Cette disparition précoce, suivie de celle du père sept ans plus tard, contribue à consolider les liens fraternels soudés durant l'enfance. Dès son accession au pouvoir, l'héritier s'appuie sur son frère et sa sœur, seuls alliés face à la vieille garde. Jong-un, qui n'a pas hésité à abattre son oncle, accorde en revanche une confiance totale à son frère aîné Jong-chol, et à sa cadette Yo-jong. Dans

l'adversité, le clan serre les rangs.

Jong-chol pourrait être un rival en puissance, du fait de son droit d'aînesse, mais il fait profil bas, laissant toute la lumière à son cadet, comme lié par un pacte tacite. Écarté de la succession dynastique par son père le jugeant trop efféminé, le jeune prince au physique androgyne, digne d'une star de série télévisée sud-coréenne, mène une existence dorée et oisive dans l'ombre de son petit frère. Père de famille, il n'hésite pas à voyager jusqu'à Londres ou Singapour, pour assister aux concerts de son idole Eric Clapton, sous l'objectif des paparazzis. Le guitariste aurait même été invité à donner un concert très privé à Pyongyang. En réalité, cette façade inoffensive camoufle un rôle plus consistant en coulisses. « Il possède un talent artistique. Il est impliqué dans la machine de propagande et écrit des textes à la gloire de son frère », selon Michael Madden. Il serait même l'un des rédacteurs du magazine distribué à bord d'Air Koryo. Certains affirment encore que le frère aîné du maréchal joue un rôle politique actif. Il aurait participé directement à l'arrestation des sbires de son oncle Jang Song-thaek, représentant l'autorité de son frère dans ce moment crucial, et supervisant leur exécution expéditive, me confie le transfuge Lee Yun-keol. « Sa présence était indispensable car, sans un représentant personnel du leader, aucun agent n'aurait osé s'attaquer à sa garde rapprochée », affirme cet informateur des services de Séoul, s'appuyant sur des sources d'officielles nord-coréennes interrogées en Chine dans les jours qui ont suivi le drame. La discrétion publique de Jong-chol s'expliquerait par des problèmes de santé. Le jeune homme a perdu du poids ces dernières années, et se déplace constamment avec un médecin, m'apprend Madden. Ce mal mystérieux rappelle la fragilité de la dynastie.

A contrario, Kim Yo-jong est mise en pleine lumière depuis plusieurs années. En décembre 2011, elle a notamment fait une apparition discrète à la télévision d'État, en pleurs aux côtés de son frère, à l'occasion des funérailles grandioses de leur père. Quelques mois auparavant, on pouvait découvrir son visage pour la première fois grâce à des photographes en embuscade à Singapour, lors d'un concert de Clapton. Depuis, la jeune femme a été propulsée par son frère sur le devant de la scène mondiale. Elle est devenue son envoyée personnelle lors de la cérémonie d'ouverture des jeux Olympiques d'hiver à Pyeongchang, en Corée du Sud, en février 2018. Mieux, c'est elle qui est chargée le lendemain de transmettre une invitation historique au président Moon Jae-in. L'ascension fulgurante de Yo-jong s'est confirmée depuis, faisant d'elle le bras droit de Kim Jong-un. Lorsqu'il s'embarque dans son train blindé vers Pékin, en mars 2018, pour son premier voyage à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir, elle ne fait pas partie de l'imposante délégation incluant la Première

dame, Ri Sol-ju. Yo-jong reste à Pyongyang pour diriger le royaume en son absence. En cas de disparition de Kim Jong-un, tout la désigne pour combler le vide.

Bien davantage qu'une alliée politique, la cadette est un appui stratégique pour le jeune dirigeant, seul face aux vertiges du pouvoir suprême. « Il dépend de Yo-jong sur le plan psychologique. Comme il n'a plus de mère ni de père, il se sent isolé. Il veut qu'elle l'accompagne », selon Cheong Seong-chang. Un rôle éminent qui ne tient pas du hasard. « Elle est très intelligente. En réalité, cela fait longtemps qu'elle se prépare aux hautes fonctions », juge Michael Madden. Dès le début du règne de son frère, elle le suit comme son ombre, jouant les impresarios. Lorsque les foules envoient des fleurs au maréchal, c'est elle qui reçoit les bouquets. Tapie à quelques mètres, la jeune femme, toujours de noir vêtue, veille à chaque détail lors des apparitions publiques de son grand frère, tel un manager dévoué. À l'occasion du 105^e anniversaire de Kim Il-sung, on a pu voir Yo-jong surgir de derrière un pilier pour tendre à son aîné la copie de son discours, attendu avec anxiété par les chancelleries, en pleine escalade des tensions nucléaires. Elle est la seconde femme de l'histoire de la dynastie à rejoindre le Politburo, l'organe clé de l'appareil, marchant sur les traces de Kim Kyong-hui, la fille de Kim Il-sung. L'ancienne gardienne des secrets du clan, aujourd'hui septuagénaire, est désormais écartée par la maladie et l'exécution brutale de son mari, Jang Song-thaek, pour « factionnalisme ». La montée en puissance de Yo-jong au sein du régime incarne celle d'une nouvelle génération propulsée par l'héritier, éclipsant la vieille garde léguée par son père.

D'emblée, la jeune femme à la longue queue-de-cheval met en musique le culte de la personnalité de son frère. Une tâche essentielle pour assurer la mise en orbite de Kim Jong-un, jugé inexpérimenté à son arrivée sur le trône. Nommée vice-directrice du département de la Propagande et de l'Agitation au sein du parti en 2014, Yo-jong sculpte l'image d'un dirigeant chaleureux et proche du peuple. Elle insiste sur la ressemblance physique et psychologique de ce dernier avec leur grand-père, Kim Il-sung, et surfe sur la nostalgie d'une époque où la Corée du Nord était plus riche que sa rivale capitaliste du Sud. Le sourire jovial et les embrassades viriles tranchent avec la froideur de leur père. Yo-jong orchestre les visites de Luna Park et autres bains de foule du leader. Elle met tout en œuvre pour séduire la population de Pyongyang et valoriser le retour de la croissance économique. Une opération de communication dont le succès dépasse les espérances. « Kim Jong-un est très populaire, plus encore que Kim Il-sung », juge Andreï Lankov.

À son retour de Suisse, la cadette aurait étudié l'informatique à l'université Kim Il-sung, creuset de l'élite. Mais les espions peinent à écrire sa biographie.

Un anneau au doigt sur une photo officielle en 2015 trahit un mariage. La jeune femme aurait un enfant, et on pense qu'elle a épousé le fils d'une autre figure montante, Choe Ryong-hae. L'officiel a été promu à la puissante commission militaire du Parti. Dans le théâtre d'ombres de Pyongyang, les alliances politiques sont aussi matrimoniales.

Son rôle d'agitatrice secrète vaut à Yo-jong d'être sur la liste noire des États-Unis, interdite de séjour et accusée de « sévères violations des droits de l'homme » depuis janvier 2018. Mais la cadette se paie le luxe de défier Washington, en croisant le vice-président américain, Mike Pence, dans la tribune du stade olympique de Pyeongchang, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux d'hiver, le 9 février 2018. Ce jour-là, la jeune femme au port altier aime la caméra. Sa venue aux JO est le fer de lance de l'offensive de charme orchestrée par le « leader suprême ». Ainsi qu'une nouvelle marque de confiance. Les médias sud-coréens sont fascinés par la princesse de Pyongyang et scrutent chacun de ses mouvements. Elle séduit par ses sourires et son air naturel, adoucissant l'image du régime. Elle agace également certains internautes par son menton arrogant. Une star est née.

Lorsque son immense avion blanc de fabrication russe se pose sur le tarmac de l'aéroport futuriste d'Incheon, le moment est historique : jamais un membre de la dynastie n'a foulé le sol sud-coréen depuis la division de la péninsule. Bien qu'accompagnée du cacique Kim Jong-nam, officiellement chef d'État de la République populaire démocratique de Corée, c'est elle qui capte toute la lumière. Dès les premières minutes, le protocole est bousculé : avec la déférence d'un enfant, le vieillard nonagénaire en costume s'efface pour céder la place centrale à la jeune sœur du leader. Tout est dit.

La cadette embarque ensuite à bord d'un KTX, le TGV sud-coréen inspiré de celui de la SNCF, suite à un contrat décroché sous François Mitterrand. Quelles pensées ont bien pu traverser l'esprit de la jeune femme en filant à 300 km/h dans ce train flambant neuf le long de la DMZ ? Je ne le saurai jamais, mais j'aime y songer. Comme un précipité des contradictions de cette division sans équivalent dans l'Histoire.

Yo-jong n'est pas venue les mains vides. Le lendemain, sous les boiseries de la Maison Bleue – la résidence et le bureau du président de la Corée du Sud –, elle transmet à Moon Jae-in une invitation à se rendre à Pyongyang « dès que possible ». L'histoire s'accélère brutalement. Les deux Corées ont coupé tous les liens depuis plus d'une décennie, et leur dernière rencontre au sommet remonte à 2007. En pleine crise nucléaire, cet apparent dégel a de quoi surprendre.

Pour autant, la mission n'est pas entièrement remplie. La jeune femme doit se rendre à un autre rendez-vous, aussi secret que fracassant, calé dans son

agenda : Mike Pence en personne, le bras droit de Trump. Le volcanique président américain a donné son feu vert pour cette rencontre. Celle-ci a été orchestrée par l'entremetteur en chef, Moon Jae-in, à l'abri des regards et des journalistes. Elle doit servir de coup de théâtre pour transformer la trêve olympique en percée diplomatique. Mais, quelques heures avant le rendez-vous à la Maison Bleue, la machine s'enraye. Yo-jong reçoit l'ordre de son frère aîné de faire marche arrière. L'entrevue n'aura pas lieu. L'attitude de Mike Pence, lors d'une réception la veille, est à l'origine de cette volte-face. Dans la salle réservée aux VIP sur le site olympique, le vice-président est arrivé ostensiblement en retard, pour ensuite se dérober soigneusement à tout contact avec Yo-jong et la délégation du Nord. Cette froideur fait craindre le pire à Kim Jong-un, qui espérait amadouer l'Américain et éloigner ainsi la menace d'une frappe militaire. Redoutant un fiasco, et pour éviter de perdre la face, il préfère jouer la prudence. Qui a dit que le jeune maréchal était impulsif ?

Cheville ouvrière du secrétariat personnel du « dirigeant suprême », Yo-jong centralise toutes les informations, telle une tour de contrôle politique. L'équivalent de la Maison Blanche, mais nimbée de mystère. La jeune femme fait partie des plus proches conseillers de Kim Jong-un, au point de participer aux réunions concernant les tests balistiques. Au sein de cette garde rapprochée, on trouve une autre femme de tête, reliée au leader par le sang : sa demi-sœur, Kim Sul-song, a su habilement garder la confiance du jeune maréchal. Nous reviendrons à elle ultérieurement.

Au cœur du système nord-coréen, cette unité névralgique de plusieurs centaines d'officiels d'élite est volontairement maintenue dans l'ombre par le régime, qui a fait du secret une arme de survie. Ici remontent toutes les informations cruciales récoltées par les services de sécurité, court-circuitant le Parti des travailleurs et l'armée. Le véritable cockpit du pouvoir, où les réunions durent jusque tard dans la nuit, n'a été cité que deux fois par les médias officiels dans toute l'histoire du régime. Son bâtiment, situé au cœur de la capitale, à deux pas du siège du *Rodong Sinmun*, est volontairement maintenu sous le boisseau. Là, Kim Jong-un travaille dans un bureau relié à sa résidence voisine par un souterrain, pour parer à toute attaque. « Il est plus sédentaire que son père, qui aimait voyager à travers le pays, comme un souverain médiéval », constate Michael Madden en scrutant inlassablement les images satellites.

Ce style de vie pourrait aussi recouvrir des problèmes médicaux, dont le surpoids n'est qu'un des symptômes. « Ce garçon est en mauvaise santé. Il ne va pas durer longtemps », me confie un membre des services de renseignements américains. « À son retour de Suisse, il a fait du body-building. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, il a un rythme éreintant et ne s'entretient plus. Son

embonpoint n'est pas du gras, mais de l'eau », révèle cette même source. Stress et luttes de pouvoir. Derrière la mise en scène triomphale orchestrée par la propagande, le jeune maréchal encaisse les coups, et laisse des plumes.

De plus, sa succession est loin d'être assurée. Son épouse Ri Sol-ju lui a donné au moins une fille, avait révélé Dennis Rodman, le basketteur américain, éventant un secret d'État au retour de son voyage rocambolesque à Pyongyang. Deux autres enfants pourraient avoir suivi, avancent certaines sources. Là encore, le brouillard prévaut pour mieux protéger l'avenir de la dynastie. Mais, en plaçant son épouse sous les projecteurs, le troisième des Kim se distingue encore de son père, qui avait dissimulé sa vie privée. Toujours apprêtée, Ri Sol-ju fait des apparitions remarquées auprès de son mari. Elle l'accompagne à Pékin, lors de sa rencontre avec le président Xi Jinping et son épouse, Peng Liyuan, le 28 mars 2018. Les deux Premières dames ont un point commun : elles furent toutes deux des vedettes, et apportent une touche glamour à leur époux. Fille d'un officier de l'armée de l'air, Ri Sol-ju a fait partie de l'orchestre Unhasu. En 2005, elle est pom-pom girl lors des Jeux asiatiques en Corée du Sud. Est-elle déjà à l'époque en liaison avec l'héritier ? Comme son père, Kim Jong-un a puisé dans le vivier des artistes pour trouver sa compagne. Ri Sol-ju est devenue en outre un véritable atout politique, incarnant la modernité à laquelle aspirent les élites de Pyongyang. Son sac Dior à la main, la Première dame symbolise, par son style vestimentaire, l'élégance et la réussite auxquelles peuvent aspirer les jeunes femmes de « bonne famille ». À ses côtés, le « leader suprême » peut jouer au petit père du peuple.

Le troisième des Kim s'entoure donc de femmes pour gouverner. De quoi nourrir l'espoir de celle qui l'a trahi. À New York, dans sa blanchisserie, sa tante Ko Yong-suk rêve désormais d'un retour à Pyongyang. Les vents de l'Histoire ont tourné depuis ce jour de 1998, où elle a demandé protection aux États-Unis. À l'époque, le régime s'écroulait. Aujourd'hui, la sexagénaire et son mari ont le mal du pays. « Elle veut rentrer », me confie une source. Le couple a pourtant réussi en Amérique. Mais le neveu qu'ils avaient abandonné en Suisse les a, de loin, surpassés. Pour échapper à la CIA, ils envoient des appels du pied à leur « fils adoptif » en réécrivant leur histoire. Non, leur départ pour les États-Unis ne fut pas une défection, jurent-ils. Ils ont frappé à la porte de Washington en quête de médecins pour sauver la belle Ko Yong-hui, ajoutent-ils dans leur interview au *Washington Post*, en 2016. La ficelle semble un peu grosse.

Pour prouver leur bonne foi et séduire le régime, les « parents d'adoption » vont même plus loin : ils partent en guerre contre le passé sulfureux de leur famille. Lorsque le grand-père de Kim Jong-un est accusé de « collaboration » pour avoir travaillé dans une usine nipponne sous le joug colonial, Ko Yong-suk

engage un avocat à Séoul pour lancer une plainte en diffamation ! Une œillade appuyée en direction du clan. L'encombrant passé japonais familial, exhumé par Ken Sato, refait surface.

Le jeune leader fera-t-il preuve de clémence à l'égard de cette tante qui l'abandonna enfant ? Le retour des Ko serait une monnaie d'échange spectaculaire pour assortir un éventuel accord entre Donald Trump et Kim Jong-un. Cela pourrait sonner comme une douce revanche pour le jeune homme, symbolisant le chemin parcouru depuis les temps troublés de Liebefeld. Un trophée signant la réussite de l'adolescent joufflu et déterminé, prêt à défier l'Histoire.

Le parcours et le profil psychologique du maréchal ne plaident pas en faveur de ce *happy ending*. À Pyongyang, la loi du clan demeure implacable, comme l'illustre l'assassinat de Kim Jong-nam à Kuala Lumpur, le demi-frère rebelle du jeune dictateur. En témoigne la disparition de Kim Ok, l'ultime compagne de Kim Jong-il. À la mort de celui-ci, son successeur a toléré encore un moment la présence de sa secrétaire et maîtresse. Mais, depuis 2012, cette dernière a disparu des radars. Elle aurait été envoyée en camp de concentration avec l'ensemble de sa famille, affirme Radio Free Asia. On ne prend pas impunément la place d'Ayumi, la mère du *Songun* et du « leader suprême ».

Le bâtard de Pyongyang

L'air chaud de Bangkok pénètre par la baie coulissante, ouverte sur le balcon surplombant la « cité des anges », qui scintille de mille feux au crépuscule. En ce milieu de février, la moiteur n'a pas encore gagné les rives de la Chao Praya, et l'air est délicieux. Pourtant, dans ma chambre d'hôtel, je suis sonné en lisant la nouvelle qui s'affiche sur l'écran de mon ordinateur. « Kim Jong-nam assassiné au gaz VX à Kuala Lumpur », titrent les dépêches. L'homme que je piste depuis des années vient d'être abattu ce lundi matin dans le terminal 2 de l'aéroport malaisien. Le plus fantasque des Kim est mort en quelques minutes, sous l'effet d'un agent neurotoxique puissant. Terrifiante annonce, doublée d'un clin d'œil narquois du destin à mon endroit. Je l'ai manqué d'un cheveu. Soixante-dix heures plus tôt, je traversais la salle d'enregistrement de cette aérogare flambant neuve, au retour d'un reportage à l'ombre des tours jumelles de Kuala Lumpur. À trois jours près, j'aurais pu être le spectateur de cette scène, que les plus grands scénaristes de films d'espionnage n'auraient pas osé inventer. Je suis face à un cas d'école et je vois, enfoncé dans le canapé de mon hôtel, les rivalités de palais à Pyongyang dépasser la fiction.

Grâce aux caméras CCTV de surveillance postées dans le nouveau terminal *low cost*, le drame a été filmé en long et en large. Ce lundi matin-là, c'est un voyageur comme les autres qui se présente au guichet d'enregistrement du vol Air Asia à destination de Macao. Il est 8 h 59. Tout se déroule sans encombre. Le quadra à la silhouette enrobée flâne dans les boutiques du hall de départ, en attendant de franchir l'immigration. La routine pour cet habitué de « KL », où il vient régulièrement retrouver l'une de ses nombreuses conquêtes, et peut-être sceller des affaires juteuses. Après une semaine dans la capitale malaisienne, l'homme s'apprête à regagner l'ancienne colonie portugaise, ses casinos, ainsi que sa famille, qui y vit depuis leur exil forcé de Pyongyang.

Soudain, deux mains surgissent derrière le voyageur et semblent vaporiser son visage. « Qui êtes-vous ? » s'exclame l'homme paniqué. « *Sorry, sorry* », glousse la jeune femme au teint mat, vêtue d'un jean et d'un t-shirt gris, avant de disparaître dans la foule aussi vite qu'elle est apparue. Quelques minutes plus tard, une autre mystérieuse passante, portant un haut blanc à manches longues imprimé de l'acronyme « LOL » en lettres noires, s'approche de l'homme et lui frôle les épaules et la nuque avant de s'éclipser à son tour. Jong-nam semble

soudain pris d'un malaise. Il demande de l'aide à un guichet. Son visage se déforme. Il est immédiatement emmené à l'infirmerie, puis transporté en ambulance. Mais le puissant gaz VX, répertorié comme une arme de destruction massive par l'ONU, a déjà fait son effet. Kim Jong-nam meurt donc à l'âge de 45 ans, dans le véhicule qui le conduit, à travers les collines luxuriantes de la péninsule malaise, à l'hôpital de Putrajaya. Son passeport est au nom de Kim Jong-chol. Il s'agit en réalité du demi-frère aîné du « leader suprême », le « bâtard de Pyongyang ». Un enfant du secret, un héritier déchu en cavale, à la merci de son rival, devenu maître du royaume. « C'est une histoire digne des cours médiévales, lorsque des princes issus de différents lits luttaient pour le trône », explique un diplomate sud-coréen. Les rois maudits débarquent en Extrême-Orient.

Jong-nam se savait en sursis depuis longtemps. Menacé par le couperet d'un cadet qu'il n'aura jamais rencontré. On n'arrête pas le cycle infernal d'une vendetta familiale. « Il ne dîne plus en ville. Il n'ose plus voyager. Il craint pour sa vie », me confiait déjà en 2011 Yoji Gomi, journaliste au *Tokyo Shinbun*. Ce dernier avait réussi à tisser une étonnante relation de confiance avec le vilain petit canard de la dynastie des Kim, au point de publier avec lui un livre de confessions aux allures de gilet pare-balles. « En m'autorisant à faire paraître l'ouvrage, Jong-nam a voulu envoyer un avertissement au régime : si vous vous en prenez à moi, je vais tout déballer », analyse Gomi. La manœuvre ne lui aura donné qu'un répit de quelques années.

Le quadragénaire bon vivant était une bête traquée, depuis que son cadet avait été désigné héritier du trône suprême. Il faut dire qu'il ne ménageait pas le clan dans son livre au vitriol. « Si mon (demi) frère est opposé à la réforme et à la libéralisation, je doute qu'il ait une vision pour l'avenir de la Corée du Nord », écrivit-il à Gomi, dans un e-mail retranscrit dans l'ouvrage *Mon père Kim Jong-il et moi*. Du jamais vu dans cette famille secrète, dont les membres ont toujours été discrets face aux médias étrangers. En sortant du placard, l'héritier déchu pointait préventivement un doigt accusateur vers Pyongyang, au cas où l'on retrouverait un jour son cadavre dans une chambre d'hôtel. « La thèse du suicide ne tiendra pas », semblait-il murmurer par ce brûlot publié à Tokyo. Ce francophone, en exil dans la sulfureuse Macao depuis de longues années, y affirmait avoir déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, notamment à Vienne. Dans l'ancienne colonie portugaise rentrée dans le giron chinois, il vivait sous la protection des services secrets de Pékin, tandis qu'une autre partie de sa famille résidait dans une villa des environs de la capitale chinoise. À la mort de son père, Kim Jong-il, en décembre 2011, il perdit son ultime protecteur. Sa situation, déjà précaire, devint intenable. « Kim Jong-nam était une âme

perdue. Il ne savait plus qui il était, à qui il appartenait », me souffle un diplomate sud-coréen, profondément ému par ce destin shakespearien.

Jong-nam est l'enfant du premier grand amour de Kim Jong-il, une vedette du Pyongyang de la fin des années 1960. Song Hye-rim est alors au sommet de sa beauté, et compte parmi ses nombreux fans le fils aîné du « grand dirigeant », passionné de cinéma et de jolis minois. L'actrice est mariée à un haut cadre du régime, mais le jeune homme pousse son avantage, piétine les convenances et l'interdit paternel. Ils engagent une liaison adultère. Rien n'est plus romantique qu'un amour échappant même à l'œil d'un père dictateur et omniscient. « Un jour, elle m'a confié qu'elle avait déménagé dans la résidence numéro 5. J'ai compris qu'elle allait devenir la femme de Kim Jong-il », m'a raconté bien plus tard à Séoul Kim Young-soon, une camarade de classe de l'actrice. Prenant de grands risques, la jeune vedette divorce pour se consacrer à sa nouvelle idylle. Le numéro 5 est un bâtiment luxueux tenu secret, où réside la famille régnante à Pyongyang. Un sérail dont le nom n'est murmuré que par les membres de « bonne famille », tels que Young-soon. Cette danseuse issue de la jeunesse dorée ne sait pas encore que cette maudite confiance va briser sa vie.

On ne pénètre pas impunément un mystère aussi savamment entretenu. Sculpté par la propagande nord-coréenne pour ériger la mémoire de surhommes voués à la cause du peuple. La jeune danseuse est soudain arrêtée et interrogée par les services de sécurité d'État. « Quand la Sécurité d'État débarque chez vous en Corée du Nord, même un innocent comprend qu'il est coupable », témoignent de nombreux transfuges. On demande à Young-soon d'écrire son autocritique. Puis elle est envoyée dans le terrible camp de concentration de Yodok pour neuf ans. Le *kwanliso* – ou centre de rétention – n° 15 est le plus célèbre des quatre camps où le régime parque et épuise ses prisonniers politiques. À l'échelle du pays, ils seraient 120 000 parias, enfermés dans des conditions effrayantes, estime Amnesty International, qui surveille ces lugubres geôles par le biais d'images satellites. Yodok est une vallée pénitentiaire, située à 110 kilomètres seulement de la capitale, où plusieurs dizaines de milliers de détenus meurent à petit feu, subissant des « violations sévères des droits de l'homme » et des « tortures », selon l'ONG qui recueille les témoignages d'anciens prisonniers. Beaucoup y finissent leur vie. D'autres en ressortent et ne sont plus que des loques humaines, après parfois dix ans de calvaire. Yodok est l'épicentre d'un système concentrationnaire complexe organisé autour de dizaines de « camps de rééducation », dont les conditions et les durées d'emprisonnement varient en fonction des peines infligées par un régime policier arbitraire. Ce n'est qu'après de longues années de détention dans ce *kwanliso* que Young-soon a compris la nature véritable de son « crime » : être dans la

confiance d'une idylle interdite au sommet du pouvoir. L'amour de Song Hye-rim avec le prince rouge devait rester secret et n'a jamais été accepté par le *suryong*, le « grand leader », Kim Il-sung. Fruit de cette passion, Jong-nam naquit clandestinement en 1971 et vécut à l'abri des regards jusqu'à sa mort brutale en 2017. Le clan familial ne lâche jamais sa proie.

Rapidement, son géniteur délaisse son premier amour pour obéir au diktat paternel, qui lui choisit une partenaire plus adéquate. Cédant à la pression, Kim Jong-il se résigne à épouser une fille de haut gradé, Kim Yong-suk. De ce mariage officiel naît une fille, en 1974, dont nous aurons l'occasion de reparler bientôt. Bien que la propagande tente de mettre en scène la nouvelle Première dame, ainsi qu'elle l'a fait pour la femme de Kim Il-sung, l'opération tourne court. Seule union officielle de ce dirigeant au cœur d'artichaut, ce mariage de raison ne dure pas. Kim Jong-il peut s'offrir toutes les plus belles pousses du pays. Celles-ci sont repérées par une « unité spéciale » chargée de « recruter des chanteuses et danseuses pour le bon plaisir de la famille régnante ». Le clan des Kim reprend à son compte la tradition des *gisaeng*, ces courtisanes qui divertissaient les rois et les *yangbans* – ou aristocrates –, le pendant coréen de la *geisha* japonaise. Sélectionnées pour leur beauté, ces jeunes femmes apprennent dès le plus jeune âge l'art de la danse, de la musique ou de la poésie. Ainsi, Kim Jong-il puise ses conquêtes dans ce délicieux vivier aux allures de gynécée, bruissant de rivalités amoureuses.

Peu à peu, Song Hye-rim glisse du statut de première maîtresse à la disgrâce. Et de la disgrâce au calvaire. À partir de 1980, elle séjourne régulièrement à Moscou pour suivre un « traitement psychiatrique ». Euphémisme cruel pour la belle déchue, désormais tenue à distance de Pyongyang, où Kim Jong-il file le parfait amour avec sa nouvelle dulcinée. Elle serait morte dans la solitude en 2002, dans la capitale russe où elle est enterrée, et son nom a été rayé des mémoires du régime. Son amie Young-soon aura quant à elle payé toute sa vie les confidences recueillies dans l'insouciance. J'ai eu la chance de rencontrer cette vieille dame, dont les rides dissimulent une énergie débordante. Sous l'amertume perceait encore la blessure de la jeune fille de bonne famille promise à un bel avenir, et dont tous les rêves se sont effondrés subitement.

Kim Jong-nam a assisté au chemin de croix de sa mère, découvrant très jeune les règles implacables du clan. Il grandit donc clandestinement loin de son père, protégé par ses tantes, dont Kim Kyong-hui qui « l'adorait comme son fils », selon un diplomate. Très jeune, il voyage par monts et par vaux, est envoyé au lycée français de Moscou, puis à Genève, où il acquiert la maîtrise de la langue de Molière et tisse un réseau d'amitiés sans frontières. Une adolescence entrecoupée de rares entrevues avec un père adoré mais absent, et accaparé par le

pouvoir suprême. Pourtant, Kim Jong-il nourrira jusqu'au bout une tendresse authentique pour ce premier fils qui lui ressemble tant. Comme lui, il aime le cinéma, les arts, la gastronomie et les femmes. Va-t-il jusqu'à le considérer comme son successeur potentiel ? Sur une photo de lui enfant, Jong-nam porte un uniforme de l'armée, ce qui pourrait alimenter cette hypothèse. Déjà, à la fin des années 1990, le jeune homme est engagé dans une formation accélérée de dictateur en herbe, puisqu'il travaille au sinistre département de la Sécurité d'État. Il accompagne également son père en voyage officiel à Pékin, comme un indice de son adoubement auprès du protecteur chinois. L'homme se passionne pour les technologies, l'informatique, et rêve de moderniser son pays. Mais cette ascension prend brutalement fin en mai 2001, à l'aéroport de Narita, à Tokyo. Alors qu'il se rend en bonne compagnie à Disneyland, au Japon, muni d'un faux passeport dominicain, Jong-nam est arrêté par les douaniers japonais. Il aggrave son cas en affirmant à ses interrogateurs être un ressortissant chinois, ce qui sème le trouble dans les relations entre Pékin et Pyongyang. Le fiasco fait la une de la presse mondiale, tournant le clan en ridicule. Un camouflet que d'aucuns jugeront fatal à son avenir politique. Mais les meilleurs spécialistes doutent de cette explication, digne d'un dessin animé de Walt Disney, et un peu trop alléchante pour les médias. En réalité, Kim Jong-nam n'a jamais été considéré comme un successeur potentiel, avance Cheong Seong-chang. « Il est le fruit d'une union secrète jamais approuvée par Kim Il-sung. Il ne pouvait donc pas être un candidat sérieux », décrypte ce chercheur, qui passe au peigne fin toutes les publications du régime.

Il n'empêche, à partir de l'année 2003, Jong-nam vit de nouveau en exil loin de Pyongyang, et précisément à Macao. L'homme fréquente les casinos, les palaces et les restaurants chics comme L'Aurora, une table italienne réputée dans l'ancienne colonie portugaise. Là-bas, il est connu des habitués, qui le surnomment « Johnny ». Père d'un fils et d'une fille issue d'une seconde union, Kim Jong-nam jouit d'une vie confortable financée par son père. Certains parlent de 500 000 dollars par an. Des chiffres impossibles à vérifier. En retour, Jong-nam rapporte des devises à la mère patrie. Il sillonne l'Asie, de Bangkok à Kuala Lumpur, en quête d'investisseurs, et joue les intermédiaires de l'ombre d'un régime paria étranglé par les sanctions. Travaille-t-il directement pour le sulfureux Bureau 39, l'unité chargée de faire rentrer des devises par les trafics les plus scabreux – la drogue ou la contrefaçon –, et dont Macao est l'une des plaques tournantes ? « Ses efforts étaient sa façon de prouver son amour à son père et de lui démontrer qu'il était digne de lui succéder », pense un diplomate. Proche de Pékin, il plaide pour une ouverture économique « à la chinoise », mais se heurte au conservatisme paternel. Pourtant, on peut douter des ambitions

politiques de Jong-nam, qui jurait dans son livre n'être pas attiré par la course à la succession. « Il ne rêve pas de devenir dictateur. Tout ce qu'il souhaite, c'est conserver son train de vie », me confie Gomi, lors d'une rencontre dans la banlieue de Tokyo en 2011. Même analyse de la part de Cheong Seong-chang. Car l'homme aime la belle vie, les voyages en Europe, et tout particulièrement en France. « L'Europe me manque », écrit-il sur sa page Facebook, en légende d'une photo où il pose l'air jovial à bord d'un yacht en compagnie d'un ami occidental.

Au lendemain des attentats islamistes qui frappent Paris en novembre 2015, le drapeau tricolore s'affiche sur sa page personnelle du réseau social, en signe de solidarité. Un écureuil en guise de photo de profil camoufle la véritable identité de Kim Chol, l'alias que l'on retrouvera sur son passeport le jour fatidique, à Kuala Lumpur. Son album photos en ligne révèle les périples du globe-trotter, posant tantôt sur le Bund à Shanghai, tantôt devant un hôtel cinq étoiles à Macao.

« Jong-nam adorait la France. Il évoquait même la possibilité de s'y installer un jour », ajoute Gomi. Le trublion de la seule dynastie communiste de la planète aurait même possédé une propriété dans le nord de l'hexagone, avance le confident nippon. Il venait régulièrement à Paris faire les grands magasins et rendre visite à ses amis du lycée français. Il consultait des médecins parisiens, sous le regard intrigué des services de renseignements français, à l'affût du moindre indice. En 2008, lorsque son père, le « cher leader », subit une violente attaque cérébrale, Jong-nam se démène pour convaincre un grand ponte parisien de se déplacer à Pyongyang. Le professeur François-Xavier Roux, alors chef du service de neurochirurgie à l'hôpital Sainte-Anne de Paris, se rend en catimini au chevet du dictateur. Mission accomplie. Le mystérieux dirigeant réchappe de peu à la grande faucheuse.

Autre signe de la francophilie de Jong-nam, son fils aîné, Kim Han-sol, choisit d'étudier à Sciences-Po, après un passage dans un collège international à Mostar, en Bosnie. En 2013, le jeune garçon fluët aux allures de *geek* poursuit son cursus dans l'antenne du Havre de la prestigieuse école parisienne. Au lendemain de l'exécution à Pyongyang de son grand-oncle, Jang Song-thaek, dont Jong-nam était proche, le jeune Han-sol, menacé à son tour, bénéficie même d'une protection offerte par la police française sur le chemin de l'école.

Jong-nam aurait-il négocié avec les services français une demande d'asile ? Paris reste muet sur cette hypothèse. Mais il est avéré que le jeune homme cherchait un refuge pour sa famille depuis la mort de son père, dernier rempart à la jalousie supposée de son demi-frère. « Il a reçu des menaces de Pyongyang », affirme Gomi en 2011.

En coulisses, s'ouvre une bataille de femmes, en vue de la succession du dirigeant vieillissant. « Kim Jong-il était un grand séducteur. Le problème est qu'il n'a pas organisé sa succession entre ses enfants nés de plusieurs lits. Aussi, à la fin de son règne, le régime fait face à une confusion digne de celle qu'a connue l'Empire ottoman en son temps, dévoré par les rivalités entre concubines », analyse Andreï Lankov. Mais, dans ce paysage voluptueux, une beauté a su remporter la mise, le cœur du dictateur : Ko Yong-hui. La danseuse devient la favorite, à partir du début des années 1980. Elle lui donnera au moins deux fils et une fille, et déploiera toutes ses forces pour que l'un d'entre eux devienne l'héritier. Elle remportera une victoire posthume puisque, après son décès en 2004, Kim Jong-un sera officiellement promu successeur.

À la mort de Kim Jong-il en 2011, Kim Jong-nam perd son ultime protecteur à Pyongyang et est désormais en danger. Le soutien que lui offre Pékin n'est plus garanti dès qu'il sort du territoire chinois. Et il sait pertinemment qu'il ne représente guère plus qu'une carte jetable dans le grand jeu de l'empire du Milieu renaissant. « Les Chinois sont hyperpragmatiques. Ils explorent toutes les pistes, et Kim Jong-nam était une option. Il était certes inconnu dans son pays, mais il avait la légitimité héréditaire et, après six mois de propagande, il aurait pu être installé sur le trône avec l'appui de Pékin », analyse une source diplomatique. Cependant, après l'exécution de Jang Song-thaek en 2013, le scénario hypothétique d'une révolution de palais fomentée par la Chine s'effondre définitivement, faute d'appui à Pyongyang. Conscient de sa précarité, Jong-nam fait des œillades aux États-Unis. « Il a entamé des discussions avec les Américains pour obtenir l'asile », me confie Cheong Seong-chang. Sur le papier, un rejeton du clan des Kim semble une belle prise pour l'oncle Sam. Mais la réalité est moins reluisante. « Il était trop gourmand financièrement. Il voulait vivre dans le luxe. Et la CIA a jugé que les informations qu'il pouvait offrir n'en valaient pas la peine. » Jong-nam, éloigné de Pyongyang depuis plus d'une décennie, perd progressivement ses rares soutiens et sources d'information dans la capitale.

Esseulé, anxieux quant à l'avenir de sa famille, l'exilé se résigne à implorer la clémence de son demi-frère. « Nous n'avons nulle part où aller, nous savons que la seule issue est le suicide », lui aurait-il écrit dans une lettre désespérée, selon un membre de la Commission des renseignements de l'Assemblée nationale sud-coréenne. Privé d'appui, il ne semble plus représenter de menace politique pour le « leader suprême », désormais confortablement installé au sommet de l'appareil. Pourquoi alors le couperet s'est-il finalement abattu sur Jong-nam en 2017 ?

Pyongyang craignait un scénario catastrophe : que le mouton noir de la

dynastie ne fasse défection chez « l'ennemi ». En effet, déterminée à décrocher un trophée politique, la présidente conservatrice de la Corée « capitaliste », Park Geun-hye, aurait cherché à attirer Jong-nam dans ses filets, à la fois pour faire un pied de nez à son rival nord-coréen, mais également à tout son système de propagande. Le NIS, le service de renseignements du Sud, aurait fait miroiter à Jong-nam de juteux intérêts s'il acceptait l'asile. Le père de famille hésita, craignant pour la sécurité de ses enfants s'il franchissait le redoutable Rubicon. Il se souvenait qu'en 2011, un agent du Nord avait tenté d'assassiner à coups d'aiguille empoisonnée le transfuge Park Sang-hak, passé au Sud. Un commando avait aussi cherché à abattre le père de l'idéologie du Juché, Hwang Jang-yop, qui fit également défection en 1997, selon Séoul. Il est probable qu'une telle trahison familiale de la part de Jong-nam ait été reçue comme une gifle chez les Kim, un affront inacceptable pour le « leader suprême ». Ce dernier a alors certainement exigé que son demi-frère rentre au bercail, avance le chercheur Cheong Seong-chang. Mais, par peur d'être fait prisonnier à Pyongyang, Jong-nam aurait refusé d'obtempérer. Est-ce d'avoir ainsi désobéi aux siens qui a scellé le destin du « bâtard de Pyongyang » dans le terminal de l'aéroport de Kuala Lumpur le 13 février 2017 ? Autre hypothèse : le régime craignait que l'électron libre ne fonde un « gouvernement en exil » nord-coréen contestant le régime. De nombreux transfuges se tournaient en effet vers lui comme un point de ralliement. Ainsi, une mystérieuse association, la Cheollima Civil Defense, portera secours à la famille de Jong-nam après sa mort.

Kim Jong-un a-t-il personnellement donné l'ordre d'abattre son demi-frère ? La Corée du Nord nie toute implication dans ce meurtre, perpétré par deux jeunes femmes, l'une indonésienne, l'autre vietnamienne. Toutefois, l'ombre de Pyongyang plane immanquablement sur ce crime, et les spécialistes jugent qu'une opération aussi sensible n'a pas pu être menée sans le feu vert du « leader suprême ». À moins que les services du régime, engagés dans une compétition interne, aient voulu faire preuve de zèle pour devancer les désirs du dictateur. « On est dans un régime stalinien prêt à supprimer de façon brutale toute personne critiquant le pouvoir. Kim Jong-nam était un citoyen nord-coréen, il a commenté la succession. C'était impardonnable. On lui a demandé de rentrer au pays avec sa famille, et il a désobéi », résume Cheong Seong-chang. Une loi d'airain.

L'enquête menée par la justice malaisienne indique que les deux jeunes meurtrières, issues du monde de la nuit, travaillaient sur commande. Pendant le drame, les caméras ont surpris quatre Nord-Coréens attablés dans un café du terminal, à proximité du lieu du crime et surveillant la scène. Quelques minutes avant l'acte, ceux-ci discutaient avec les deux jeunes femmes. Quelques minutes

après, ils franchissaient l'immigration et s'envolaient pour Pyongyang, via Dubaï, Jakarta ou Vladivostok, afin de mieux brouiller les pistes. Au préalable, on les voit échanger avec un diplomate nord-coréen et le représentant de la compagnie nord-coréenne Air Koryo ! Des indices on ne peut plus grossiers.

Durant son procès, la jeune Indonésienne, Siti Aisyah, affirme avoir été « recrutée » à la sortie du sulfureux Beach Club, haut lieu de la prostitution, au pied des tours jumelles de « KL ». Le lieu se résume à une grande paillote, où sont amassées de jeunes femmes aguicheuses venues de toute l'Asie du Sud-Est. Un chauffeur de taxi lui aurait proposé un job facile : être filmée en train d'administrer une lotion à un homme. La proposition sentait le film pornographique, mais tout était bon pour cette jeune mère issue des campagnes pauvres d'Indonésie. Elle traite avec un mystérieux homme d'affaires « japonais » dans le brouhaha du centre commercial Pavilion. L'homme lui confie sa « feuille de route », et agit de même avec l'autre « exécutante » d'origine vietnamienne. Un assassinat *low cost*, mais à haut risque, puisque les deux jeunes femmes manient en fait une arme de destruction massive au beau milieu d'un aéroport...

Après l'oncle Jang Song-thaek, c'est donc un deuxième membre du clan qui est abattu froidement sous le règne du troisième des Kim. Le jeune leader se méfie-t-il de potentiels rivaux pouvant se réclamer du sang de son père coureur de jupons ? Jong-nam, fils aîné de Kim Jong-il, constituait une menace symbolique évidente. Mais un secret de famille peut en cacher un autre. « Il est possible qu'il y ait des rejetons issus d'autres lits, dont nous ignorons l'existence », juge Andreï Lankov.

Au cœur de la capitale du royaume ermite, une autre figure familiale énigmatique plane dans l'ombre du jeune maréchal. Elle pourrait un jour se muer en menace bien plus tangible que le trublion exilé à Macao, affirment des transfuges de haut rang et des experts à Séoul. Il s'agit d'une femme, cette fois. Une quadragénaire également, aussi discrète que puissante, qui murmurerait à l'oreille du prince rouge. « La population n'en a jamais entendu parler, mais tous les membres du clan connaissent son existence. Elle joue le rôle de conseillère de l'ombre auprès de son frère », explique Lee Yun-keol, un ancien scientifique nord-coréen, qui dirige désormais le North Korea Strategy Information Service (NKSIS) et aide les services de renseignements militaires à Séoul.

Cette mystérieuse figure, dont aucune photo n'est connue, ni même sa date de naissance, se prénomme Kim Sul-song. Elle est la demi-sœur aînée de l'actuel dictateur, issue du seul mariage officiel conclu par leur défunt père, dans les années 1970. L'union de ce dernier, Kim Jong-il, avec Kim Jong-suk, une fille de soldat, fut bénie par Kim Il-sung en personne. Elle fut même mise en avant

pendant un temps par la propagande, avant que d'autres conquêtes de l'insatiable dirigeant ne viennent la supplanter. La rumeur veut que le « cher leader » délaisse rapidement son épouse, mais tombe sous le charme de son rejeton d'une grande beauté, à la longue chevelure de jais.

Kim Sul-song étudie la littérature à la prestigieuse université Kim Il-sung, puis à Paris, en 2005, d'après le quotidien sud-coréen *Chosun Ilbo*, s'appuyant sur le témoignage d'un transfuge anonyme. Signe de son influence, elle accompagne plus tard son père vieillissant dans ses déplacements à bord de son train blindé, jusqu'en Sibérie. Elle revêt même l'uniforme de l'Armée populaire de Corée. Depuis la mort de Kim Jong-il en décembre 2011, Sul-song aurait gagné du galon. Contrairement à Jong-nam, elle semble avoir bénéficié de l'ascension de son demi-frère, Jong-un. « Elle a étendu son influence d'une façon inédite. Elle est la véritable numéro 2 du régime », me confirme Cheong Seong-chang. Preuve de son élévation spectaculaire, le titre qu'elle décroche au sein du Parti des travailleurs : vice-présidente du Comité central en charge de l'organisation.

Cette « grande sœur » serait de dix à treize ans l'aînée du dictateur. Aussi peut-elle user de cet ascendant, dans une culture baignée par le confucianisme, où l'âge et le sang offrent préséance. Le fait qu'elle soit issue d'une union officielle est un autre atout qui manque à Jong-nam, lui donnant une légitimité dynastique. Difficile de s'en débarrasser et de simuler une nouvelle attaque au gaz. La question est de savoir si elle peut véritablement nuire à son cadet. Visiblement consciente des risques qu'elle encourt à devenir une rivale potentielle, Sul-song fait profil bas. « Elle est très intelligente. Elle préfère rester dans l'ombre, pour exercer son influence », juge Cheong Seong-chang.

L'absence de trace officielle de l'énigmatique Sul-song illustre les difficultés des services de renseignements du monde entier, la CIA en tête, à déchiffrer le cœur du système nord-coréen. Face à ce régime occulte, la prudence est de mise, et les rumeurs tenaces. « Personne ne sait ce qui se passe au sein de la famille. Je me méfie de ceux qui clament ces informations », explique Andreï Lankov. Le royaume des Kim est celui des supputations et des fantasmes, qui font trop souvent les choux gras de la presse et de la littérature internationales.

Mais Thae Yong-ho, le plus haut diplomate nord-coréen à avoir fait défection, a confirmé l'existence de l'éminence grise, lors d'une conférence à Séoul, en janvier 2016. L'ancien numéro 2 de l'ambassade de Corée du Nord à Londres, l'homme qui a franchi le rideau de fer avec sa famille, a eu l'honneur d'emmener en personne le frère du dictateur, Kim Jong-chol, à un concert d'Eric Clapton, incognito. Ce dignitaire chevronné n'a jamais rencontré Kim Sul-song, mais il estime qu'elle et son mari ont mené la cabale conduisant à l'exécution de

l'oncle du dictateur, Jang Song-thaek, en 2013. Une opération rondement menée, qui a permis à Sul-song d'accéder à une meilleure place au sein du régime. La rivalité pour l'héritage dynastique de la lignée du mont Paektu l'a conduite à éliminer sauvagement une « pièce rapportée ». En Corée du Sud, certains ont comparé cette énigmatique grande sœur à Choi Soon-sil, « la Raspoutine sud-coréenne », qui aurait précipité la chute de l'ex-présidente Park Geun-hye en 2017. L'existence de cette confidente était jusqu'alors inconnue des 50 millions d'habitants du pays.

Kim Sul-song semble elle aussi jouer de son influence en restant soigneusement en retrait. Les personnalités introduites à Pyongyang connaissent néanmoins parfaitement l'étendue de son emprise. Sul-song peut-elle à son tour devenir un danger pour son demi-frère, voire menacer son pouvoir suprême ? En apparence, Kim Jong-un a affermi un règne sans partage, mis en scène lors du congrès extraordinaire du parti en mai 2016, où l'héritier a triomphalement couronné la transition dynastique entamée quatre ans plus tôt. Un tour de force pour le jeune dirigeant, qui aurait bénéficié de l'appui précieux de sa grande sœur, en coulisses. Cette solidarité clanique est exacerbée depuis que Kim Jong-un défie l'Amérique de Donald Trump et son allié chinois, en multipliant les essais nucléaires et balistiques. « Actuellement, ils se serrent les coudes, car la situation internationale est tendue. Mais, en cas de crise, elle pourrait devenir une rivale », juge Lee Yun-keol.

En effet, le fougueux maréchal inquiète certains apparatchiks, qui redoutent une frappe américaine dévastatrice de la part du nouvel hôte imprévisible de la Maison Blanche. Surtout, les sanctions internationales, et désormais chinoises, privent des officiels de juteuses prébendes issues du commerce transfrontalier avec Pékin. La suspension des importations de charbon décrétée par la Chine en février nourrit encore des inquiétudes. « Kim Jong-un est dans une position difficile, du fait des sanctions et de la pression chinoise croissante. Le congrès a été l'apogée de son pouvoir. Depuis, son influence a reculé. Dans ce contexte, Sul-song peut constituer un danger pour lui », confirme Cheong Seong-chang.

Pour asseoir son emprise, le joufflu héritier a fait le vide autour de lui, grâce à des purges d'une brutalité sans précédent depuis les années 1950. « Il règne par la terreur, mais il en fait trop. Il crée les conditions d'une conspiration contre lui », juge Andreï Lankov. S'il y a un danger, il viendra du sommet. Les intrigues de cour à Pyongyang, protégées par un opaque rideau de propagande, échappent autant à la population qu'aux observateurs extérieurs. « C'est une boîte noire », commentait Kurt Campbell, secrétaire d'État adjoint américain sous l'administration Obama. L'assassinat de Kim Jong-nam, comme le rôle énigmatique de Sul-song, met en lumière le facteur déstabilisateur des rivalités

familiales. Cette réalité clanique tempère l'impression de toute-puissance pyramidale du jeune leader, projetée par la propagande et relayée à l'envi par la presse internationale. Bien que Kim Jong-un détienne les rênes du clan, il doit tenir compte des autres membres de sa famille, et notamment de sa grande sœur. Il n'est pas non plus à l'abri d'autres « bâtards » rôdant dans les allées du pouvoir et rivaux potentiels.

Le poète des Kim

J'ai rencontré Jang Jin-sung pour la première fois dans un Starbucks de l'avenue Gwanghwamun, l'artère historique de Séoul. À travers les vitres, on voyait les phares des berlines caresser l'asphalte et glisser le long des palais royaux de la dynastie Joseon. Installé dans un fauteuil, il m'avait raconté, non sans nostalgie, son éphémère heure de gloire, en sirotant sa tasse de thé brûlant. C'était le 22 mai 1999, dans une vie parallèle. Ou plutôt en l'an 88 de l'ère du Juché, ce calendrier à la faveur de l'idéologie officielle du régime, et qui démarre en 1912, année de naissance de Kim Il-sung. Comme celle du Christ. Ce jour-là, Jang Jin-sung avait eu le sentiment d'être choisi. Le poète avait vu ses vers s'afficher en pleine page du *Rodong Sinmun*, le journal officiel du régime nord-coréen. « Il n'y a pas de plus grand honneur. Cela signifie que Kim Jong-il en personne les a lus et a donné son accord », m'explique-t-il. « C'est comme si j'avais gagné au Loto dans un pays capitaliste ! » s'esclaffe-t-il.

Jang Jin-sung se souvient comment il fut convoqué. Un mystérieux appel téléphonique du secrétaire du parti le réveille en pleine nuit, à son domicile de Pyongyang. Troublé, il se précipite à cet étrange rendez-vous, la peur au ventre. L'heure de la purge a-t-elle sonné ? On l'embarque avec ses collègues dans une camionnette aux rideaux tirés jusqu'à une gare. Puis ils montent dans un convoi spécial bourré de gardes du corps patibulaires, avant d'être débarqués à l'aube dans un port. Lequel ? Ils n'en savent rien. Une vedette rapide fend les flots dans leur direction. Ils partent aussitôt pour une île mystérieuse, où se niche une immense villa, digne d'un James Bond. Le périple secret s'achève dans une somptueuse salle de « mille mètres carrés », où ils attendent de longues heures, sans savoir pourquoi ils sont là, ni à quoi rime cette mise en scène. Vont-ils avoir l'insigne honneur d'entrapercevoir le « cher dirigeant » ?

Soudain, surgit un chiot, suivi d'un vieil homme chaussé de souliers à petits talons. « Je n'ai pas tout de suite réalisé qu'il s'agissait du général. Il était beaucoup plus petit et ridé que sur les photos. » Le « général », c'est ainsi qu'on surnommait avec respect Kim Jong-il. « En quelques secondes, j'ai compris la puissance de la propagande », ajoute-t-il. Sur le moment, son cerveau reptilien prend le dessus et, en chœur, avec ses camarades de bureau, il crie sa fidélité au leader. Le dictateur les ignore d'abord ostensiblement, n'ayant d'yeux que pour son chien de compagnie. Puis Kim Jong-il s'approche de notre homme, le regard

inquisiteur. « Quelqu'un les a écrits à ta place, n'est-ce pas ? N'essaie pas de mentir. Je te ferai exécuter. » Le poète sursaute de terreur, le souffle coupé. S'il a composé ces vers à la gloire de l'ère du *Songun*, la politique de priorité à l'armée, le nouveau mantra du leader, c'est sur ordre du pouvoir. Transpirant d'angoisse, il avoue son forfait, et se prépare au pire, la tête basse. « C'est un compliment, pauvre con ! » s'esclaffe le dictateur. Le captif respire à nouveau.

Cette rencontre éphémère et angoissante s'achève, contre toute attente, triomphalement. À 28 ans, Jang Jin-sung voit sa carrière décoller. Il est aussitôt révééré par ses chefs et sa petite équipe. Grâce à quelques vers inspirés, il est devenu le premier poète du régime le plus totalitaire de l'Histoire. Un type d'écrivain très particulier. Dans la catégorie « agent double », voici le spécialiste ès lettres en charge de berner ses propres compatriotes. Il travaille à la section V (littérature), unité 19 (poésie) du département du Front uni (DFU), un organe clé de la propagande. Ironie saisissante, il occupe, en compagnie de sept camarades, le bureau 101, comme le malheureux héros de *1984*, le roman de George Orwell. Sa mission ? Se faire passer pour un poète de la Corée du Sud « capitaliste », tressant les louanges du « cher dirigeant ». L'objectif étant de démontrer aux 23 millions de sujets du pays le plus fermé de la planète que le monde entier, y compris la Corée rivale, loue le génie des Kim. Doté d'une méthodologie implacable, le poète se révèle un orfèvre hors pair dans l'art de la mystification. « En Corée du Nord, il n'existe pas de création individuelle. Toute l'énergie émane du leader. Je recevais une phrase d'instruction, puis je me prenais la tête pendant des heures avec mon simple stylo à bille », me confie Jang Jin-sung.

Comment se faire passer pour un écrivain de Séoul, où il n'a jamais mis les pieds ? Il le racontera dans ses mémoires, intitulées *Cher Leader* (Éditions Ixelles). Le poète détient un privilège, passible de mort pour le commun de ses compatriotes : il a accès à l'ensemble des titres de la presse « impérialiste », et peut ainsi se documenter à sa guise. Chaque matin, il lit le *Chosun Ilbo* et les grands quotidiens du Sud pour donner à ses poèmes une coloration authentique. Son bureau se transforme en cabinet noir, digne de « l'Enfer » des bibliothèques médiévales.

Une double vie commence pour Jang Jin-sung. En ville, il est un fonctionnaire irréprochable, menant une existence routinière. Mais, entre les quatre murs de son bureau, comme par le trou d'une serrure, il observe l'autre monde. Un monde libre et prospère, qu'il découvre par le truchement de ces lectures interdites. « J'ai commencé à penser différemment », explique-t-il. Pourtant, une dernière frontière lui échappe. Tous les passages critiques à l'égard de Kim Jong-il ont été soigneusement raturés. En effet, avant que les précieux journaux lui soient confiés, une équipe de censeurs est chargée de les expurger.

Émoustillé par l'interdit, le poète cogite et devient plus roublard. « En plaçant la page du journal contre la vitre, j'arrivais à déchiffrer ces passages, grâce à la lumière du jour. » Le doute s'installe en lui.

Un jour, il en parle avec l'un de ses anciens camarades de classe, Young-min. Parce que l'alcool délie les langues et que le poète a confiance en son ami, il se met à démolir le mythe du général. Il raconte ses secrets d'alcôve et les coulisses du pouvoir, si loin de l'image éthérée véhiculée par la propagande. Cette complicité fraternelle pousse Jang Jin-sung à commettre une erreur fatale. Brûlant de partager son sulfureux savoir, il prête un ouvrage interdit à son ami. Un soir de janvier 2004, Young-min débarque chez lui paniqué : « J'ai perdu ton livre. » Il a oublié le brûlot dans une sacoche, et cette dernière dans le métro. Posséder un tel ouvrage en Corée du Nord est un crime passible de mort. Dans la nuit, aidés par la liqueur, les deux hommes prennent une décision irrévocable : faire défection. Il faut quitter au plus vite le pays. Dès le lendemain, avant que l'alerte ne soit donnée. En quelques heures, l'homme passe de l'autre côté du miroir. Abandonnant les siens derrière lui, il traverse la frontière chinoise et rejoint ce monde rêvé, découvert dans les livres et les journaux.

Depuis sa défection en 2004 et l'acceptation de sa demande d'asile par l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, Jang Jin-sung circule librement dans Séoul. Au cœur de la capitale high-tech, il s'est reconverti dans les affaires cahin-caha. Rien n'est simple pour un transfuge, aux yeux d'une société qui nourrit depuis toujours une méfiance atavique pour l'ennemi. Dès l'école primaire, les Sud-Coréens apprennent à se méfier d'un régime avec lequel ils sont techniquement en guerre. Et le spectre de l'espion plane en permanence au-dessus des dissidents, même lorsqu'ils ont réussi à s'intégrer dans cette société ultracompetitive. Champion en duplicité, Jang Jin-sung n'est pas dupe. Il sait qu'une guerre de propagande fait rage de part et d'autre des barbelés. « Ici aussi, on raconte beaucoup de mensonges sur le Nord », explique l'ancien poète, à l'abri de son pseudonyme, mais bénéficiant malgré tout d'une surveillance rapprochée, au cas où Pyongyang aurait l'idée de faire payer ce « traître ».

Passionné par son itinéraire, je souhaite le revoir et l'écouter décrypter le système de propagande de l'ère Kim Jong-un. N'est-il pas un témoin éclairé de cette extraordinaire entreprise de mystification politique de l'un des régimes totalitaires les plus aboutis de l'Histoire ? Pour cette nouvelle entrevue, Jang Jin-sung me reçoit chez lui. Son bureau est niché dans une cage à lapins de Gangnam, le quartier fétiche de Psy, la star de K-pop, au pied d'une immense quille de verre et d'acier de cent vingt-trois étages. Par la fenêtre, je contemple la Lotte World Tower, le plus haut gratte-ciel de Séoul, symbole ostentatoire de la prospérité victorieuse de la Corée capitaliste. Mais Jang Jin-sung ne mange pas

de ce pain-là. Ce petit bonhomme trapu, à la voix chaude de fumeur, affirme fièrement sa vocation de poète.

Quatorze ans après avoir pris la fuite, il semble toujours sonné. Les néons braqués sur nos visages accentuent la pâleur de son teint. La pièce, d'environ 20 mètres carrés, est un *officetel* typique, c'est-à-dire un bureau-appartement parfaitement fonctionnel, qui permet aux salariés de vivre en semaine sur leur lieu de travail. Une des caractéristiques du stakhanovisme de la quatrième économie d'Asie. Derrière ses lunettes épaisses, le poète a l'air d'une goutte d'eau perdue dans l'océan de béton de cette fourmilière. Loin des siens, le transfuge semble parfois regretter son ancienne vie. À Pyongyang, il faisait partie des privilégiés. Il avait même reçu de la part de Kim Jong-il en personne une Rolex d'un montant de 11 000 dollars pour ses vers inspirés.

Aujourd'hui, depuis son modeste bureau, Jang Jin-sung scrute l'irrésistible montée en puissance du fils de son maître. La troisième génération de la seule dynastie « communiste » de la planète lui donne le vertige. Admire-t-il Kim Jong-un lorsque celui-ci nargue Donald Trump avec des essais atomiques et balistiques ? Sur les écrans de télévision du monde entier, le dirigeant nord-coréen préside, avec son sourire jovial et carnassier, les défilés militaires au pas de l'oie et dévoile de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Le dictateur trentenaire a déjoué tous les pronostics des Cassandres occidentaux qui ne donnaient pas cher de ce « gamin » joufflu et gâté. En cinq ans, le fils cadet s'est imposé face à la vieille garde, avec la rouerie d'un expert. En mai 2016, un congrès exceptionnel du Parti des travailleurs, le premier depuis 1980, consacre le « leader suprême » à la tête d'un appareil entièrement sous son contrôle, ignorant les sanctions de l'ONU comme les pressions de Washington et de Pékin.

Le jeune stratège a donc trompé tout son monde. En bon cinéphile, son père n'a pas fait d'erreur de casting. « Il est capricieux, impulsif, parfois emporté par ses émotions. Mais il est très intelligent. Il réussit extraordinairement bien », juge Andreï Lankov, d'habitude peu prodigue en compliments. Ce petit bonhomme natif de Leningrad à la voix haut perchée est l'un des meilleurs analystes du système nord-coréen, grâce à sa formation soviétique et son passage à l'université Kim Il-sung, à Pyongyang. Pour ne rien gâcher, il est gourmand et manie l'humour avec délice. Mais le savant, qui plaidait pour un changement de régime par le passé, est désormais sous le charme de l'héritier, dont il ne donnait pourtant pas cher à son avènement. « C'est un sans-faute. Kim Jong-un n'a pas le profil typique de la troisième génération », constate Lankov. Dans le monde des affaires comme de la politique, une tradition tenace veut qu'une entreprise familiale à succès ne résiste pas à deux successions : le fils bonifie la poule aux

œufs d'or inventée par le fondateur visionnaire, puis le petit-fils la tue dans la luxure et la débauche. Scénario classique. Élevé secrètement dans une école en Suisse, puis dans les palais de Pyongyang, le joufflu Jong-un avait pourtant la tête de l'emploi pour mettre fin à la dynastie. On croyait peu en ses capacités avec son visage d'enfant gâté, sa silhouette enveloppée, sa coupe de cheveux caricaturale. Une allure tournée en ridicule par les médias occidentaux, prompts à supputer que ses idées sont aussi courtes que sa tonsure. Et quand il ne suscite pas les éclats de rire, il est représenté comme le « grand méchant » dans les films hollywoodiens.

À peine trentenaire, Kim Jong-un a écarté ou exécuté méthodiquement les seules figures qui auraient pu lui faire de l'ombre. En moins de deux ans, la fameuse « bande des sept » a été placée sur la touche sans ménagement. C'est ainsi que l'on surnomme les caciques grisonnants qui ont marché aux côtés du jeune héritier, derrière la Cadillac noire emportant la dépouille de son père sous la neige, lors de funérailles grandioses à Pyongyang, en décembre 2011. À l'époque, la plupart des experts, y compris Lankov, prédisaient que le jeune homme serait une marionnette manipulée par la vieille garde. Mais, très vite, le troisième des Kim s'émancipe et bouscule les pronostics. Un à un, les galonnés sont mis à l'écart. En juillet 2013, la disgrâce brutale du chef d'état-major de l'armée, Ri Yong-ho, sonne le glas de l'ère Kim Jong-il. Ce vice-maréchal, mentor militaire de l'héritier, est limogé brusquement, semant l'inquiétude parmi les puissants. Il fut même exécuté, selon le National Intelligence Service (NIS). Le jeune homme aime faire peur.

Le 8 décembre 2013, moins de deux ans après son accession au trône, Kim Jong-un « tue » définitivement « le père ». Il s'offre le scalp de son oncle par alliance, Jang Song-thaek. La mise en scène est glaçante et sert d'avertissement à tous les ambitieux. En pleine réunion du Politburo, deux colosses en uniforme et képi sur la tête surgissent pour embarquer le parent du leader, considéré *de facto* comme le numéro 2 du régime. Les mains menottées dans le dos, le visage du « traître » affiche un rictus résigné, sous le regard inflexible de son neveu. Jamais dans l'histoire du système une purge n'a été aussi spectaculaire et brutale. Quelques jours plus tard, celui qu'on surnommait le « régent de Pyongyang » est abattu pour « factionnalisme », accusé d'avoir fomenté un coup d'État.

Le réquisitoire d'une page, d'une violence inouïe, l'accuse de tous les maux : usage de drogues, comportement inapproprié envers de nombreuses femmes... Un tissu d'insinuations calomnieuses pour camoufler le principal crime politique de cet officiel, qui avait rejoint le clan familial grâce à son mariage avec la fille de Kim Il-sung en personne. Jang Song-thaek a eu le malheur d'être le seul personnage à pouvoir faire de l'ombre au jeune dirigeant. Au fil de sa longue

carrière, il avait tissé un réseau politique et économique. Son union avec Kim Kyong-hui lui a offert un marchepied formidable vers un avenir prestigieux, bien qu'émaillé de quelques purges de « rééducation ». Le lot classique des hauts cadres du régime. Il a ainsi développé des affaires commerciales et investi au-delà de la frontière chinoise. À 68 ans, il affichait une morgue confiante lors des cérémonies officielles, contrastant avec la foule au garde-à-vous. Lors des discours de son neveu, « on le voyait à peine cacher son ennui. Il applaudissait mollement, contrairement au reste de l'assistance », me raconte une observatrice. Or, sous le règne de Kim Jong-un, applaudir sans entrain peut être interprété comme un signe de défiance. Chaque maillon est prié d'affirmer son allégeance, et des yeux observent en permanence les réactions du peuple. Le système ne laisse pas de place à l'ambiguïté. Jang Song-thaek se croyait-il intouchable ? Pour l'autocrate en herbe, son manque d'enthousiasme était un crime de lèse-majesté. « Kim Jong-il avait mis son fils en garde contre la duplicité de Jang Song-thaek, soulignant qu'il risquait de mettre à bas le règne du parti unique en introduisant des réformes capitalistes », affirme le transfuge Lee Yun-keol, ancien agent de la Sécurité d'État nord-coréenne et président du NKSIS, qui conseille désormais le ministère de l'Unification à Séoul. Le « régent de Pyongyang » comptait-il écarter son neveu du trône ? La plupart des experts en doutent.

Les images de sa chute passent en boucle sur la télévision d'État, au lendemain de l'annonce de la purge. Le *Rodong Sinmun* diffuse une nouvelle chanson sans équivoque : « Nous ne connaissons que toi ». L'ère Kim Jong-un commence véritablement. Tandis qu'à Pyongyang, chacun rentre la tête entre les épaules, la planète connectée paraît subjuguée par cette démonstration de barbarie froide, à l'aube du XXI^e siècle. La toile s'emballe et propage les rumeurs les plus folles. Les réseaux sociaux chinois et le journal hongkongais *Wen Wei Po*, aux ordres de Pékin, prétendent que Jang Song-thaek a été condamné à une « peine de chiens », c'est-à-dire dévoré vivant par des molosses affamés. L'information se répand naturellement comme une traînée de poudre. Cette affaire de la peine de chiens, reprise par le *Straits Times* de Singapour, est symptomatique de la couverture médiatique sensationnaliste associée de plus en plus fréquemment à la Corée du Nord. Quelques mois plus tôt, le quotidien conservateur sud-coréen *Chosun Ilbo* avait annoncé l'exécution d'une ancienne petite amie et starlette du jeune dictateur, issue du groupe Moranbong. La croustillante rumeur avait été colportée par un mystérieux homme d'affaires. Mais les services de renseignements de Séoul n'ont jamais été en mesure de la vérifier. Depuis, une source proche du pouvoir m'affirme « avoir bu des verres, et même dansé » avec la jolie chanteuse, un soir à Pyongyang. Lorsqu'il a

compris à qui il avait affaire, il s'est empressé de faire passer le message qu'il n'avait aucune vue sur la jeune femme. On n'est jamais trop prudent.

Néanmoins, la brutalité des purges décrétées par le jeune Kim Jong-un est bien réelle, et sans précédent depuis les années 1950. Trois cent quarante hauts cadres ont été limogés, parfois exécutés, selon un rapport de l'Institute for National Security Strategy, le *think tank* des services de renseignements sud-coréens, publié en décembre 2017. « Kim Jong-un veut montrer qu'il est le patron. Il sème volontairement la terreur au sommet de l'appareil pour prévenir toute opposition », explique Andreï Lankov. Le régime nord-coréen a poussé à l'extrême cette soumission absolue au chef dans un système ultrapyramidal, loin de la tradition collégiale des partis marxistes-léninistes, où le dirigeant veillait à ne pas s'isoler au sein de l'appareil.

Mais Jang Jin-sung flaire la manipulation. Avec l'œil acéré de l'ancien propagandiste, il déboulonne le mythe. « Kim Jong-un a du pouvoir, mais il est avant tout un symbole », me dit-il tranquillement avant de lâcher sa bombe. « En réalité, la Corée du Nord est dirigée dans l'ombre par une organisation secrète », confie-t-il en me lançant un regard entendu, presque fier de son effet. Jang Jin-sung prétend en effet que le pouvoir suprême des Kim n'est qu'une habile mise en scène, pilotée par un cercle restreint de politiques agissant dans la plus grande discrétion. La véritable colonne vertébrale du régime serait le redoutable département de l'Organisation et du Conseil (OGD), une agence installée au sein du Comité central du parti et tirant les ficelles du pouvoir. Une sorte d'État dans l'État, ou plutôt un parti au cœur du parti. Une chaîne de commandement constituée de dizaines de milliers d'agents qui se surveillent les uns les autres à tous les échelons, depuis le village jusqu'au sommet, où ils forment la garde rapprochée du dictateur. « Il y a des agents de l'OGD infiltrés dans chaque unité et département », me confirme Jang Jin-sung. L'appareil de surveillance double celui du ministère de la Sécurité, comme un réseau d'initiés concentrant le pouvoir authentique : l'information. « Si vous voulez devenir quelqu'un, il faut devenir membre du parti. L'OGD évalue si vous êtes digne de cet honneur », poursuit le transfuge.

Surtout, cette organisation de l'ombre aurait été à l'origine de l'épopée politique à laquelle nous assistons en spectateurs ahuris : celle des Kim. Une façon de capter et de contrôler les consciences des 23 millions d'habitants du pays. « L'OGD fonctionne comme une agence de communication au service d'une célébrité. Ils ont érigé le culte de la personnalité de Kim Il-sung et doivent perpétuer le mythe d'un dirigeant divin. Pour cela, le maintien du secret est indispensable », explique Jang Jin-sung. Aux États-Unis, on appelle cela du *storytelling*, de la mise en récit. L'OGD fut la cheville ouvrière de l'ère Kim

Jong-il, le véritable architecte du régime. Il sculpta l'image du père en « président éternel », en s'appuyant sur l'idéologie autarcique du Juché afin d'asseoir sa différence au sein du bloc communiste face à Moscou et Pékin. La saga des Kim serait donc une superproduction rouge, digne d'Hollywood et de Netflix.

Cette cellule secrète est dirigée, d'après Jang Jin-sung, par quatre conseillers du père, dont Kim Yong-ho, un ancien camarade de classe, ou le général Hwang Pyong-so, alors directeur du bureau politique de l'Armée populaire de Corée, chargé de piloter l'héritier. « C'est une relation donnant donnant : ils ont besoin de lui pour garder leur pouvoir ; il a besoin d'eux pour établir son image auprès de la population », poursuit le transfuge. La propagande a réussi son tour de force en plaçant si rapidement sur orbite, au firmament du pouvoir et de l'imaginaire, un jeune homme totalement inconnu du peuple. Les premiers indices de « l'invention de Kim Jong-un » remontent à 2009. Sur une photo prise par un touriste taïwanais en voyage en Corée du Nord, on voit une affiche de propagande célébrant un mystérieux « jeune général ». Depuis, cette figure de l'ombre est devenue un leader populaire et vénéré, mais aussi l'un des personnages les plus célèbres de la planète, faisant régulièrement la une des médias internationaux. Du travail d'orfèvre. L'OGD a remporté le pari crucial d'inventer un régime héréditaire et totalitaire à la gloire d'un homme, ce qui n'allait pas de soi dans ce système se réclamant du socialisme.

L'appareil était rodé. Il avait déjà fait face à cette difficulté à l'occasion de la première transition dynastique à la fin du siècle dernier, lors de l'avènement de Kim Jong-il. Aussi la propagande avait-elle soigneusement revisité la biographie du « cher dirigeant » pour lui donner une légitimité nationale. D'où l'invention extraordinaire de la lignée du mont Paektu, en référence à ce volcan sacré, lieu mythique des origines de la nation coréenne. L'objectif était de faire vibrer la corde patriotique, en associant l'illustre rejeton à ce site où les nationalistes coréens ont fait naître Dangun, le fondateur du royaume de Corée. Le système est allé jusqu'à garantir la réalité historique de ce personnage légendaire. Ainsi, les archéologues du régime auraient découvert, par miracle, la tombe de Dangun aux environs de Pyongyang, où un mausolée pharaonique a été bâti en 1994. L'ascension de la dynastie des Kim s'est donc réalisée grâce à l'écriture d'une légende et à la réécriture de l'Histoire. Une brillante pirouette pour légitimer la dynastie rouge et la capitale nord-coréenne, face à l'usurpateur « impérialiste » de Séoul.

L'héritier serait donc officiellement né au pied du mont Paektu, dans une isba en bois, aujourd'hui lieu de pèlerinage niché sous un éperon minéral vertigineux, lui-même baptisé « pic Kim Jong-il ». Comme dans l'Évangile, on raconte

qu'une étoile brilla lors de cette nuit exceptionnelle pour éclairer l'humanité. Hissé à la hauteur de Dieu, Kim Il-sung offre à son peuple un fils. « Avec l'idéologie du Juché, on a la Trinité », explique Nicolas Levi, chercheur à l'Académie polonaise des sciences, à Varsovie. La propagande nord-coréenne n'a rien inventé, mais recycle remarquablement à son profit le christianisme, le nationalisme ethnique hérité de la colonisation japonaise, ainsi que le néoconfucianisme.

Les textes officiels sont effectivement truffés de références empruntées à la doctrine chrétienne. Dans une biographie de Kim Jong-il achetée à Pyongyang, je me rappelle avoir lu un récit édifiant reprenant mot pour mot l'épisode de la pêche miraculeuse racontée dans l'Évangile selon saint Luc. On y relate une visite du dirigeant dans une unité de pêcheurs sur la côte coréenne. En voyant ces pauvres hommes désarmés devant leurs filets vides, le divin général prend la barre d'un frêle esquif et brave les éléments déchaînés avec son équipage. Le lecteur est naturellement censé s'extasier devant les risques qu'il encourt pour son peuple, au mépris de sa vie. Soudain, Kim Jong-il ordonne de jeter les filets. Et ces derniers remontent, bien entendu, chargés de poissons frétillements. Miracle du Juché. Le plagiat est grossier. Il a suffi d'emprunter quelques images aux Évangiles pour les mettre au service du « socialisme ». Comment un État qui s'appuie sur une idéologie athée en vient-il à user de tels artifices ? Bien qu'inscrite dans la Constitution, la « liberté de religion » n'est qu'une façade pour donner le change au monde. Lorsque des touristes étrangers atterrissent à Pyongyang, on s'arrange pour qu'un bonze ou un prêtre endosse hâtivement une toge et interprète avec brio son rôle en guidant les visiteurs dans les temples et les églises vides. La mise en scène est parfaite. J'avais pu le constater dans un magnifique sanctuaire adossé à une colline, à quelques kilomètres de la ligne de front. L'essentiel des chrétiens et des catholiques ont fui le régime dès son investiture, ou ont été liquidés. Il n'existe pas ici d'Église souterraine résistant au pouvoir dans des catacombes ou des grottes, comme c'est le cas dans la Chine communiste.

Cette guerre implacable contre les spiritualités pour imposer la nouvelle religion d'État et le culte des Kim camoufle là encore un secret de famille soigneusement escamoté dans les biographies officielles. « Kim Il-sung était imprégné de religion depuis son enfance », rappelle Nicolas Levi. Contre toute attente, le futur *suryong* est né dans une famille fréquentant l'Église presbytérienne. Au début du ^{xx}e siècle, Pyongyang était surnommé la « Jérusalem de l'Est ». Des missionnaires venus des États-Unis ont ainsi construit de nombreux édifices. Le petit Kim Il-sung accompagnait sa mère aux offices religieux de Chilgol. Il confesse même dans ses écrits avoir été

« intéressé par l'Église », avant de trouver les prêches « monotones ». Ce lent détachement n'empêche pas l'adolescent de jouer de l'orgue et de participer aux activités de la communauté. Une clé essentielle pour saisir la virtuosité du régime à s'emparer des récits chrétiens et bâtir son nouveau culte, le « kimilsungisme ». Cela nous permet également d'appréhender son rapport ambigu avec l'Amérique, cette terre d'où venaient les missionnaires, porteurs de modernité et bousculant les traditions ancestrales de la péninsule assoupie. On comprend mieux pourquoi les États-Unis incarnent l'ennemi atavique aux yeux du régime nord-coréen.

Naturellement, la vérité n'est pas aussi belle. Kim Jong-il est né en 1941 à Khabarovsk, dans la Sibérie soviétique. Son père y combattait au sein de l'armée rouge de Staline. Du haut de son modeste grade de capitaine, il se prédestinait à une carrière d'officier, somme toute assez banale et un brin moins romantique que la légende du camp de guérilla, tapi sur le versant du mont Paektu, bataillant sur le sol sacré national. Dans un premier temps, l'enfant possède un nom russe, Yura, qu'il est naturellement impensable de conserver au sein du régime nationaliste de l'idéologie du Juché, en vigueur à partir de 1955. Ces racines étrangères sont donc gommées, aussitôt qu'il est choisi pour le pouvoir suprême. D'autant que ce détail risque de semer le trouble dans la biographie officielle de Kim Il-sung lui-même, elle aussi fabriquée de toutes pièces pour exalter le mythe nationaliste et minimiser le soutien des Russes et des Chinois.

Rien ne laissait penser à ce moment-là que l'officier de l'armée rouge aspirerait à fonder une nouvelle religion d'État. Après la défaite japonaise, le capitaine Kim Il-sung, son nom de guerre, semblait promis à une existence anonyme, jouissant enfin de la paix. C'est alors que les Soviétiques, en quête d'une figure locale pour incarner leur prise de pouvoir, jetèrent leur dévolu sur cet homme relativement charismatique. En août 1945, dans le sillage des tanks soviétiques, Kim Il-sung est placé à la tête du Comité populaire provisoire. Sur une estrade érigée au centre de Pyongyang, la foule découvre son visage. Tandis que la guerre froide commence à gronder, Kim Il-sung proclame la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 1948, sous l'œil approbateur de Moscou. Ce n'est que bien plus tard, après la fin de la sanglante guerre de Corée et la déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev en 1956, que Pyongyang prend ses distances avec le grand frère soviétique et réécrit l'Histoire autour d'une geste ultranationaliste expurgée de son passé russe.

Pour effectuer cette opération stratégique, le régime a besoin d'une idéologie. En 1955, le mot « Juché » – que l'on peut traduire par « indépendance » ou « autosuffisance » – apparaît pour la première fois dans un discours de Kim Il-sung. Un terme banal appelé à devenir le nom d'une doctrine

à part entière. « L'homme est maître de toute chose et doit tout décider de lui-même », affirme avec emphase ce traité abscons, écrit pour allouer un semblant de consistance intellectuelle au régime. Quelques années plus tard, le Juché est conceptualisé par l'éminence grise, Hwang Jang-yop, qui fit à son tour défection au Sud. Ce fatras théorique, dont les guides nord-coréens eux-mêmes peinent à expliciter le sens, a pour fonction de donner un habillage dogmatique au régime. C'est aussi une façon d'affirmer son autonomie au sein du bloc communiste, face à l'URSS et la Chine. Le Juché est donc une « nouvelle idéologie révolutionnaire originale » qui, prenant en compte les limites du marxisme-léninisme, a « découvert les nouveaux principes de la révolution », proclame Pyongyang. Un message limpide adressé aux voisins communistes pour réaffirmer son indépendance et muer progressivement le communisme nord-coréen en « kimilsungisme », justifiant un culte de la personnalité sans équivalent dans le bloc à partir des années 1960.

Dans ce nouveau contexte, l'Histoire est revisitée. On efface l'influence trop voyante des Soviétiques dans la carrière du jeune Kim Jong-il. L'année de naissance de ce dernier est repoussée d'un an. La légende le fait naître en 1942, afin de maquiller le fait qu'il vit le jour en territoire russe, donc étranger. Ce décalage a aussi l'avantage d'offrir une symétrie parfaite avec son père, né en 1912, posant déjà les jalons de la succession dynastique. À Pyongyang, on s'offre le luxe de changer l'année de naissance d'un dirigeant. Quatre décennies plus tard, les mêmes dilemmes et arrangements avec la réalité réapparaissent. Lors de l'avènement de Kim Jong-un, son âge exact échappe toujours aux services de renseignements, qui hésitent entre 1983 et 1984. Quant au lieu de naissance véritable de l'héritier, il demeure voilé d'incertitude. Outre Pyongyang, on évoque Genève ou Vienne, en Autriche. Là encore, une naissance à l'étranger sonnerait mal pour un héritier de la lignée du mont Paektu. C'est pourquoi la propagande passe entièrement sous silence ses années passées en Suisse.

Pour asseoir la légitimité dynastique du jeune homme, le régime a misé sur une stratégie élémentaire : dès ses premiers pas, Kim Jong-un fut contraint d'imiter en tout point son grand-père, le « président éternel » de tous les Coréens. Chez les Kim, on cultive le sourire jovial, le charisme rassembleur, pour séduire la populace comme les soldats. Jong-un a hérité de son aïeul un talent naturel pour la communication. La ressemblance physique entre les deux hommes est frappante. Le grand-père fondateur de la Corée du Nord et le petit-fils actuellement à la tête du régime partagent un profil chaleureux, qui tranche avec la froideur de Kim Jong-il, plus maigre et souvent caché derrière ses lunettes de soleil. Carrure large, visage rond, silhouette enveloppée révèlent la

filiation physique, et celle-ci a un double avantage : elle légitime le novice en politique et permet de surfer sur la vague de nostalgie associée à l'ère Kim Il-sung. Les anciennes générations s'en souviennent comme d'un « âge d'or », puisque la Corée du Nord était alors plus riche que sa rivale du Sud. Tout est bon pour faire oublier le règne déprimant de Kim Jong-il, marqué par la famine.

L'embonpoint fait tant partie de cette panoplie que Kim Jong-un n'hésite pas à forcer sur la fourchette pour mieux assurer sa légitimité dynastique, selon Jang Jin-sung. « Il fallait qu'il grossisse pour mieux ressembler à son grand-père. » Le poids du « leader suprême » aurait bondi de 90 kilos en 2012 à 130 kilos quatre ans plus tard, d'après les espions de Séoul. Si son allure nourrit des sarcasmes en Occident, elle n'est pas perçue comme un handicap en Corée du Nord. Au contraire, dans un pays longtemps tourmenté par la famine, la corpulence est signe de bonne santé et de pouvoir. On observe ce phénomène dans nombre de sociétés traditionnelles. Cela témoigne de l'énergie vitale du leader. L'idéologie nord-coréenne exalte les instincts plus qu'elle ne célèbre la tempérance affichée par les régimes marxistes-léninistes. La « race des purs » laisse libre cours à ses émotions, car elle est vierge de toute « souillure », décrypte le chercheur américain iconoclaste Brian R. Myers, dans son livre *La Race des purs. Comment les Nord-Coréens se voient* (Éditions Saint-Simon, 2011). On y découvre une culture surprenante, aux antipodes du confucianisme chinois, lequel plaide pour la maîtrise des instincts. Il s'agit là d'une controverse fondamentale sur laquelle nous allons revenir bientôt.

Le style vestimentaire choisi avec soin pour les apparitions du jeune leader accentue le trait. Lors des occasions solennelles, la veste sombre rétro, style Mao, nous replonge dans l'ère du « grand leader ». Le costume gris clair, avec chemise blanche et lunettes des années 1950, rappelle également l'époque de son grand-père. C'est d'ailleurs la tenue qu'il porte le 1^{er} janvier 2018, quand il lance une offensive de charme vers le Sud, ouvrant la voie à une participation du pays aux jeux Olympiques d'hiver, à Pyeongchang. Comme une œillade rassurante aux chancelleries, de plus en plus nerveuses face à celui qui proclame avoir « le bouton nucléaire sur son bureau ». « Non, je ne suis pas fou, je suis un dirigeant responsable, contrairement à ce qu'affirment les faucons de Washington », semble-t-il susurrer en revêtant ce costume occidental.

Les Coréens, au Nord comme au Sud, ont un talent inné pour la mise en scène. En témoigne aujourd'hui le succès du cinéma sud-coréen en Europe, et notamment ses feuilletons à l'eau de rose en Asie. « Tout ce que l'on vous montre là-bas est faux », confiait Norodom Sihanouk, le roi du Cambodge, qui avait trouvé refuge à Pyongyang. Ainsi, personne n'a jamais vu le goître proéminent dans le cou de Kim Il-sung. En effet, la culture coréenne, façonnée

depuis des siècles par les rituels confucéens, a un goût inné pour le jeu des apparences. « Dans l'ancienne Chine, on affichait son rang et sa fortune par un ventre replet. En Corée, nous étions trop pauvres, alors les nobles investissaient dans les vêtements », me confie un diplomate à Séoul. Des règles strictes définissaient la mode des *yangbans*, ces aristocrates lettrés, en fonction de leur rang. Aujourd'hui, à Séoul, cette obsession de l'image est poussée à l'extrême et s'applique à toutes les parties du corps. Le quartier de Sinsa est devenu la Mecque mondiale de la chirurgie esthétique. On s'y fait refaire le nez, le menton ou la poitrine d'un coup de scalpel, pour se conformer aux canons de beauté et de réussite d'une société ultracompetitive. La banalité de ces actes, si répandus et pratiqués dès le plus jeune âge, est déroutante pour les Occidentaux. En Corée, ce qui se voit « est », ce qui est vu prime sur ce que l'on ne voit pas. La société exige que l'individu s'adapte aux normes du collectif, et va jusqu'à codifier l'apparence. Aussi, quand les premières images de Kim Jong-un ont été rendues publiques en 2010, la presse de Séoul a fait courir le bruit que ce dernier avait eu recours à la chirurgie esthétique. Le régime veut faire de son héritier « une réincarnation de Kim Il-sung », avance le quotidien conservateur *Dong-a Ilbo*. La ressemblance est trop frappante pour être vraie, soupçonne l'opinion. N'oublions pas que même le président Roh Moo-hyun a usé du bistouri.

Pour beaucoup, Kim Jong-un serait passé sur le billard avant d'apparaître en pleine lumière. Ressembler à son grand-père était la condition *sine qua non* pour accéder à la scène politique. Une épreuve similaire à celle des lycéennes qui se font refaire le visage avant d'entrer sur le marché du travail et du mariage. Un investissement souvent financé par les parents, comme on paierait une bonne école de commerce à sa progéniture. Ces rumeurs d'une intervention chirurgicale n'ont jamais pu être confirmées, mais ont eu suffisamment de retentissement pour déclencher un démenti rare de l'agence officielle KCNA. Il s'agit « d'un sordide faux rapport relayé par des médias de caniveau », tonne en 2013 l'agence centrale de presse nord-coréenne. Une telle réfutation de la part de Pyongyang, qui habituellement ne répond jamais aux accusations de la presse étrangère, nourrit le soupçon au lieu de lui tordre le cou.

Pour mieux soutenir la comparaison, les maîtres de la propagande ont également recours à quelques « retouches ». Lors de mon dernier périple à Pyongyang, à peine embarqué dans le Tupolev d'Air Koryo, l'hôtesse nous a distribué un magazine célébrant les dernières réalisations du pouvoir. Je dois me rendre à l'évidence : les portraits de l'ancien et de l'actuel leader sont d'une ressemblance vertigineuse. En page 24, Kim Jong-un apparaît dans le même costume noir que celui de son ancêtre, quelques pages plus tôt. Je compare les deux photographies : impossible de distinguer laquelle a été retouchée.

Probablement les deux. Dans le hall de l'hôtel Yanggakdo à Pyongyang, le doute s'accroît. Sur un cliché daté de 1951, Kim Il-sung pose dans la forêt avec des « héros » en uniforme : son visage rond ressemble comme deux gouttes d'eau au « leader suprême » actuel. La propagande a parfaitement réussi sa mission.

Néanmoins, le surpoids de Kim Jong-un, provoqué ou naturel, n'est sans doute pas seulement le fruit d'un appétit vorace pour les plaisirs de la table, de ce fumeur invétéré, amateur de fromage suisse, de bonne chère et d'alcool fort. Il serait peut-être aussi la conséquence de problèmes de santé bien réels, d'après les services de renseignements. Le trentenaire subit des crises de goutte et aurait du diabète, comme son père. Un mal héréditaire, qui nourrit les spéculations les plus folles et grossit l'incertitude géopolitique lorsque, en septembre 2014, il « disparaît » publiquement pendant près d'un mois. Weibo, le Twitter chinois, bruisse alors de rumeurs sur un coup d'État. On évoque la crise cardiaque qui a failli emporter son père. Mais le jeune leader réapparaît, souriant, au bout de quelques semaines. Il a subi une opération des chevilles, qui souffrent probablement de sa surcharge pondérale. L'intervention a été réalisée par un médecin allemand. Déjà, on l'avait vu boiter lors d'une cérémonie officielle, s'appuyant sur une canne. Ces soucis de santé, couplés à une mauvaise hygiène de vie, amplifient l'instabilité de l'équation nord-coréenne. Certes, Kim Jong-un compte bien gouverner le plus longtemps possible, si toutefois sa santé le lui permet.

« En apparence, la Corée du Nord semble stable. Mais, sous le vernis, une transformation profonde est en cours. Le haut niveau de défection est un signe », murmure Jang Jin-sung avec l'air de celui qui a tout vu. Peut-être cette attitude un peu hautaine est-elle aussi une façon de justifier son choix cornélien, qui l'a conduit à abandonner sa famille, ses honneurs et sa position sociale. Pour les transfuges, il n'y a pas de possibilité de retour en arrière. Ou presque. Nombre d'entre eux s'accrochent à leurs certitudes pour ne pas sombrer. Un biais psychologique qui rend souvent difficile l'exploitation de leurs témoignages. Jang Jin-sung fait allusion à la fuite spectaculaire de Thae Yong-ho, le numéro 2 de l'ambassade nord-coréenne à Londres, en 2016. Le plus haut diplomate à avoir franchi le rideau de fer. Son départ a déclenché une reprise en main draconienne des personnels d'ambassade, signe de la nervosité du régime devant les risques de trahison. Il est difficile de confirmer si le nombre de transfuges de haut rang grandit, comme l'affirment les espions de Séoul, car ces défections sont rarement rendues publiques afin de protéger la sécurité des évadés. La Corée du Sud les accueillent secrètement dans des appartements surveillés à Séoul, pour prévenir d'éventuelles représailles.

Pour Jang Jin-sung, Kim Jong-un ne serait donc qu'un tigre de papier,

manipulé par les caciques de l'OGD. Au point que le département de l'Organisation et du Conseil a même un jour déclaré que le jeune leader avait été déposé par un « coup d'État ». Cette affirmation a entamé sa crédibilité aux yeux de nombreux spécialistes. « Il dit souvent n'importe quoi », estime Cheong Seong-chang. En réalité, le dirigeant semble tenir fermement les rênes de son « agence de communication ». À l'automne 2017, la mise à l'index du puissant Hwang Pyong-so, l'un des piliers de l'OGD, confirme cette mainmise politique. Mieux, le nouvel homme de confiance de Kim Jong-un, le madré Choe Ryong-hae, a été bombardé en janvier 2018 à la tête de l'agence, selon le ministère de l'Unification à Séoul. « Il exerce un contrôle total », insiste Andreï Lankov. Si l'OGD a « inventé » le mythe Kim Jong-un, il semblerait que la « créature » ait désormais repris le contrôle de ses « créateurs »...

La religion de l'obéissance

Jang Jin-sung n'en démord pas : le régime nord-coréen est en phase terminale. De sa voix sourde de fumeur, il énumère les anomalies dans la belle mécanique, par-delà les annonces triomphalistes de la propagande dont il fut longtemps l'un des petits soldats. C'était dans une autre vie. Le retour de la croissance économique depuis 2014 en Corée du Nord ne l'ébranle pas. « Bien sûr, la qualité de vie s'est améliorée à Pyongyang, mais c'est grâce au marché, non à Kim Jong-un. La population ne fait plus confiance en ses leaders », affirme-t-il. Les 24 millions d'habitants auraient-ils perdu la foi en cette religion d'État ? Cet amour si ardent envers leur *suryong* était la marque de fabrique du régime de Kim Il-sung. À sa mort, en 1994, le pays s'est effondré en larmes. Les témoignages des dissidents racontent combien l'émotion populaire était spontanée et stupéfiante. « Quand la télévision d'État a annoncé son décès, mon père est resté en état de choc devant l'écran. Ma mère est rentrée du travail en pleurant. Une de ses collègues avait même fait une attaque en apprenant la nouvelle », se souvient la transfuge Kim Eunsun. Elle-même, alors petite fille, s'est mise à sangloter avec ses camarades de classe, dans un mouvement grégaire irrépessible. Des scènes d'hystérie collective ont été également observées lors des funérailles de Kim Jong-il en décembre 2011. Ces images sont souvent regardées avec sarcasme par l'Occident, qui aime à dépeindre la population nord-coréenne comme une armée de robots manipulés ou de cyniques donnant le change. La vérité est sans doute ailleurs.

L'attachement sentimental des Nord-Coréens à cette figure protectrice, qui plane sur les esprits depuis leur plus tendre enfance, est réel. À l'école, le jour anniversaire du dirigeant, les élèves reçoivent un sachet rempli de friandises. C'est Noël ! Ces images fortes habitent les individus tout au long de leur existence. Chacun admet qu'un bienfait ne peut être qu'un présent du dirigeant. Il est étonnant de voir que certains transfuges, bien que haïssant le régime et ayant franchi le rideau de fer, peinent toujours à critiquer la personnalité du leader.

Cet élan du cœur n'interdit pas le calcul politique, guidé par l'instinct de survie. « Si vous vous rebellez contre le système, vous ne mettez pas seulement votre vie en danger, mais aussi celle de vos enfants, de votre partenaire et de vos parents. Si vous voulez protéger ceux que vous aimez, il faut fermer votre

gueule. Si vous transgressez les règles, vous devez être prêt à avoir du sang sur les mains », résume Jang Jin-sung. J'ai une admiration profonde pour ces Nord-Coréens, souvent des cadres, que j'ai eu l'occasion de côtoyer lors de mes périples. Loin d'être des machines, ils bataillent pour maintenir un semblant d'identité individuelle face à un système implacable, où chaque erreur se paie au prix fort. Pleurer lors des funérailles du leader, se montrer plus royaliste que le roi, sont presque des gestes de survie en Corée du Nord. Une façon d'assurer ses arrières. La police de la pensée veille. Elle n'interdit pas un élan du cœur, travaillé depuis des décennies par une propagande efficace dès l'enfance.

L'isolement de la population, coupée de toute information non contrôlée par l'État, est un autre facteur clé de cette tradition de l'obéissance. Privés d'Internet, hormis une poignée de privilégiés au sommet du pouvoir, les 24 millions de Nord-Coréens ne peuvent pas non plus correspondre, ni par courrier ni par téléphone, avec des étrangers. Cette mise sous cloche, sans équivalent dans les dictatures des ^{XX}^e et ^{XXI}^e siècles, contrôle les consciences et y fait prospérer les mythes fondateurs distillés dès le plus jeune âge. Donner des leçons aux Nord-Coréens, alors que nous vivons confortablement installés dans des sociétés « libres », peut paraître un peu facile.

Évaluer l'attachement réel de la population au système est donc une gageure. Et la politique n'est pas au menu des discussions de famille. Les mouchards sont partout. Le sujet est périlleux, puisqu'il peut mener directement au camp de concentration. Même l'humour, qui fut une soupape pour les populations asservies de l'URSS, n'a guère droit de cité en Corée du Nord, selon les témoignages. Un transfuge m'a un jour confié qu'il faisait parfois des allusions caustiques au ventre replet de Kim Jong-il, alors qu'il souffrait lui-même de la famine. Mais l'évadé précisait que ce genre de blague ne pouvait se faire qu'en cercle très restreint. La population consacre toute son énergie à survivre, éventuellement à s'enrichir pour améliorer son quotidien encore miséreux. Aussi les préoccupations politiques ne sont-elles pas prioritaires. À Pyongyang, capitale des privilégiés, les coupures d'électricité et d'eau demeurent chroniques. Au point que l'ascenseur est délaissé dans de nombreuses tours, de peur d'y rester bloqué lors d'une panne de courant. Heureusement, une « dame ascenseur » est présente dans l'habitable pour parer aux difficultés et noter au passage les va-et-vient de chaque habitant de l'immeuble.

Une seule certitude : ceux qui annoncent la chute imminente du régime depuis plus de vingt ans se sont trompés. Le système a fait preuve d'une résilience inattendue. Malgré les privations effroyables dues à la famine, le clan des Kim a maintenu son emprise. Quel est donc le secret de cette longévité ? Sur quels ressorts cachés s'appuie la « seule dynastie communiste de la planète »

pour défier le temps et le XXI^e siècle ?

Une première explication, d'ordre culturel, vient rapidement à l'esprit. « La Corée du Nord est plus confucéenne que Confucius ! » proclame Moon Chung-in, professeur à l'université Yonsei à Séoul, en 2010. Ce chercheur, aujourd'hui conseiller du président sud-coréen Moon Jae-in, partage ce point de vue avec beaucoup de spécialistes. C'est pour lui la clé de l'obéissance nord-coréenne. Selon cette approche, le clan des Kim serait l'héritier des dynasties royales coréennes. Le régime aurait exploité le sens de la hiérarchie confucéenne, ancré sous la dynastie Joseon, pour imposer un système vertical réclamant une obéissance absolue au chef. Kim Il-sung aurait ainsi parfaitement endossé le rôle du patriarche, figure révéree, source d'autorité et de sagesse, selon le penseur né en Chine, dans le Shandong, au V^e siècle avant J.-C. La philosophie de Confucius donne la priorité à l'expérience et à l'autorité du père, selon une organisation verticale de la société. Ainsi, le système de castes du *Songbun* reprend fidèlement le modèle ancestral chinois, mais le fonde sur un nouveau critère : la loyauté au parti. Le secret de la longévité des Kim serait donc un « confucianisme rouge », et derrière la façade du communisme se cacherait l'ombre du sage chinois. Avec son corollaire : l'obéissance, le respect des anciens et la place subalterne des femmes.

Cette explication est séduisante. Le confucianisme est un soubassement historique, qui n'a pas pu être balayé en quelques décennies. Mais l'analyse est trop limpide – ou simpliste – à mon goût. Je veux en savoir davantage. Et je trouve rapidement une voix discordante en reprenant contact avec Brian R. Myers. L'homme, brun filiforme aux allures d'étudiant, aime nager à contre-courant. Professeur américain à l'université Dongseo, à Busan, il est l'un des rares chercheurs occidentaux à maîtriser toutes les arcanes de la langue coréenne, pour pouvoir éplucher la propagande nord-coréenne en version originale. Caustique, toujours de sombre vêtu, doté d'un fort tropisme littéraire, il prend très au sérieux l'idéologie du Juché et adore tancer les médias comme l'*establishment*. « Prononcez le mot “idéologie” devant des Washingtoniens et ils se mettent à bâiller au bout de cinq minutes », dit le chercheur, pour qui la plupart des études occidentales font fausse route. Pour l'iconoclaste Myers, l'Occident refuse de regarder en face une réalité dérangeante : l'absence de tout mouvement de contestation politique interne d'ampleur au sein de cette dictature depuis plus de soixante-dix ans n'est pas seulement le fruit de la répression policière. Elle indique un attachement réel au système, voire un amour authentique pour les leaders protecteurs. Ainsi, la propagande, dont on aime tant railler les accents pompeux, aurait accompli sa mission avec succès.

« Nous sommes obsédés par l'économie et nous croyons que la force

miraculeuse du marché va transformer la Corée du Nord. Nous ne voulons pas voir la puissance de l'idéologie », explique Myers devant une salle comble venue l'écouter à la prestigieuse Royal Asiatic Society à Séoul, en automne 2017. À la fin de sa conférence, je retrouve Brian, que j'avais rencontré quelques années auparavant. Depuis, l'homme s'est imposé une diète médiatique, jugeant les journalistes indignes de son savoir. Je lui propose de revenir à la question qui me taraude : quelle est l'influence réelle du confucianisme sur le système nord-coréen ? La réplique du chercheur surgit, cinglante comme un Scud : « Le confucianisme n'a pas d'influence sur l'idéologie nord-coréenne. La péninsule a pratiquement rompu avec son passé confucéen, qui s'exprimait d'ailleurs dans une langue étrangère (le chinois). » Bigre ! Et d'enfoncer le clou : « Le militarisme, l'émotion, le racisme et l'anti-intellectualisme, comme la glorification des masses : toutes ces données, qui sont intrinsèquement nord-coréennes, vont à l'encontre du confucianisme. » Fermez le ban.

Selon Myers, les ressorts idéologiques du régime des Kim s'inspirent davantage de l'héritage ultranationaliste du Japon d'Hirohito que de celui de la Chine ou même de l'URSS. Pour lui, il s'agit d'un système fondé sur un « racisme d'État », bien plus proche de l'extrême droite que du communisme. Aussi, décrire la Corée du Nord comme une « autocratie confucéenne » reviendrait à stipuler que l'Allemagne hitlérienne n'est pas autre chose que la continuation de la Prusse bismarckienne, éludant par là même le virage révolutionnaire fascisant. « Kim Jong-un est bien plus à l'extrême droite que Donald Trump sur l'échiquier politique », lance le trublion, qui adore prendre son public à rebrousse-poil. La Corée du Nord ne serait pas « rouge » mais « brune », n'en déplaise aux nostalgiques du communisme comme à ses contempteurs.

« Il est désobligeant pour Confucius d'affirmer que la Corée du Nord en est un héritier », me confirme au téléphone Nicolas Levi. Ainsi, l'obéissance aveugle des masses n'aurait rien à voir avec le respect de la figure paternelle, prôné par le sage du Shandong. Un examen approfondi des textes et des images de propagande révèle une réalité troublante soulignée par Myers : loin de jouer le patriarche, le dirigeant endosse un rôle androgyne, incarnant autant la figure paternelle que maternelle. Ainsi, Kim Jong-il est régulièrement présenté comme « la mère de toutes les mères du monde » dans les textes officiels. Et c'est contre sa « poitrine » rassurante que les Nord-Coréens aiment à venir s'appuyer pour trouver « repos et protection », racontent les récits à l'eau de rose. Sur les images, le dirigeant arbore un visage rose de chérubin, embrasse « ses enfants » d'une étreinte chaleureuse. Parfois, le parti lui-même revêt ce rôle maternel, comme dans ce poème excavé par Myers :

*Ah, Parti des travailleurs coréens !
Ma vie commence et termine auprès de ta poitrine
Que je sois enterré sous terre ou éparpillé dans le vent,
Je reste ton fils, et toujours retourne à ta poitrine,
Je confie ma chair à ton regard affectueux,
Ainsi qu'à ta main aimante,
Et je crie pour toujours avec une voix d'enfant :
Mère ! Je ne peux vivre sans une mère !*

Les psychanalystes trouveront sans doute là matière à gloser... Voici un peuple impuissant à couper le cordon et à naître au monde, préférant rester enclavé dans un « pays utérus ». Je pense ici à une rare entrevue que j'ai eu la chance d'avoir avec Jean-Marie Gustave Le Clézio à Séoul. La Corée est l'un des jardins secrets du Nobel de littérature, où il se rend depuis des années incognito, au point de lui consacrer un roman : *Bitna, sous le ciel de Séoul* (Stock, 2018). Intrigué par la passion de cet écrivain venu des tropiques pour la péninsule rude et glacée, je l'avais questionné. Et il m'avait donné quelques clés : « La Corée est un pays sur la défensive, en état de survie, et cela me parle. Elle a un instinct de résistance à la vie. Cela est transmis par les femmes. » Il parlait de la Corée du Sud, mais cette intuition peut s'appliquer aussi au nord du 38^e parallèle. Car il s'agit d'un même peuple qui, depuis les invasions mongoles, résiste à la « baleine » chinoise et au « requin » japonais. La farouche résistance et le féminin seraient donc les deux éléments à manier pour saisir l'exception coréenne, d'après le grand homme de lettres.

« Là où le père Staline visait à instiller une conscience révolutionnaire aux masses, le régime maternel nord-coréen fait appel aux émotions d'un peuple systématiquement infantilisé », ajoute Myers. Ni la figure sévère du patriarche confucéen, voulant « élever » ses enfants vers la sagesse par l'étude, ni celle du viril leader stalinien guidant les foules pour mieux les sortir de leur ignorance ne s'appliqueraient en Corée. C'est sur l'aspect sensible et maternel qu'il faudrait donc se pencher. Lors de mes promenades dans Pyongyang, j'ai pu observer longuement ces mosaïques géantes mettant en scène les dirigeants bravant la neige ou embrassant des chérubins, tels des héros de bande dessinée.

L'anti-intellectualisme assumé me semble constituer une autre différence majeure avec la tradition confucéenne exaltant l'étude des textes et le sens de « la voie » pour devenir un homme. Si, pendant des siècles, a régné en Chine une aristocratie de lettrés – les mandarins –, *a contrario*, les paraboles de la propagande nord-coréenne préfèrent montrer un chef aimant, courageux et

énergique plutôt qu'un érudit. Les Kim ne lisent pas de livres. Ils sont sur le terrain, au contact du peuple. « La plupart des fondateurs du régime n'ont fait aucune étude ; certains ont été formés par les colons japonais ou soviétiques », m'explique Myers. Toute l'énergie vient d'en haut : les cadres récitent les mantras qu'on leur répète depuis le sommet de la pyramide. On est loin des écoles confucéennes. En Corée, les *yangbans*, l'équivalent des mandarins, devenaient fonctionnaires après avoir passé des examens, à l'époque Joseon. « Contrairement à la Chine, il n'y a ici aucune élite intellectuelle », me confie, désolé, un diplomate en poste à Pyongyang. Kim Il-sung lui-même aurait peu lu, même si la propagande lui attribue de nombreux ouvrages.

Enfin, l'émotion serait la dernière clé du coffre-fort coréen, au nord comme au sud du 38^e parallèle. « La Corée donne la priorité à la passion sur la raison. Contrairement à la Chine, qui donne la primauté à l'intellect, de façon plus masculine », perçoit J. M. G. Le Clézio. Sous l'apparence d'une société strictement réglementée, au garde-à-vous, chez Samsung comme à Pyongyang, les Coréens sont un peuple hypersensible. Les braises du chamanisme ancestral, répandues chez les nomades des steppes, brûlent toujours malgré la chape de plomb de l'ordre néoconfucéen imposé à l'ère Joseon. « Nous avons le sang chaud, nos émotions montent très haut avant de redescendre très bas », me confiait Seung H-Sang, architecte renommé à Séoul. Faire appel au cœur plutôt qu'à la raison est une méthode fréquente chez les dirigeants de *chaebol*, ces conglomerats industriels, comme au sein du parti.

« Les structures du pouvoir et les stratégies de légitimation de l'État nord-coréen n'ont rien à voir avec le confucianisme. Même la succession héréditaire n'est pas un principe confucéen », écrit également Sam Crane, spécialiste du sujet au prestigieux Williams College, dans le Massachusetts. D'autant que l'ascension fulgurante de Kim Jong-un au sommet du pouvoir, tout juste trentenaire à son avènement, défie tous les clichés sur le respect dû aux anciens. En quelques années, le gamin a piétiné sans vergogne la vieille garde.

Pourtant, rejeter tout héritage confucéen en Corée du Nord me paraît aussi radical que de nier toute trace de judéo-christianisme dans la France d'aujourd'hui. Mais les deux Corées sont-elles si proches de leur grand frère chinois, comme l'affirme la vulgate académique ?

Tandis que le confucianisme plaide la tempérance et l'étude intellectuelle, le « kimilsungisme » glorifie les liens du sang, et les utilise pour cimenter la nation. Pyongyang a détourné à son profit l'idéologie nationaliste de son ancien ennemi, l'empire colonial japonais, selon un mimétisme dont l'Histoire a le secret. Les conquêtes napoléoniennes n'ont-elles pas aiguillonné le nationalisme allemand au XIX^e siècle ? La brutale colonisation nippone a forgé le nationalisme coréen.

Le régime a ainsi bâti sa nation autour d'une notion ethnique, le *minjok*, qui signifie le « peuple » et fait écho au *minzoku*, son équivalent japonais. Ce concept prend forme à la fin du XIX^e siècle, et définit les Coréens comme une « race » à part issue du même « sang ». Il s'agit de se distinguer de l'opresseur nippon, en retournant contre lui ses propres armes. « Après la défaite du Japon, le régime nord-coréen a su rapidement capter ce patriotisme pour apparaître comme l'incarnation de l'identité nationale. Dans l'idéologie nord-coréenne, cette nation ethnique, dont la filiation remontait aux mythes fondateurs, allait se substituer au prolétariat en tant que sujet historique, et la révolution socialiste fut perçue comme l'épanouissement d'une Corée enfin indépendante », résume Philippe Pons, dans son ouvrage de référence *Corée du Nord. Un État-guérilla en mutation* (Gallimard, 2016). Le tour de passe-passe laisse l'Occident coi. Le régime a longtemps trouvé un intérêt à récolter le soutien de la gauche européenne en se drapant dans la bannière de la faucille et du marteau. À l'image de François Mitterrand, candidat socialiste allié au PCF, qui fit le voyage à Pyongyang en février 1981. « Le communisme n'est qu'un emballage du régime, qui est avant tout nationaliste », confirme le transfuge Lee Yun-keol.

Mais la propagande brouille volontairement les pistes pour maintenir ce paravent progressiste sur la scène internationale, comme le révèle le décalage entre le contenu en langue coréenne et sa traduction en anglais. Les exaltations les plus radicales à la gloire du « sang » et de la « race la plus pure » sont généralement cantonnées à l'usage national. Les communiqués en anglais de la KCNA, l'agence officielle de presse, insistent quant à eux à l'envi sur le lexique « socialiste », dénonçant les « impérialistes » et leurs alliés « fantoches ».

De même, l'obéissance aveugle aux ordres, encapsulée par le terme *soyol*, régulièrement usité en Corée du Nord, ne serait pas l'héritage d'une tradition ancestrale coréenne forgée par le confucianisme, mais le fruit d'un demi-siècle de colonisation par le Japon militariste. Le mot vient du japonais *sereitsu* et signifie « le respect absolu pour la hiérarchie et les grades ». Le régime reposerait donc davantage sur une mise au pas martiale que sur la soumission confucéenne aux anciens. Cette filiation nipponne et militaire reste taboue, à Pyongyang comme à Séoul. On préfère encore évoquer la vague influence du confucianisme, plutôt que de rappeler celle de la colonisation japonaise. Cette dernière, souvent décrite comme un « viol » dans la littérature coréenne, n'a pas été digérée. Et son héritage ambivalent est encore loin d'être assumé. Aussi, le respect atavique des Coréens pour l'autorité demeure un sujet sensible des deux côtés des barbelés de la DMZ. Et le confucianisme a bon dos !

C'est au fin fond de la forêt subtropicale de Kyushu, la grande île méridionale du Japon, que j'ai retrouvé les indices du chaînon manquant. À

l'occasion d'un reportage sur les pilotes kamikazes de la Seconde Guerre mondiale, je me suis retrouvé sur une petite route provinciale bordée de bambous luxuriants et débouchant sur un mémorial. Au milieu de cette campagne agitée par les orages de la mousson naissante, j'ai perçu des réminiscences de la propagande nord-coréenne. Le musée de la Paix de Chiran est un lieu dédié à ces jeunes hommes, parfois adolescents, qui s'envolèrent vers la mort dans un geste désespéré de l'armée impériale d'Hirohito, prise à la gorge par l'armada américaine dans le Pacifique. Les photos et lettres à leurs mères ou fiancées, conservées comme des reliques, sont poignantes. « Ma chère Chieko, ne pense plus à moi. Je n'existe plus dans le monde réel. Mais laisse-moi t'écrire une dernière fois mon désir... J'ai quand même sacrément envie de te serrer dans mes bras », écrit Toshio Anazawa, 23 ans, à sa promise, avant de décoller pour toujours. De cet endroit insolite, peu visité par les étrangers, se dégage une impression étonnante de douceur mélancolique. Plutôt que le fracas des armes, il exalte la « pureté » de ces âmes, prêtes à se sacrifier pour l'empereur. Les images de ces adolescents me rappellent les chérubins de la propagande nord-coréenne. À Pyongyang, le « peuple » coréen est également célébré comme « le plus pur », vierge de toute « souillure », et c'est pour conserver cet état virginal que le régime justifie sa fermeture.

Les vestiges de ce Japon révolu sont-ils un fil d'Ariane permettant d'approcher le mystère nord-coréen ? La population, infantilisée, bercée de contes réécrivant l'histoire du pays et condamnée au silence, aurait-elle développé un lien émotionnel authentique envers ses dirigeants « mères poules » ? Là encore, je pense à la fascination de Le Clézio pour les femmes coréennes, « capables de tout sacrifier pour leurs enfants ». Mais cette emprise ne signifie pas pour autant que l'individu a abdiqué, qu'il s'est noyé dans le tout. Sénri Nagasué, ancien kamikaze miraculé, m'a donné une idée des troubles qui déchirent les adolescents nord-coréens derrière leur apparence lisse et robotique : « Pendant la journée, j'étais motivé avec mes camarades, mais le soir, dès que je me retrouvais seul dans le dortoir, le doute m'envahissait. Je ressentais une émotion viscérale : je ne voulais pas mourir. » Dans sa cuisine de la banlieue de Fukuoka, une bière Kirin à la main, il m'a montré son livre de souvenirs et son album photos. C'était la première fois qu'il partageait ainsi son intimité avec un *gaijin*, un étranger. Sur les clichés en noir et blanc, il affiche un air fier, installé dans son cockpit, surmonté d'un casque de cuir de l'aéronavale. Pourtant, « il était impossible de partager cette peur, d'émettre la moindre réserve », me confie *a posteriori* le vieil homme.

À Pyongyang, il est encore aujourd'hui interdit d'exprimer sa peur. Lors de ma première visite dans la capitale nord-coréenne, j'avais eu l'occasion de

croiser un groupe de jeunes soldats marchant au pas de l'oie aux abords d'un immense stade. Longilignes, muscles tendus sous l'uniforme, regards hallucinés, joues rosies. J'avais eu des frissons lorsqu'ils avaient frôlé notre groupe d'Occidentaux. Jamais je n'ai ressenti une telle virilité martiale, exaltée et fanatique : ces guerriers me semblaient prêts à avancer sans broncher à travers un mur de flammes. J'avais pensé que si une nouvelle guerre de Corée se déclenchait, le conflit serait de nouveau effroyable et ferait écho, d'une façon tragique, aux kamikazes japonais. « Pour les Occidentaux, la vie vaut plus que tout. Mais pour les Japonais, la mission passe en premier », explique Katsuro Ueno, directeur du musée de la Paix. Le bâtiment est construit sur une ancienne base aérienne près de Kagoshima, d'où 439 pilotes ont décollé, sans jamais revenir. « La soumission fait partie du caractère japonais », a ajouté Masako, la fille de l'ancien kamikaze Sénri Nagasué, en épluchant des carottes. Peut-être que l'obéissance nord-coréenne est une lointaine réminiscence de cette époque impériale.

À près de 90 ans, le vieillard a réussi à se libérer, au moins par la parole, pour me lancer un aveu inattendu : « Je me fichais du pays et de l'empereur. La seule chose qui comptait était de protéger ma famille. Je pensais que les Américains allaient les tuer. » Aussi, lorsque le 15 août 1945 ses supérieurs le convoquent, il craint pour sa vie. Contre toute attente, il apprend la capitulation de l'empereur, au lendemain de la bombe de Nagasaki. La nouvelle ne déclenche aucune larme chez le jeune homme, mais un immense soulagement. « Je me suis dit : je suis sauvé, je ne vais pas mourir. Je n'ai eu aucune hésitation », m'a-t-il confié.

Une telle épiphanie pourra-t-elle un jour bousculer l'assise du clan des Kim ? Certains veulent y croire et l'annoncent, comme Jang Jin-sung. « Le régime n'en a plus que pour cinq ans », m'annonce-t-il de sa voix calme, une lueur d'espoir dans le regard. Cette lueur est celle de ceux qui veulent se convaincre qu'ils ont raison, qu'ils vont enfin se trouver du bon côté de l'histoire. Il souligne la pénétration progressive des informations extérieures, comme s'il s'agissait là d'un élément décisif pouvant saper à terme l'emprise de la dynastie. Les feuillets sud-coréens que l'on se passe sous le manteau se trouvent désormais sans difficulté sur les marchés nord-coréens. Même les plus hauts fonctionnaires les regardent en secret. On y dépeint un Séoul opulent, constitué de voitures rutilantes et de femmes en minijupes. Cette Corée « augmentée » fait saliver les nouvelles générations, qui ont appris à se nourrir sans attendre la becquée de leur « mère ».

Le nombre croissant de transfuges de haut rang n'est pas pour autant corrélé à un affaiblissement de l'assise populaire du maréchal. « Du fait de la stratégie

de la terreur imposée au sommet de l'appareil par Kim Jong-un, les défections vont grandir, mais cela ne signifie pas qu'il y a une instabilité politique. Ne croyez pas que la population va pleurer sur le sort de quelques hauts cadres corrompus exécutés », pense Andreï Lankov. Au contraire !

Dans l'immense océan de béton de Séoul, Jang Jin-sung compte les points. Il veut croire que l'Histoire lui donnera raison. En attendant, il affirme ne pas regretter d'avoir franchi le rideau de fer. Malgré les difficultés d'intégration et le mal du pays, qui point parfois au sein de cette société ultracompétitive, le poète sait qu'il a gagné un bien inestimable : « Ici, je peux écrire les vers que je veux. »

Pyongyang style

« Vous n'avez pas peur de partir ? » me lance l'homme aux joues rosies.

Chemise à carreaux, cheveux grisonnants, Monsieur Ri m'attend dans le hall désert de l'hôtel, sur l'un des fauteuils capitonnés d'inspiration Louis XV, revisités par le kitsch chinois. Le sol en faux marbre forme un damier, brillant comme un miroir. À travers les baies vitrées, le crépuscule descend sur le ciel crayeux du quartier de Gongti. Notre homme est le représentant à Pékin de l'une des principales agences de voyages nord-coréennes. Il s'est déplacé en personne pour me délivrer le sésame que je négocie de pied ferme depuis des mois. Un visa bleu ciel estampé du sigle « DPRK », accompagné d'un *chollima*, le cheval mythique de l'imaginaire coréen, capable d'avaler des kilomètres à la vitesse de l'éclair.

Sa question me prend de court. Pour un officiel en charge du développement du tourisme dans le pays le plus isolé de la planète, il y a plus vendeur. Il faut admettre que l'actualité n'aide pas Monsieur Ri dans sa mission. Depuis quelques jours, les bruits de bottes sur la péninsule émeuvent de nouveau la presse internationale. Donald Trump agite la menace d'une « frappe préventive » contre la Corée du Nord, et vient même de dépêcher une armada guidée par le porte-avions à propulsion nucléaire USS Carl Vinson. Cet après-midi même, les télévisions du monde entier ont diffusé les images du défilé au pas de l'oie de l'Armée populaire de Corée, sous les yeux du « leader suprême » installé à la tribune qui surplombe la place Kim Il-sung. « Le sol tremble littéralement », s'est enflammé le correspondant de la BBC et camarade John Sudworth, en direct devant les tanks, ce 27 avril 2017. Les spécialistes en armement scrutent les images des nouveaux missiles intercontinentaux qui, selon la propagande, peuvent déjà atteindre le territoire américain. Véritable engin balistique intercontinental ou projectile Potemkine ? Peu importe. La défiance à l'égard du nouveau président américain est réelle.

« Et vous, qu'en pensez-vous ? Devrais-je avoir peur ?

— Non, bien sûr ! Trump montre ses muscles, il fait du cinéma. Mais il n'agira pas. Nous sommes déjà trop puissants, explique calmement Monsieur Ri. Nous pouvons frapper Séoul et les 300 000 Américains qui résident en Corée du Sud. Ils ne pourront pas fuir. Et nous avons même les moyens de frapper directement les États-Unis », ajoute l'homme aux tempes grisonnantes. Me voilà

rassuré.

J'ai regardé ces images belliqueuses depuis ma chambre d'hôtel. Après six années à Séoul, à pondre le même article au gré des tensions qui resurgissent comme les saisons, j'ai fini par me lasser de ces gesticulations. Chaque printemps – ou presque – c'est la même affaire. La Corée du Sud et l'armée américaine, forte de 28 500 GI's postés sur place en permanence, réalisent leurs exercices militaires ensemble. La tension monte d'un cran. Pyongyang crie à l'invasion et menace de noyer Séoul « dans une mer de feu ». Rien de tel pour exciter des rédactions en mal de sensations. Chaque année, les mêmes formules provocantes explosent avec les cerisiers en fleur avant que les soldats de l'Armée populaire de Corée soient réquisitionnés pour la moisson estivale.

Pourtant, cette fois, un parfum inhabituel plane sur la péninsule. Avec l'arrivée à la Maison Blanche de l'imprévisible Donald Trump, le spectre d'un réel conflit reprend forme. Et la crâne détermination affichée par le jeune maréchal à se doter coûte que coûte d'une force de frappe crédible inquiète même les experts les plus blasés. En particulier à Séoul, toujours techniquement en guerre avec sa rivale « socialiste », et à portée de l'arsenal de Kim Jong-un. « Nous allons bientôt avoir de sérieux problèmes ici », me confiait récemment Andreï Lankov.

« Ils sont tous les deux trop forts », enchaîne Monsieur Ri. Le petit homme cogne devant moi ses deux poings l'un contre l'autre pour illustrer son propos. J'imagine Donald Trump et Kim Jong-un l'un en face de l'autre, faisant les fiers-à-bras. La scène ne manque pas de couleurs. « Il n'y a qu'une solution : ils doivent se parler », conclut mon hôte, les lèvres pincées.

Monsieur Ri se lève pour mettre fin à notre discussion géopolitique de comptoir. Il en a déjà trop dit. Il sort de sa sacoche le précieux visa de « touriste » tant attendu. Toujours aussi cordial, il me souhaite un « bon voyage », et disparaît derrière le tourniquet automatique de l'hôtel. Dehors, il fait presque nuit.

Je repars donc pour de bon. Après plusieurs voyages au nord du 38^e parallèle, j'ai appris à garder mon calme durant les interminables négociations d'obtention d'un laissez-passer pour Pyongyang. Avec mon statut de journaliste, cela tient de la loterie. C'est seulement lorsque je tiens le précieux sésame entre les mains – en général, la veille du départ à Pékin – que je me projette enfin dans le voyage.

Direction Uniqlo. Un reportage, c'est d'abord de la logistique. Je m'achète quelques paires de chaussettes, pour compléter une garde-robe déjà fatiguée par dix jours passés sur les routes chinoises, de Shanghai à Shenzhen, située à l'extrême sud du pays. Je m'engouffre dans le centre commercial de Sanlitun

Village, au cœur de la capitale. L'empire de Xi Jinping ressemble au dernier bastion du capitalisme avant l'entrée au royaume des Kim. Puis je file dans la librairie voisine, pour un autre achat indispensable : un livre. À Pyongyang, les soirées peuvent être longues, reclus dans l'hôtel Yanggakdo. Et, même si ce n'est pas une obsession, je ne peux m'empêcher de penser, dans un coin de ma tête, que si l'on me coffre, mieux vaut avoir un peu de lecture. La sélection d'un ouvrage pour Pyongyang se fait par élimination : pas de livre politique ni géopolitique, sous peine d'être confisqué à l'aéroport. Après avoir hésité entre un roman noir philippin un peu glauque et un classique shakespearien, je jette mon dévolu sur un recueil de nouvelles caustiques d'un jeune écrivain indien. Le titre est alléchant : *I Am an Executioner* (« Je suis un bourreau »). C'est parfait.

D. m'attend dans une robe noire élégante, perchée sur ses talons Jimmy Choo. Un dîner de retrouvailles avant le grand saut. Comme toujours, elle observe le monde d'un rire espiègle, le regard détaché. Les gesticulations balistiques de Pyongyang animent les discussions de rue jusqu'à Pékin. « C'est un jour où il faut savoir courir vite », dit-elle en citant un de ces proverbes chinois qui ont l'art d'encapsuler d'un trait ironique le sens d'une situation. Les essais atomiques nord-coréens ont fait trembler la terre jusqu'en Chine voisine, déclenchant la colère des habitants du pays le plus peuplé du monde. Sur Weibo, on se gausse des « provocations » du ventripotent dirigeant nord-coréen. On s'agace de son insolence, qui défie l'empire du Milieu et révèle son impuissance. Sous la houlette du parti, la Chine est redevenue la deuxième puissance mondiale, mais elle semble incapable d'enrayer les incartades de ce garnement. Cela passe mal.

Comme la plupart des jeunes Chinois, D. n'a cure de la politique. Mais, contrairement aux autres, elle ne se noie pas dans la consommation. Son antidote se trouve dans l'art. Pourtant, ce soir, elle s'inquiète vraiment de mon sort. Que vais-je devenir une fois la frontière du fleuve Yalu traversée ? Le royaume ermite n'a pas volé ce surnom, qu'il revêt depuis le XIX^e siècle : il reste une énigme, même pour ses voisins. Dissimulant son inquiétude sous le rire plein d'esprit qui la caractérise, D. m'enlace avant de disparaître dans la nuit.

Outre les chaussettes et le livre qu'on emporterait sur une île déserte, partir en Corée du Nord exige des préparatifs spécifiques, tels que répondre à tous ses e-mails. Dans cette contrée coupée du monde, le fléau d'Internet n'a pas encore déployé ses rets. Une semaine de *digital detox* m'attend, et la perspective n'est pas pour me déplaire. Depuis quelques années cependant, les touristes étrangers ont l'autorisation de rester « connectés » à Facebook et autres esclavages durant leur séjour, en achetant à prix d'or une carte SIM 3G auprès de l'opérateur Koryolink. Poster un tweet de Pyongyang est du dernier chic. L'idée me semble

hérétique. Pour ma part, s'il est une chose que j'apprécie dans ce pays, c'est bien d'être loin de tout. D'ailleurs, n'est-ce pas le propre du voyage ? Cela l'était en tout cas jusqu'à l'arrivée fracassante de Steve Jobs et autres génies de l'hyperconnexion. Aujourd'hui, goûter à la solitude intérieure du nomade et s'ouvrir aux rencontres du chemin est devenu un défi.

Le terminal 2 de l'aéroport de Pékin apparaît déjà nimbé d'une atmosphère singulière, avec son allure de caravansérail socialiste, son architecture stalinienne et ses murs épais permettant de résister à toutes les saisons. Après avoir passé la nuit à boucler mes derniers mails et papiers, j'ai retrouvé Laurent, photographe et fidèle compagnon de voyage venu de Paris pour ce nouveau périple. Lui aussi a subi les remarques inquiètes de sa famille restée au bercail. « Mon père m'a envoyé un article de presse pour me mettre en garde contre les risques d'escalade militaire dans la région. Je lui ai répondu que je partais justement avec l'auteur de ce papier ! » s'amuse-t-il. Au guichet d'enregistrement d'Air Koryo, nous tendons notre billet imprimé comme au bon vieux temps. Et tout roule. Le doux parfum de l'aventure nous enivre un instant.

Mais l'excitation est de courte durée. À la porte d'embarquement, nous constatons que notre vol JS 152 pour Pyongyang n'est affiché nulle part. La passerelle débouche sur un tarmac désert. Alors, nous tendons l'oreille aux messes basses des passagers : le Tupolev n'a pas encore quitté son port d'attache en raison du mauvais temps... Déjà, le brouillard s'abat sur nous, au sens propre comme au figuré. La journée s'annonce interminable. Autant en profiter pour faire une sieste. Bien que je n'aie pas la moindre idée de l'heure de notre départ, j'ai cessé de répondre aux messages sur mon smartphone. Je me sens déjà dans l'autre monde. Mais lorsque le soir commence à tomber sur l'aérogare, je dois avouer que la perspective de passer la nuit dans un hôtel miteux de la banlieue pékinoise me rappelle de mauvais souvenirs. Monsieur Ri me rassure par téléphone : « Bien sûr que vous partirez ce soir ! »

La nuit a maintenant complètement enveloppé notre aquarium de verre. Un semblant d'animation aux abords de la porte d'embarquement me redonne espoir. Parmi les passagers, une jeune femme élégante, vêtue d'un tailleur noir et blanc imitation Chanel, un pin's rouge à l'effigie de Kim Il-sung épinglé à hauteur du cœur, plaisante au téléphone. De son insolente beauté sourd la confiance décomplexée des nouvelles élites nord-coréennes, si loin du cliché misérable véhiculé par l'Occident. Son chariot, surchargé de paquets et de sacs achetés en *duty free*, indique que commerce et socialisme savent aussi faire bon ménage au royaume du Juché.

À 23 h 30, après avoir avalé plusieurs sandwiches spongieux dans le morne café de l'aérogare, nous montons à bord du Tupolev 204-100 frappé de l'étoile

rouge. Les hôtes en uniforme bleu marine répartissent les quelques dizaines de passagers vers les fauteuils en cuir lie-de-vin. Sur le tarmac, la congestion endémique du ciel chinois nous contraint à une nouvelle attente interminable. Puis le biréacteur s'ébranle, accélère et s'arrache de la piste dans l'obscurité. Les écrans se déplient sous les compartiments à bagages et le spectacle commence. L'incontournable groupe féminin Moranbong nous offre son habituel concert sur une scène grandiose. Costumes blancs étincelants, jupes serrées et talons hauts, les musiciennes à la peau de porcelaine enchaînent des chants à la gloire du régime. Elles sont accompagnées par un orchestre de militaires en tenue officielle. Une rencontre détonante entre les chœurs de l'armée rouge et la K-pop sud-coréenne. Cette dernière a conquis l'Asie entière grâce à ses chorégraphies aussi osées que millimétrées. Le groupe Moranbong, du nom de la « colline de la Pivoine » qui domine Pyongyang, fut créé sous l'égide du jeune « leader suprême » afin de dépoussiérer les orchestres traditionnels, en s'inspirant du look beaucoup plus sexy des *girls bands* du Sud. Les premières performances à Pyongyang furent un choc. Et les chanteuses en minijupe et bustier ont achevé de bousculer le style frugal « socialiste ». Sans parler des Mickey Mouse et autres personnages de Disney, invités à monter sur scène ! Trop osé sans doute. L'orchestre défraie la chronique et disparaît des écrans, avant de revenir avec une apparence bien plus sage et militaire.

Les *girls bands* nord-coréens, dont les membres sont sélectionnés pour leur beauté, font rêver toute la péninsule. L'épouse du « leader suprême », Ri Sol-ju, est elle-même une ancienne chanteuse du groupe Unhasu. Par ailleurs, le Web chinois colporte la rumeur de vidéos salaces d'une chanteuse qui aurait été une ancienne conquête du maréchal, sans preuve aucune. La belle brune, Hyon Song-wol, aurait été l'amour de jeunesse de Kim Jong-un à son retour de Suisse, au début des années 2000, affirment des officiels sud-coréens. Une relation sans lendemain, interrompue par le veto paternel. *Voici* au pays des Soviets. À force d'entretenir le culte du secret, la Corée du Nord alimente les fantasmes, d'autant plus vivaces qu'ils sont invérifiables. Dans un monde où les médias sont avides de sensations fortes, la dynastie des Kim endosse à merveille l'habit du croque-mitaine. C'est ainsi que, en janvier 2018, Hyon Song-wol fait un retour fracassant sous les projecteurs, en menant les négociations pour la participation de la Corée du Nord aux jeux Olympiques de Pyeongchang. Un joli pied de nez aux tabloïds qui avaient annoncé son exécution.

Une voix grésille dans la carlingue : « Nous survolons désormais la patrie révolutionnaire du Juché. » Nous voilà sauvés ! À 1 heure du matin, les hôtes distribuent le traditionnel hamburger version Juché dans une barquette en plastique. Un morceau de steak haché froid et trop cuit, badigeonné de

mayonnaise sucrée et surmonté d'une salade frisée, le tout pris en étoupe dans du pain brioché. L'entrée dans le royaume communiste ressemble à un mauvais pastiche de l'Amérique capitaliste. La vérité est que les sanctions internationales forcent Air Koryo à supprimer des vols, faute de carburant, et à ne voler qu'en Tupolev, faute d'avoir le droit d'acheter des Boeing ou des Airbus. Et si des avions décollent régulièrement de Pékin en direction de Pyongyang, surchargés de produits d'importation nourrissant de juteux trafics, la compagnie nationale, déjà dans le collimateur des États-Unis, pourrait bientôt être clouée au sol.

Toujours de nuit, le biréacteur russe entame finalement sa descente et se pose le long du nouvel aéroport flambant neuf de Pyongyang. La silhouette stalinienne de l'ancienne aérogare, rendue célèbre par la couverture de la bande dessinée de Guy Delisle, n'est plus qu'un vieux souvenir. La capitale nord-coréenne est en pleine mutation, et l'aéroport en est l'emblème. À l'intérieur, le sol est ciré, lisse comme un miroir sous la lumière crue du plafond. Lors du passage de l'immigration, je suis accueilli par un officier en uniforme, coiffé d'une énorme casquette ronde. L'homme me regarde droit dans les yeux en s'emparant de mon passeport couvert de tampons. « *Is it you ?* » (« C'est vous ? »), m'interroge-t-il d'un ton martial en désignant ma photo. On se croirait dans un vieux film sur la guerre froide, où le premier test consiste à déstabiliser l'arrivant. Je passe l'épreuve finalement sans encombre, et retrouve le comité d'accueil, après une vérification du contenu de nos bagages.

Un van nous conduit en ville, et je scrute le paysage qui défile par la fenêtre. Pour ne pas attirer l'attention avec un carnet de notes, j'essaie de mémoriser tous les changements que j'observe depuis mon dernier passage. Après une vingtaine de minutes sur la familière route de campagne déserte et bordée d'arbres surgissent les lumières carrées des appartements sur les façades sombres. Je m'étonne de remarquer aussi de nombreux panneaux solaires posés sur les balcons. Malgré les pénuries, le réseau électrique semble avoir bénéficié de quelques améliorations depuis notre dernier voyage, deux ans auparavant. Nous arrivons devant l'immuable vaisseau de béton de l'hôtel Yanggakdo, où l'eau courante, le chauffage et l'électricité sont assurés aux touristes.

Un calme olympien règne sur la capitale, contrastant avec l'agitation de Pékin, où les médias s'affolaient le matin de notre départ de la dernière « provocation » des Kim. La veille, l'Armée populaire de Corée (APC) a testé un nouveau missile balistique, au mépris des résolutions de l'ONU qui lui interdit le recours à cette technologie. La nouvelle a tourné en boucle sur les télévisions, montrant des images de projectiles déchirant le ciel, dans une traînée de feu. J'ai même été réquisitionné pour faire une intervention sur Skype, depuis ma chambre d'hôtel à Pékin. Une triste vision du journalisme au XXI^e siècle, selon

laquelle il faut nourrir l'appétit insatiable de la machine crachant des informations en continu. L'engin, lancé depuis la base de Pukchang, au nord de Pyongyang, aurait explosé en plein vol au bout de quelques secondes, selon les militaires américains, qui surveillent chaque fait et geste de l'APC grâce à leurs satellites espions.

Mais, dès notre arrivée à Pyongyang, une autre réalité se met en place. Cette nation, en état de siège permanent depuis la guerre de Corée, ne semble guère ébranlée par les mises en garde des États-Unis. Nous sommes en l'an 106 de l'ère du Juché, et le régime trie méticuleusement les informations distillées à la population. J'en fais une nouvelle fois l'expérience. Tandis que les rédactions et les réseaux sociaux du monde entier s'alarment de l'explosion, Pyongyang reste muet. Ici, les médias – tous d'État bien entendu – occultent totalement le lancement de l'engin, et mon discret sondage auprès de rares interlocuteurs ne donne rien. S'agit-il d'une conspiration, ou n'ont-ils même pas connaissance de l'événement ? Je me heurte à des visages surpris, parfois curieux, qui confirment mon impression : ni guides ni passants n'ont entendu parler de ce lancement, et encore moins de son échec. Le régime ne communique que sur ses succès. C'est de bonne guerre.

Mais alors, que s'est-il passé ? Les Américains auraient-ils abattu l'engin en pleine ascension ? Depuis l'élection de Donald Trump, les scénarios les plus osés s'invitent, et le spectre d'une frappe américaine grandit. Je n'en saurai guère plus pendant le reste de mon périple. À Pyongyang, on se résigne facilement à rester dans le brouillard. Ce n'est que plusieurs mois plus tard, de retour dans le « monde réel », que j'apprends le fin mot de l'histoire. Et, comme souvent, je dois constater que la réalité est plus inquiétante encore que le fruit de notre imagination. Le scoop vient du très informé site *The Diplomat*. La veille de notre atterrissage, donc, un missile balistique à portée intermédiaire, le Hwasong-12, s'est victorieusement arraché du sol. Mais, à 70 kilomètres d'altitude environ, l'engin a soudain dévié de sa trajectoire, selon les renseignements américains. Il s'est alors écrasé à 40 kilomètres de son point de départ, sur la petite ville de Tokchon. Les images satellites témoignent de dégâts spectaculaires. Sur Google Earth, étonnamment, on remarque qu'un hangar et une serre sont endommagés. Saura-t-on un jour s'il y a eu des victimes collatérales ? L'incident donne des sueurs froides. Que se serait-il passé si, par une malencontreuse erreur de trajectoire, le missile avait atteint un pays voisin, tel que le Japon ou la Chine ? Même si, une fois la phase critique du décollage passée, les risques d'une déviation sont moins élevés, le danger n'est pas négligeable. D'où la décision d'Air France de modifier l'itinéraire de son vol Tokyo-Paris AF 293, après le crash inopiné d'un missile dix minutes avant son

passage, et à une centaine de kilomètres de sa trajectoire. Cependant, les chances qu'un missile frappe un avion de ligne sont jugées aussi infimes que « la chute d'une météorite », me rassure un responsable de la sécurité de la compagnie aérienne.

Durant toute cette semaine printanière, règne à Pyongyang un calme étonnant. Au parc Moran, ce dimanche, les familles viennent pique-niquer sous les pins. Après un barbecue de porc grillé, on se met à danser au rythme de la musique crachotée par des transistors, dans une ambiance de kermesse bon enfant ! On descend au goulot des bouteilles en plastique remplies de bière Taedonggang et d'alcool de riz. Un spectacle d'insouciance fort éloigné des menaces de « guerre totale » lancées par Washington 48 heures auparavant, et relayées par une speakerine vêtue d'un *chogori* sur les écrans de la télévision d'État. « C'est toujours la même chose. À chaque fois qu'un nouveau président américain arrive, il nous menace, et puis, finalement, rien ne se passe », explique avec une pointe d'ironie Monsieur Oh, notre guide officiel.

Plus haut sur la colline, à l'ombre d'un pavillon, des couples virevoltent. Tandis que les hommes portent la veste olivâtre inspirée du style de Kim Jong-il, les femmes exhibent des couleurs chatoyantes, des rouges éclatants, des sacs à main imités des modèles de Chanel. Et, naturellement, tous arborent sur la poitrine le petit pin's de rigueur à la gloire de leur dirigeant. Au bord de la piste, une jeune femme en tailleur sombre et talons hauts capture avec son smartphone les traces d'un passé déjà en train de s'estomper. Avec son compagnon tiré à quatre épingles, lunettes de soleil Aviator sur le nez, ils incarnent les nouvelles élites de la capitale, ceux qui bénéficient du timide mais réel progrès économique.

Incontestablement, cette classe privilégiée goûte une douceur de vivre inédite, pendant que la propagande tambourine la menace d'une invasion « impérialiste ». La routine pour un régime qui puise sa légitimité dans cette schizophrénie permanente. Au zoo, des familles nourrissent de chips des ours déjà dodus et admirent le tigre du Bengale, dont une pancarte indique qu'il a été offert par le maréchal. La grande famine des années 1990 n'est-elle plus qu'un lointain souvenir ? Bien que la malnutrition touche encore 41 % de la population, selon un récent rapport de l'ONU, on observe le retour de la croissance économique depuis 2014. Le PIB par habitant a franchi pour la première fois la barre des 1 000 dollars, selon une étude du Hyundai Research Institute publiée en 2016.

« Faire du business à Pyongyang s'apparente au sexe dans l'Angleterre victorienne. Tout le monde le pratique, mais personne n'en parle », écrivent mes amis britanniques James Pearson et Daniel Tudor, dans leur excellent ouvrage

North Korea Confidential (Tuttle Publishing, 2015). Depuis les années 1990, le régime « socialiste », incapable de nourrir son peuple, tolère une économie privée de survie. Et celle-ci s'est muée ces dernières années en société marchande grâce à l'accumulation de capital. Les ruisseaux de cash font des rivières. Vingt ans plus tard, le petit entreprenariat s'est transformé en commerce, voire en société de consommation. Sur les larges avenues boisées, les mutations sont perceptibles à l'œil nu : vélos électriques de fabrication chinoise, taxis multicolores répartis sur six compagnies – toutes d'État bien entendu – et, comme tout pays en voie de développement qui se respecte, Pyongyang a désormais ses embouteillages. Les feux rouges remplacent de plus en plus souvent les célèbres « fliquettes » en uniforme bleu de Prusse qui orchestraient la circulation.

Pour la première fois, notre guide nous autorise à prendre en photo les boutiques du centre-ville, où il est même possible d'acheter une bouteille de Jack Daniel's. Puis il me lance une proposition inattendue : me faire couper les cheveux. Alors que nous sommes en train de visiter un complexe aquatique au look délicieusement rétro – encore un « cadeau » du merveilleux Kim Jong-un à son peuple –, mon guide m'ouvre la porte d'un salon de beauté, que l'on croirait sorti d'un film des sixties. Bien que l'aventure puisse paraître anodine, je ne peux réprimer une certaine nervosité. Vais-je finir rasé de près, sur le modèle du leader ? Les coupes présentées sur des photographies dans la salle d'attente ne m'inspirent guère confiance. Après une longue et très sérieuse discussion, nous tombons d'accord sur un compromis acceptable, me permettant de ne pas faire perdre la face à mon guide tout en sauvant ma tignasse. Ma coiffeuse n'a sans doute jamais vu de chevelure caucasienne et cache sa surprise sous un doux sourire. Enveloppé dans une charmante blouse rose bonbon, j'écoute mes cheveux tomber sur le carrelage. Puis, au moment de payer, à mon grand étonnement, la caissière me demande « 7 euros ». Je sors un billet de 10 euros et le lui tend. Sans broncher, elle le prend et me rend l'appoint. Ainsi, dans ce lieu improbable, peu ou pas du tout fréquenté par les étrangers, les devises étrangères semblent monnaie courante ! Un nouveau changement majeur. Lors de ma dernière visite, même le yuan était refusé hors des quelques magasins réservés aux touristes et diplomates.

Au café Sunrise, niché dans une récente galerie marchande, le décor viennois et l'atmosphère feutrée font oublier un instant les nuages belliqueux qui menacent la péninsule. Dans un angle, caché sous les lustres rococo, un jeune couple se dévore des yeux. Le nouveau rendez-vous des élites propose des *espresso macchiato* dignes d'une terrasse italienne pour 4,50 dollars. Tandis que l'établissement se vante d'utiliser des grains de café de la marque Starbucks, la

carte offre du Nutella et des cocktails B-52. Ironie mordante à l'heure des menaces trumpiennes.

Une autre révolution souterraine accroche le regard de mon photographe : celle de la mode. Le long des artères stalinienne, les stilettos battent le pavé. Au moment de la sortie des bureaux, sur l'avenue monumentale Ryomyong, tout juste inaugurée en grande pompe par le « leader suprême », les jeunes femmes rivalisent d'élégance dans la lumière du soleil couchant. « J'ai l'impression de voir le Séoul des années 1980 », me confiera ensuite Saimi Jeon, une styliste de Séoul, en feuilletant la série de photos publiées dans *Madame Figaro*. Le *Pyongyang style* : mélange unique de tenues vintage et de tendances venues d'ailleurs. J'observe des jeunes femmes en trench-coat dissimulant leur *chogori* bleu marine. L'imperméable beige Burberry est donc devenu un classique, ici comme à New York, Téhéran ou Paris. Un indice qui prouve que la jeune population urbaine a réussi à contourner la censure qui la coupe d'Internet, de Facebook et des télévisions étrangères. Si les tonalités sobres, du noir au beige, dominent au diapason de l'architecture, certaines passantes osent arborer des tailleurs rouge vif. Dans la bulle de la capitale, les femmes bousculent les codes, tandis que les hommes s'accrochent à ceux du pouvoir. La blouse sombre au col Mao, taillée sur mesure, reste l'uniforme de prédilection de l'employé modèle.

Impulsée par la jeunesse issue des « bonnes familles » de la capitale – celles qui côtoient le Parti des travailleurs et sont choyées par le régime, soucieux de s'attacher le soutien politique de ces élites –, la mode reste strictement encadrée par le pouvoir totalitaire. Celui-ci édicte par exemple aux jeunes femmes de passer du pantalon à la jupe le 1^{er} avril, sous peine de réprimandes. Pour faire respecter ce type de commandements vestimentaires, des « gardiennes de la morale » sont postées à chaque carrefour et n'hésitent pas à sermonner les récalcitrantes. Pourtant, peu à peu, cette gangue est bousculée par les nouvelles générations privilégiées, comme cet essaim de jeunes filles qui acceptent de poser avec un plaisir évident sur l'avenue de la Libération. Talons aiguilles, boucles d'oreilles, sac en bandoulière et téléphone portable à la main, ces lolitas me rappellent les jeunes Hongkongaises qui s'apprêtent comme des mannequins. Ce sont les mêmes qui bataillent pour être admises dans les meilleures écoles, en particulier l'université Kim Il-sung. À peine la séance photo terminée, elles se précipitent sur l'écran de l'appareil pour comparer leurs looks. L'esprit « socialiste » frugal attendra. Une scène inimaginable lors de notre dernière visite. Narcisse à Pyongyang ? La ville résiste néanmoins à une vague mondiale : le selfie. Alors que les smartphones sont déjà légion dans la capitale, je n'ai pas encore aperçu un tel geste durant mes périples. Y aurait-il un interdit par crainte de dérive individualiste ? Je guette le premier selfie nord-coréen comme une

épiphanie.

Si je m'attarde autant sur les apparences, c'est qu'elles révèlent une mutation socio-économique bien plus profonde, et initiée par les femmes. « Quand elles deviennent mères, les femmes ne sont plus obligées de pointer à l'usine ou au bureau comme les hommes. Cela leur permet de développer des commerces », m'explique un diplomate basé sur place. En effet, le long des avenues fleurissent des kiosques, en préfabriqué ou en dur, vendant boissons, yaourts et DVD, tenus par des femmes. Un paradoxe de plus au royaume du Juché. Celles qui ont de l'entregent deviennent même des femmes d'affaires averties et prospères. Ainsi, je discute avec Song Son-hui qui dirige plusieurs magasins d'optique et de souvenirs au pied de l'arc de triomphe, dont la hauteur dépasse celui de Paris. « De nos jours, du soir au matin, Pyongyang change de visage ! » s'exclame la patronne, qui est aussi l'épouse d'un ingénieur et héros de la révolution. Fière de son nouveau projet, elle m'expose l'ouverture prochaine du premier restaurant français de la ville ! Pour trouver des investisseurs, elle voyage régulièrement à Pékin et Shanghai, « une ville où il est si facile de rencontrer des partenaires commerciaux ». Alors que l'écrasante majorité de la population est interdite de passeport, Song Son-hui bénéficie d'un passe-droit grâce au poste de son mari.

Cette révolution entrepreneuriale féminine bouscule le rôle ambigu attribué aux femmes par le régime stalinien. Paradoxalement, le dogme « socialiste » lui a accordé des droits plus avancés que dans la Corée du Sud « capitaliste » aux mœurs conservatrices. « En théorie, la femme nord-coréenne est l'égale de l'homme. Mais elle doit être une *superwoman* : héroïne de la révolution, épouse fidèle et mère parfaite », avance l'anthropologue Benjamin Joinau, fondateur de la maison d'édition L'Atelier des Cahiers, et qui travaille sur ce dossier. Dans les faits, le *Songun* l'a cantonnée au rôle maternel, relais crucial pour transmettre l'idéologie aux futures générations. La marche vers la libération est encore longue. À l'image de la jeune Gumi, qui vient de décrocher un job à la nouvelle patinoire de Pyongyang. « Le maréchal est venu trois fois ici. Je rêve de faire une photo avec lui », me confie la jeune femme de 25 ans. Mais son avenir professionnel reste sous l'emprise matrimoniale. « Cela dépendra de mon mariage », explique Gumi. On retrouve donc le carcan du conservatisme de part et d'autre de la DMZ.

Grâce à la confiance tissée avec les accompagnateurs et l'appui d'un intermédiaire de l'ombre bienveillant, nous bénéficions d'un accès rare à la capitale. Au fil de nos voyages, il est même arrivé qu'on nous laisse marcher quelques centaines de pas en avant, au contact des habitants. Une « liberté » bien dérisoire vue d'ailleurs, mais si précieuse ici, en particulier pour un photographe. Surtout, l'attitude de la population a changé. Les regards fuyants d'autrefois ont

fait place à des sourires, et parfois à quelques mots d'anglais, bafouillés avec émoi. La peur des réprimandes s'est visiblement dissipée. Certes, nous sommes toujours des « aliens », mais nous suscitons depuis peu une curiosité aimable. « J'ai rencontré un étranger ! » s'écrie un bambin sous le regard amusé de sa mère, lorsque nous les croisons à un arrêt de tram. Un signal supplémentaire, qui confirme les transformations souterraines de cette société, moins monolithique et figée que ne l'assurent des clichés trop souvent ressassés.

Pour autant, le système continue de m'échapper. Chaque soir, nous rentrons à l'hôtel fascinés et déroutés. Que peut-on saisir de ce théâtre d'ombres qui nous est soigneusement présenté ? Quels éléments tangibles nous permettent d'analyser les transformations de ce pays ? « Pyongyang est une bulle où le régime investit massivement afin de s'assurer l'appui de sa population privilégiée », m'avait annoncé à Paris Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique et l'un des meilleurs experts de la question nord-coréenne en France. Un pacte politique tacite entre un dirigeant et ses 24 millions d'habitants. Les constructions spectaculaires de patinoires, centres aquatiques, nouveaux quartiers d'habitation et gratte-ciel rutilants sont la vitrine patriotique et populiste du « dirigeant suprême », qui a promis de développer en parallèle l'économie et la bombe, selon la stratégie *byungjin*, qui signifie « double poussée ». Mais impossible de pénétrer dans ces tours scintillantes. La réalité d'une population qui n'a toujours pas l'eau courante en journée, et manque de chauffage l'hiver, nous échappe encore. À Pyongyang, je ne fais plus du journalisme, mais de l'impressionnisme.

Le retour d'une timide croissance n'est pas un mirage orchestré par le pouvoir. Il est le fruit de la mobilisation de chaque individu, déterminé à améliorer son quotidien, voire à s'enrichir. Cette « révolution » silencieuse conduira-t-elle, à terme, à des transformations politiques ? Le marché va-t-il bousculer la dictature, comme l'espèrent et le croient les penseurs libéraux en Occident ? L'affaire fait débat chez les experts. « À court terme, la croissance est une bonne nouvelle pour Kim Jong-un. Mais, sur la durée, cela sape les fondements de son pouvoir », résume Cheong Seong-chang. Cette évolution offre des améliorations palpables, et surtout des perspectives de progrès. Autant de bonnes nouvelles pour des gouvernants, en démocratie comme en dictature. « Kim Jong-un est populaire car il offre à sa population la meilleure politique depuis des décennies : la croissance économique. Les Nord-Coréens retrouvent un horizon, et de l'optimisme », selon Andreï Lankov. À Pyongyang ou Chongjin, on est trop occupé à gagner de l'argent pour parler de politique, et encore moins de révolution. Même les réformes dans le secteur agricole permettent désormais aux fermiers de tirer profit de leur surplus. Une mesure qui

rappelle celle qui avait été lancée en Chine par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, et qui fut à l'origine de l'extraordinaire décollage chinois.

Sur la durée, cependant, l'enrichissement de la population affaiblit mécaniquement l'emprise totalitaire du régime. Les individus s'émancipent du parti de la « mère nourricière », grâce à des bénéfices gagnés à la sueur de leur front. La croissance capitaliste conduit à l'autonomie individuelle, menaçant le culte d'un leader « maternel » et protecteur. Surtout, l'amélioration des conditions de vie et l'appétit du gain donnent inéluctablement naissance à de nouvelles attentes. Le consumérisme déclenche une cascade de désirs et d'aspirations qu'il sera de plus en plus difficile à étancher. Le jeune Kim Jong-un semble déjà engagé dans cette course au bien-être, avec la multiplication des infrastructures de loisirs notamment. J'ai été stupéfait de visiter un complexe aquatique géant au cœur de la ville. Piscine à vagues, toboggans gigantesques, le tout d'une propreté impeccable et agrémenté d'une cafétéria du dernier chic. De quoi donner un sérieux coup de vieux à l'Aquaboulevard parisien de mon enfance. À l'entrée, une stupéfiante statue colorisée et grandeur nature de Kim Jong-il, tout sourire et vêtu de son uniforme militaire, accueille le visiteur sur une place couverte de sable. Le général, « mère de toutes les mères », veille à l'épanouissement de ses concitoyens ! En effet, ces infrastructures ne sont pas réservées à une infime élite. Le « communisme » version faste.

Combien de temps le régime peut-il continuer de tenir sa population à l'écart du monde et satisfaire ses désirs grandissants ? Car les tentatives pour contourner la censure et accéder aux informations interdites se répandent dans les différentes strates de la société. Au *jangmadang* – le marché – se vendent sous le manteau des clés USB contenant des séries télévisées du Sud. Une innovation technologique cruciale. Minuscules, pouvant receler une très grande quantité d'informations et d'images, faciles à cacher en cas de descente de la police, elles prolifèrent à l'intérieur du royaume. Autrefois, les forces de l'ordre avaient une technique imparable pour pincer les habitants en pleine séance de visionnage de films clandestins. Il suffisait de couper l'électricité avant de perquisitionner les appartements : faute de courant, le disque restait coincé dans le lecteur et devenait une pièce à conviction. Désormais, au moindre bruit suspect, la clé USB peut être arrachée de l'ordinateur et camouflée ou jetée par la fenêtre, me racontent les transfuges.

La nouvelle génération découvre avec enthousiasme ces dramas à l'eau de rose, qui ont déjà conquis toute l'Asie. Produits à Séoul, ces films fascinent autant pour leur scénario romantique que pour leur décor et le style des comédiens. « On était frappés par le nombre de voitures qui circulent dans la rue. Il y en a tellement ! Ça ne peut pas être tourné dans un studio, c'est forcément la

réalité », raconte une jeune dissidente, interrogée dans un documentaire passionnant, *The Jangmadang Generation*, présenté en janvier 2018 par l'ONG Liberty in North Korea (LiNK). Le look des actrices de Séoul influence les coupes de cheveux et le style vestimentaire des Nord-Coréennes jusqu'en province, raconte cette jeune fille ayant fui le pays récemment.

La guerre de l'information fait rage, au point que le transfuge diplomate Thae Yong-ho recommande à l'administration Trump, lors d'une audition devant le Congrès américain en 2017, de miser sur celle-ci plutôt que sur l'arme militaire pour bousculer le régime. Il n'est pas anodin que le « leader suprême » en personne ait annoncé une « offensive révolutionnaire pour éradiquer les pratiques non socialistes » dans la société, à l'occasion d'une conférence avec les chefs de cellule du Parti des travailleurs, en décembre 2017. Un tel discours nous éclaire sur la bataille qui se joue en coulisses entre le régime et la nouvelle génération, plus distante envers le moule totalitaire.

Derrière ce bras de fer émerge l'éternelle rivalité Nord/Sud, avec pour enjeu la domination politique de la péninsule. « Ce n'est pas grave que la population sache que l'on vit mieux en Chine ou aux Etats-Unis, ce sont des pays étrangers. En revanche, c'est un vrai problème si elle découvre que les conditions sont meilleures en Corée du Sud, car cela sape la légitimité du régime », analyse Andreï Lankov. D'où le rôle toujours implacable de la censure et le maintien du pays sous cloche. Une schizophrénie fondatrice sur laquelle le troisième des Kim joue pleinement.

Celui-ci peut-il maintenir son emprise idéologique sur les esprits au XXI^e siècle ? Son voisin et grand frère chinois semble y parvenir pour l'heure, mais avec une méthode bien plus ambitieuse : Pékin a embrassé les nouvelles technologies pour mieux contrôler sa population. Ainsi, en Chine, chacun a accès à Internet, mais le réseau est tronqué et surveillé par la « grande muraille de la censure ». Seule la puissance de poids lourds technologiques tels que Tencent et Alibaba permet cette prouesse. La petite Corée du Nord n'a pas ce luxe et fait donc le choix de tout bloquer. Pour compenser ou prévenir cette frustration numérique, Kim Jong-un offre un ersatz de Toile à ses citoyens grâce aux smartphones, dont le nombre d'utilisateurs a dépassé les 3,5 millions depuis la mise en place du réseau, établie par le géant égyptien Orascom, en 2002. Depuis cinq ans, le chiffre a triplé. À Pyongyang, on voit autant de passants rivés à leur téléphone portable qu'à Tokyo ou à Londres. Mais les smartphones et les ordinateurs n'ont accès qu'à un gigantesque intranet, totalement contrôlé par le pouvoir. La population est cantonnée à des messageries et applications locales, bien que clairement inspirées d'ailleurs, comme l'appli de beauté Bomhyanggi.

Cet écosystème unique au monde se développe donc en vase clos. La high-

tech version Juché, portée par de jeunes ingénieurs sortis de la Pyongyang University of Science and Technology. Les plus doués d'entre eux rejoignent les rangs de la redoutable unité de piratage, qui dénonce les services du Sud et de Washington. Ces mains de l'ombre sont accusées régulièrement d'attaques en règle contre les sites gouvernementaux ou les banques à Séoul. Même la société Sony a été menacée par les hackers nord-coréens, en représailles à la production du film hollywoodien *The Interview*, ridiculisant le régime. Pire, Washington soupçonne Pyongyang d'avoir détourné 81 millions de dollars en ligne de la banque du Bangladesh, d'un simple clic. Ces accusations, difficiles à vérifier dans le monde souterrain du *Dark Web*, planent néanmoins comme une menace asymétrique.

Même si le jeune Kim Jong-un risque d'être débordé par l'afflux d'informations venant de l'extérieur dans les années à venir, son avenir politique n'en est pas pour autant condamné. L'exemple chinois vient contredire la thèse occidentale longtemps prédominante : le décollage de la Chine n'a pas entraîné mécaniquement une demande de liberté politique des nouvelles classes moyennes. Alors que l'empire du Milieu redore son blason, Xi Jinping, désormais président au mandat sans limite, impose une reprise en main idéologique sans précédent depuis Mao, et ne rencontre guère de résistance, pour l'heure. La démocratie libérale n'a plus le vent en poupe, en particulier dans l'Asie émergente. De quoi donner de l'espoir au leader nord-coréen, qui se projette sur le long terme. D'autant que ces nouvelles classes moyennes ne se retourneront pas nécessairement contre leur dirigeant, aussi autoritaire soit-il. Par intérêt bien compris. « Ces hommes d'affaires et marchands savent qu'en cas de réunification de la péninsule, ils perdront tout au profit des riches Sud-Coréens ou de Samsung. Kim Jong-un est le meilleur rempart protégeant leur rente commerciale », analyse Andreï Lankov. Les grands *chaebols*, les groupes industriels sud-coréens, sont à l'affût. Ils rêvent d'une nouvelle frontière économique offrant une main-d'œuvre corvéable à merci et parlant leur langue. Pour eux, la Corée du Nord est un marché où il faudra investir dès que celui-ci daignera s'ouvrir.

Toutes ces idées s'entrechoquent dans mon esprit tandis que je sillonne la nouvelle Pyongyang à bord de notre minibus. Les contrastes sont saisissants. Le quartier des buildings, que l'on surnommait « Dubaï » il y a quelques années, a déjà pris un coup de vieux comparé aux nouveaux immeubles aux formes arrondies et audacieuses, bâtis à la va-vite par des militaires réquisitionnés. Dans un restaurant scintillant, je déguste un steak d'autruche, tandis que des chèvres broutent au pied de l'immeuble. Et même dans les appartements les plus récents que j'ai pu visiter, les coupures d'eau sont fréquentes.

Après sept jours à tâtonner dans ce labyrinthe déroutant, je ne suis pas mécontent de rentrer à l'air libre. Au moment des adieux avec nos accompagnateurs, des liens presque amicaux se sont tissés et nous nous embrassons chaleureusement. Même si je perçois une pointe de soulagement de part et d'autre. Pour eux, notre départ signe la fin d'une longue semaine de tensions. Heureusement, tout s'est bien passé : les « visiteurs » que nous sommes ne les ont pas acculés dans des situations intenable. J'avais vu par le passé l'un de mes guides pleurer après l'incartade d'un journaliste dont il était responsable. Il savait qu'il paierait cher le coup d'éclat de cet Occidental venu jouer les héros à Pyongyang. La pression que subissent ces individus est inconcevable pour nous, heureux habitants de sociétés « libres » et si bons donneurs de leçons.

Pour notre part, le soulagement est lié au plaisir de retrouver bientôt notre autonomie, voire de simples moments de solitude. La dernière haie qui nous sépare du monde extérieur est le passage de l'immigration. Les battements de mon cœur s'accélèrent. Comme si notre imagination trop fertile lançait des signaux de détresse : les choses peuvent encore mal tourner. C'est ici en effet que fut arrêté le jeune Otto Warmbier, cet étudiant américain parti faire la bringue à Pyongyang. Il avait eu le malheur de décrocher une affiche de propagande dans les couloirs de son hôtel, lors d'une nuit de beuverie de Saint-Sylvestre. Une faute fatale. Retenu à l'immigration, le jeune homme n'a pas pris l'arrestation au sérieux devant les rires de ses amis. Mais il a réalisé trop tard le sacrilège qu'il avait commis aux yeux d'un système fondé sur une religion. Il fut condamné à quinze ans de travaux forcés. Ses camarades ne l'ont jamais revu. On ne plaisante pas avec l'image du régime. Collision frontale entre une jeunesse occidentale, sans repères historiques bien qu'ultraconnectée, et une théocratie politique, dont la puissance et le fonctionnement me font penser à un dinosaure du dernier millénaire. Ce drame illustre le fossé qui sépare l'Amérique de son nouvel ennemi numéro 1. Quand Otto Warmbier a finalement été libéré, en juin 2017, il flottait dans le coma. Rapatrié dans l'Ohio, il est mort quelques mois après, dans les bras de ses parents.

Je tends mon passeport à l'officier coiffé de la même casquette qu'à mon arrivée. Il l'ouvre, me regarde dans les yeux et me le rend avec un sourire rassurant. Tout va bien. Il est temps de siroter un cappuccino dans la salle d'embarquement. Nous nous attablons avec mon camarade photographe à la très chic brasserie de l'aéroport, qui me paraît être un ultime clin d'œil à la planète globalisée. À l'extérieur, la longue piste d'asphalte est déserte. C'est assis au bout de ce tarmac que le maréchal testera bientôt un missile balistique capable de menacer l'Amérique. Un couple d'expatriés occidentaux compte les minutes avant le décollage. Ils sont visiblement à cran, après de longues semaines dans la

« bulle » de Pyongyang. « Tout est faux ici », soupire la jeune femme. Ils se réjouissent de pouvoir aller prendre enfin une douche chaude dans un hôtel à Pékin et goûter aux menus plaisirs de la vie « libre ». Pékin la polluée m'apparaît soudain comme un bol d'air pur.

Enfin, le Tupolev à moitié vide s'ébranle pour s'élever au-dessus des collines pelées. Sur l'écran, l'indispensable concert des Moranbong reprend ses droits. Et bientôt, la voix d'une hôtesse annonce que nous quittons la patrie du Juché. Un simple rite de passage. Comme une dernière épreuve, nous subissons alors de violentes turbulences. Enfin, l'aéronef se pose en douceur sur la piste, sous le ciel blanchâtre de Pékin. L'immense terminal 3 au toit en écailles de dragon surgit dans la brume traversée de faibles rayons de soleil. L'avion s'immobilise aux côtés d'un engin de la Korean Air, paré pour Séoul. Si loin, si proche. La porte s'ouvre. Tandis que l'ensemble des passagers sortent leur téléphone pour se « reconnecter » au monde, j'ai un geste d'hésitation. La paix du royaume ermite me manque déjà.

L'empereur courroucé

À Shanghai, les platanes aux troncs tortueux de l'ancienne concession française s'imprègnent d'une couleur mordorée. Dans quelques jours, l'hiver triomphera. Dans cette ville de 23 millions d'âmes, presque aussi peuplée que la Corée du Nord, l'ombre des Kim est fugace. Quelques restaurants nord-coréens ont pignon sur rue, où des serveuses en *chogori* accueillent les clients. Mais leur avenir s'inscrit désormais en pointillé, car Pékin vient d'annoncer la fermeture de toutes les entités nord-coréennes à travers le pays, en cette année 2017. Une nouvelle sanction prise à l'encontre de son turbulent allié, sous la pression des États-Unis. Les relations entre l'empire du Milieu et Pyongyang s'enveniment, et je décide de me rendre à la frontière, en ancienne Mandchourie, pour y voir de plus près.

Les croupes montagneuses boisées de sapins se découpent sous l'aile argentée de l'Airbus A320. Un paysage grandiose et onirique, animé de nuages mouvants, comme seules les traversées aériennes peuvent offrir. Dans cet entre-deux méditatif, les souvenirs de mon premier voyage à Dandong me reviennent en mémoire. J'avais laissé la fournaise de Pékin, au creux du mois d'août 2012, pour le Nord, lorsque la Chine voit enfin se profiler le répit de l'automne après deux mois de moiteur accablante. Par le hublot, j'avais découvert, émerveillé, les confins du territoire chinois, dans la lumière brutale de l'après-midi. Rarement une frontière n'est aussi visible à l'œil nu que depuis le ciel. Le fleuve Yalu serpente langoureusement vers la mer Jaune, séparant les deux nations. Rive droite, l'immense empire du Milieu vient s'échouer sur les marges rudes de la Mandchourie, fouettées par des vents glacés l'hiver et par une lumière ocre l'été. La ville de Dandong et ses 2,4 millions d'habitants, parqués dans des gratte-ciel aux vitres teintées, semblent prêts à déborder sur le rivage opposé. La nuit, les néons tapageurs des KTV, ces karaokés typiques des villes chinoises fleurant la prostitution, scintillent, comme un défi lancé à l'obscurité de la rive gauche, plongée dans le silence et le noir. Ici commence le royaume des Kim, avec ses prairies mornes et ses hangars délabrés. Sur la berge, des enfants en guenilles, les joues rougies, courent entre les pêcheurs. Reliée à Dandong par un vieux pont d'acier branlant, Sinuiju est la porte d'entrée de la Corée du Nord.

À l'orée de l'hiver, la lumière est plus rasante sur les nuages, qu'elle irise d'une dorure rosée. Le nouvel aéroport a supplanté la fragile cahute qui servait

de terminal lors de ma dernière visite. En cinq ans, le développement de la Chine a encore bondi, à coups d'investissements massifs du pouvoir central, jusqu'à cette province périphérique du Liaoning. Le crépuscule est proche ; la température déjà en dessous de zéro. Sur le parking balayé par le vent, le chauffeur de taxi me réclame une somme exorbitante pour rejoindre le centre-ville tout proche. Je n'ai guère le choix.

Je ne suis pas seulement frappé par le changement de climat. Une atmosphère plombée pèse désormais sur cette ville-frontière, que j'avais découverte en pleine expansion à l'été 2012. À l'époque, la Chine convoitait la Corée, investissant des milliards de yuans en usines, projets immobiliers et infrastructures. À dix kilomètres au sud de Dandong, j'avais visité avec effarement une ville nouvelle, surgie du néant au bord du fleuve. Ses gratte-ciel et ses villas offraient une vue imprenable sur le pays le plus isolé du monde. Planté au cœur de cette cité idéale, programmée pour accueillir 400 000 habitants, le siège de verre de la Dandong Commercial Bank tenait plus de Hong Kong que de la Mandchourie, chère à Corto Maltese. Aujourd'hui, la tour vacille dans la cité fantôme, vide comme seule la Chine en a le secret. Et l'avenir de cette banque est en pointillé, depuis qu'elle a été placée sur la liste noire des sanctions américaines, accusée d'avoir servi d'intermédiaire aux trafics de Pyongyang.

À une encablure de là, un immense pont suspendu joue de la harpe avec le vent glacé. Les vertigineux montants blancs de l'ouvrage enjambent avec élégance les trois kilomètres du fleuve Yalu. Je me souviens de l'émergence des premiers piliers de béton, comme une promesse de conquête au-dessus des eaux grises. Ce pont autoroutier, désormais terminé, relie la Chine à son voisin, mais pas un véhicule ne l'emprunte. Ici, l'ambitieuse « nouvelle route de la Soie » du président chinois Xi Jinping se termine en cul-de-sac. Alors que le nouvel empereur rouge tisse sa toile à travers l'Eurasie, déployant autoroutes et chemins de fer, il bute sur sa frontière nord-est, à l'endroit de son allié « communiste ». L'inauguration de ce pont, chiffré à 350 millions de dollars, était prévue en 2014, mais n'a jamais eu lieu, faute d'accord avec Pyongyang, qui n'a pas versé sa contribution financière. Le différend politique a mis en échec la stratégie d'« enveloppement » poursuivie par Pékin ces dernières années. La Chine espérait museler son turbulent voisin grâce à l'intégration économique. L'ouvrage devait remplacer le vieux « pont de l'Amitié » situé au centre de Dandong, plaque tournante des échanges transfrontaliers par où transite, aujourd'hui encore, plus de 70 % du commerce nord-coréen.

Les sanctions imposées par la Chine, sous la pression de Donald Trump, frappent de plein fouet cette ville périphérique qui se rêvait en nouvelle frontière

de la deuxième économie mondiale. La fuite en avant nucléaire de Kim Jong-un et les tweets menaçants du président américain ont assombri les perspectives économiques de cette agglomération où vient s'achever la Grande Muraille. « Autrefois, les investisseurs voyaient un grand avenir pour la région. Mais, depuis que les tensions s'exacerbent, ils se retirent », constate, dépité, le patron d'un bar situé près du fleuve, où les boutiques de souvenirs vendent du *kimchi*.

Depuis octobre 2017, le port de Dandong est en défaut de paiement d'une obligation de 150 millions de dollars, en raison de l'interdiction d'importation de charbon nord-coréen, décrétée par Pékin en février de la même année, sous la pression de l'ONU. Le consortium vivait majoritairement de l'exportation des riches minéraux, réputés pour leur qualité et leur prix défiant toute concurrence. Une manne que le Japon avait su mettre en valeur lorsqu'il régnait en maître sur la péninsule, entre 1910 et 1945. « Les affaires deviennent très difficiles. Depuis le début de l'année, j'essaie de ne pas perdre d'argent », confie Madame Kim, patronne d'une PME d'import-export spécialisée dans le commerce avec Sinuiju. Cette femme d'affaires, issue de l'importante minorité coréenne peuplant la province chinoise du Liaoning, usait de sa connivence linguistique et culturelle pour sceller de fructueux contrats avec les officiels nord-coréens. C'était une époque dorée. Depuis, elle a dû abandonner son bureau de trois pièces avec pignon sur rue, ainsi que ses employés, pour se replier dans un local miteux au fond d'une ruelle, en attendant des jours meilleurs.

Pour la première fois, la Chine semble appliquer avec sérieux les sanctions internationales infligées contre son protégé historique. Même les usines de textile employant des ouvriers nord-coréens, main-d'œuvre peu chère et corvéable à merci, sont contraintes de mettre fin à leurs contrats d'ici la fin de l'année 2018, selon les sources que je consulte à Dandong. En maraude dans un taxi, je me rends dans une fabrique textile en périphérie de la ville, sise au sommet d'une colline. Le jour se lève à peine quand j'arrive dans une cour déserte, où quelques ouvrières surgissent d'un bâtiment. « Interdiction de filmer ou de photographier sur 500 mètres », annonce un panneau à l'entrée. Qui sont ces travailleuses ? L'afflux de main-d'œuvre nord-coréenne vers les usines chinoises explosait lors de ma dernière visite, au moment où les coûts de production s'envolaient en Chine. Ces employés se trouvaient doublement captifs : à la fois soumis aux patrons chinois et au régime nord-coréen. Ce dernier parquait ses ouvriers coupés du monde dans des dortoirs, séparés de la masse chinoise. Un accord gagnant gagnant, selon les autorités pékinoises : tandis que le régime récupérait de précieuses devises, sa population ne risquait pas d'être « contaminée ». Et les entreprises du Liaoning musclaient ainsi leur « compétitivité »... Cet échange de bons procédés n'est plus au goût du jour. La

main-d'œuvre nord-coréenne a été remplacée par des ouvriers des provinces chinoises.

Deux autres produits d'exportation rapportaient d'importantes devises, notamment à l'Armée populaire de Corée : la crevette et le crabe. Le long des côtes de la mer Jaune, les militaires nord-coréens, mais aussi une nouvelle classe d'entrepreneurs, ont développé des fermes d'élevage de crustacés, dont la clientèle chinoise est particulièrement friande. Un business lucratif, dont Dandong est, là encore, la plaque tournante. Les fruits de mer ont été récemment ajoutés à la liste noire des marchandises nord-coréennes frappées d'interdiction par Pékin. Mais les sanctions sont-elles réellement appliquées, ou bien s'agit-il d'une manœuvre chinoise à l'égard de l'administration Trump ?

Il est légitime de se poser la question. Pendant des années, le régime chinois a mené un double jeu. J'en avais eu la preuve lors d'un reportage dans le Jiangsu, à deux heures de Shanghai. J'étais parti visiter une usine fabriquant des « articles de sécurité ». Un doux euphémisme pour décrire des instruments de torture, comme des bâtons électriques ou des matraques cloutées, que « l'usine du monde » exporte aux quatre coins de la planète, au mépris des règles internationales. Un rapport accablant d'Amnesty International le confirmait. Un supermarché de la répression. Pour enquêter sur ce sujet sensible, j'avais – et ce fut l'une des rares fois de ma carrière – choisi de cacher mon identité, en me faisant passer pour un acheteur potentiel. Je me souviens de ma rencontre avec le vénérable patron. L'homme m'avait reçu autour d'une immense table ovale. Au-dessus de lui, une tête de buffle, en bois sculpté et accrochée au mur, me surveillait. Sourire avenant, belle prestance, l'homme était même lettré. « J'enseignais la littérature dans ma jeunesse », expliquait le fondateur d'Anhua. Cette vocation s'était évanouie quand il fut recruté par l'Armée populaire de libération (APL).

« Quand le monde va mal, c'est bon pour nos affaires ! Nos destinations les plus populaires sont le Moyen-Orient et l'Afrique. Ils ont de l'argent et une situation très instable », résumait mon hôte, l'œil malin. « Je vends des canons, des courts et des longs... » aurait ironisé Boris Vian. Oubliez l'image du marchand d'armes bedonnant tirant sur son cigare. Le filiforme Monsieur Ma, engoncé dans sa parka austère de cadre, sirotait son thé avec des gestes lents. Sans se départir de son flegme, il exhiba son tableau de chasse : des accords récents conclus avec le royaume du Maroc ou l'armée brésilienne, le tout répondant à des normes de sécurité intraitables. En 2009, Anhua avait même décroché un contrat avec l'armée américaine en Irak : 200 000 menottes en plastique distribuées aux GI's pour ramener l'ordre en Mésopotamie. Nous voilà rassurés. Officiellement, l'entreprise respectait les règles internationales définies

par l'ONU et interdisant l'exportation d'instruments de sécurité à destination de régimes répressifs. Une philosophie intéressante selon laquelle, plus que le caractère dangereux de l'outil, il faut se méfier du profil politique du système qui l'emploie. Je fis mine de m'intéresser aux pistolets électriques du catalogue. « Non, je ne vous conseille pas ce produit, car il viole les droits de l'homme », me prévint le bienveillant Ma, flairant le piège. « Ça, c'est pour le marché intérieur. En Chine, nous n'avons pas les mêmes restrictions... » ajouta-t-il d'un air entendu. Le dissident chinois Gao Zhisheng aurait pu le confirmer, lui qui a subi durant des années des tortures infligées avec des instruments de cet acabit.

« Puis-je exporter des armes vers la Syrie ou la Corée du Nord ? » demandai-je benoîtement. « En cas de sanctions de l'ONU, l'APL va refuser de délivrer un certificat d'exportation », répondit Ma, bon élève. Les règles de l'ONU autorisent la vente de certains équipements de sécurité aux pays respectant l'État de droit. Nos tasses de thé refroidissaient dans un silence pesant, jusqu'à ce que surgisse soudain la vérité, en mandarin, *mezza voce*, de la bouche d'un collaborateur : « Quand il y a des sanctions des États-Unis ou de l'ONU, l'APL dit d'abord non pour faire plaisir aux Américains. Mais, deux semaines plus tard, généralement on reçoit un coup de fil qui nous donne le feu vert. Tout cela reste entre nous. »

Pendant des années, la deuxième puissance mondiale a joué un double jeu, en votant des résolutions à New York, avant de les contourner sur le terrain. Le même manège se poursuit-il aujourd'hui ? Ou Xi Jinping a-t-il décidé d'étrangler pour de bon son turbulent voisin, sous la pression croissante de Donald Trump ? Je veux en avoir le cœur net.

La nuit est encore d'encre lorsque je sors du hall de mon hôtel pour monter dans un taxi. Direction la criée de Dandong. Ici, le marché aux fruits de mer obéit à des règles moins bruyantes qu'à Concarneau. Mais le même rituel se déroule sous les projecteurs blafards, en pleine rue. Les vendeurs, emmitouflés dans des doudounes et coiffés de casquettes, sont protégés par d'épais tabliers et gants en caoutchouc. Ils déversent en vrac des glaçons et des crevettes grises encore frétilantes sur les toiles cirées des étalages installés à l'extérieur. Une vendeuse à la peau fripée m'explique, affairée, son problème en maugréant. « Les sanctions nuisent à nos affaires. Les crevettes et les crabes coréens étaient meilleurs et bien moins chers. Et, en plus, ils sont moins pollués », renchérit-elle. La Corée du Nord sera-t-elle la nouvelle frontière du bio ? La sous-industrialisation a aussi ses avantages. La Chine est en train de payer le prix de son décollage économique par la pollution. Au royaume des Kim, en revanche, l'air est d'une pureté cristalline. Sauf quand le chauffage au charbon se met en branle l'hiver, pour ceux qui y ont droit. Impossible de distinguer à l'œil nu une

crevette chinoise d'une coréenne. Mais plusieurs sources commerciales me confirment que l'interdiction d'importation des fruits de mer coréens est bien respectée, entraînant un sérieux impact sur les prix. Cela n'interdit pas la contrebande, à la marge. Mais, dans l'ensemble, les sanctions semblent appliquées, cette fois. La *realpolitik* est convoquée pour justifier cette mesure. « La Chine essaie de soigner ses relations avec l'Amérique, alors on doit faire sans pour le moment », explique, résigné, Monsieur Wang, l'un des grossistes vêtu d'une parka orange. À Dandong, chacun veut croire que le zèle du pouvoir central est une tactique temporaire pour apaiser le courroux de Washington.

Pékin est-il prêt à lâcher son petit frère « communiste » en s'asseyant sur l'alliance forgée dans le sang ? Durant la guerre de Corée, entre 180 000 et 400 000 soldats chinois ont péri. En octobre 1950, des hordes de « volontaires » ont franchi le fleuve Yalu pour venir en aide à Kim Il-sung aux abois. L'heure était grave. Les GI's arrivaient aux portes de la Chine. Les soldats de Mao ont alors prêté main-forte aux troupes nord-coréennes, débordées par le débarquement de MacArthur dans la rade d'Incheon, sous le drapeau de l'ONU. En quelques semaines, le sort des armes s'était retourné contre Kim Il-sung, après un début pourtant prometteur. En juin 1950, le « grand leader » avait lancé une offensive éclair sur Séoul, après avoir obtenu le timide soutien de Staline et de Mao. L'APC a enchaîné les victoires, et repoussé l'ennemi sudiste jusqu'à Busan, à la pointe méridionale de la péninsule. Une nouvelle victoire « communiste » en Asie semblait à portée de main, un an après celle de Mao en Chine face à Tchang Kaï-chek. Mais Kim Il-sung l'ambitieux avait mal évalué la détermination du président américain Harry S. Truman à contenir la vague rouge coûte que coûte. Des déclarations ambiguës de Washington lui ont fait croire que le Pentagone, replié sur la forteresse japonaise, ne bougerait pas le petit doigt pour sauver la Corée. Le « monde libre » était alors sur la défensive face à l'irrésistible expansion du bloc socialiste. Alors que Staline consolidait ses positions en Europe centrale, Mao Zedong et Hô Chi Minh avançaient leurs pions en Chine et au Vietnam. Mais, lorsque les chars nord-coréens ont déboulé sur Séoul, Truman a décidé de briser cette spirale. Il a appliqué à la lettre la stratégie de *containment* du communisme, défini par le brillant diplomate George F. Kennan dans un télégramme devenu célèbre. Ne rien céder face à la marée rouge, disait-il en substance. Et même : contre-attaquer. Le débarquement spectaculaire et osé de MacArthur fut la première étape de ce *rollback*, auquel ont participé plus de quarante et une nations, dont la France, qui a envoyé un bataillon.

Sur une colline dominant Dandong, on peut visiter un musée spectaculaire à la gloire de l'intervention chinoise conduite sous la houlette du commandant

Peng Dehuai. Dans ce temple martial rouge, on proclame « l'amitié indéfectible entre les deux pays frères », unis dans leur lutte contre l'impérialisme américain, grâce à des diaporamas plus vrais que nature, et pleins d'hémoglobine. En réalité, la décision de Mao de se jeter dans la bataille fut longtemps contestée au sein du Politburo à Pékin. Le Grand Timonier, appuyé par Zhou Enlai, emporta finalement l'adhésion avec un argument de poids, encore plus valable aujourd'hui : la défense d'un intérêt vital national. Éviter à tout prix l'installation durable de troupes américaines sur le fleuve Yalu. Depuis Sun Tzu, la pensée stratégique chinoise a apprivoisé l'art du pragmatisme. Derrière les déclarations d'amitié sino-coréenne, claironnées depuis des décennies par l'Armée populaire de libération (APL), s'est toujours dissimulée une vérité plus crue : Pékin soutient Pyongyang, car il a besoin d'un État tampon pour maintenir à distance du territoire chinois les forces américaines. La présence de GI's le long d'une frontière chinoise est le pire cauchemar de Pékin. Cela est plus que jamais valable depuis que Xi Jinping s'est mis en tête de briguer la première place mondiale.

Il est temps de tordre le cou à cette légende tenace du lien indéfectible qui unirait l'empire du Milieu à son petit protégé coréen. L'histoire millénaire entre les deux nations est en réalité scandée de guerres, de haine et de mépris. Pour les Coréens, les invasions sont toujours venues de Chine, si ce n'étaient des pirates ou de la flotte nipponne. Les royaumes coréens ont longtemps résisté à la pression chinoise en préservant farouchement leur identité. On le voit dans l'adoption d'un alphabet, l'*hangeul*, qui se distingue des caractères chinois. Comment la petite péninsule a-t-elle tenu au fil des siècles face à son absorption par la grande Chine, aujourd'hui vingt fois plus peuplée ? La dynastie Joseon a courbé l'échine en acceptant de payer un tribut aux « Fils du Ciel », et en adoptant leur idéologie officielle, le confucianisme. Mais les Coréens ont su conserver leur identité culturelle. Les racines chamaniques coréennes affleurent toujours aujourd'hui. Au Sud comme au Nord, les Coréens continuent de nourrir une défiance méprisante, qui vire souvent au racisme, envers leur envahissant voisin.

Durant mes allers-retours entre Séoul et Pyongyang, j'ai été frappé de constater à quel point les Coréens du Nord et du Sud dédaignent leurs congénères chinois, incarnés par les groupes de touristes qu'ils jugent bruyants, impolis et sales. « Ce ne sont pas des êtres civilisés, ce sont des animaux ! » m'a lâché un jour un guide à Pyongyang. Le râle déchirant du cracheur dans les toilettes de l'aéroport, alors qu'on est encore ensommeillé d'un vol long-courrier, est en effet le premier indice qui vous confirme que vous êtes bien de retour en Chine. Lorsque j'avais annoncé que je partais m'installer à Shanghai, mes amis séoulites m'avaient tous regardé avec un air de commisération. Alors

qu'à Paris, on me congratulait pour cette « promotion », ce changement évoquait plutôt une punition à leurs yeux. Pendant que l'Europe demeure fascinée par la « grandeur chinoise » habilement instrumentalisée par le régime de Pékin, le reste de l'Asie voue à l'empire renaissant un mépris sans retenue. L'obsession coréenne pour l'ordre, la propreté et le radicalisme ne font pas bon ménage avec le chaos et la plasticité de la pensée chinoise. Une différence que l'on saisit dans chaque détail du quotidien, depuis les standards de tenue à table ou aux toilettes, en passant par la façon d'attendre le bus. À Pyongyang comme à Séoul, les files de passagers obéissants se mettent instinctivement en rang. Serait-ce un legs de la colonisation de la péninsule par le Japon hygiéniste et maniaque de la discipline ? Le sujet reste tabou des deux côtés de la DMZ.

Lors de mon dernier passage à Pyongyang, je constate que cette détestation atavique vire à l'amertume. À mesure que les sanctions chinoises s'abattent sur la fragile économie nord-coréenne, la critique se fait plus politique. « Nous étions dans la même tranchée mais, depuis qu'ils se sont développés, les Chinois veulent faire plaisir aux autres puissances », constate mon guide avec écœurement. Je me souviens du spectacle Arirang en 2010, où « l'amitié sino-coréenne » était célébrée avec lampions et dragon géant. À l'époque, les relations étaient au beau fixe : les touristes chinois déversaient leurs devises à Pyongyang, et Pékin serrait les rangs avec le régime de Kim Jong-il vieillissant pour assurer la stabilité politique de la péninsule, menacée de loin en loin par les vents mauvais du Printemps arabe.

Mais, depuis l'avènement de Kim Jong-un, les relations sont devenues glaciales. Durant les cinq premières années de son règne, le jeune dirigeant a refusé de rencontrer le nouveau timonier, Xi Jinping, et de se rendre jusqu'à la Cité interdite. Pourtant, son grand-père et, après lui, son père ont effectué plusieurs voyages dans l'empire du Milieu, à bord des fameux trains blindés vert olive qui ont contribué à façonner la légende de la dynastie. Le rafraîchissement brutal des relations date de l'exécution de Jang Song-thaek, qui était perçu comme la tête de pont des intérêts chinois en Corée du Nord. Le maréchal n'a même pas daigné recevoir l'envoyé spécial de Xi Jinping, venu prendre langue en novembre 2017 pour l'informer de « l'esprit du 19^e congrès » du Parti communiste chinois. Cette absence de contact au plus haut niveau pourrait également avoir des ressorts psychologiques. « Kim Jong-un ne supporte pas de parler dans une position d'infériorité », avance Andreï Lankov. Alors, mieux vaut rester dans son splendide isolement, au sommet de son univers et coupé du monde.

Parallèlement, le nouvel « empereur » Xi Jinping ne goûte guère la nostalgie de l'amitié sino-nord-coréenne. Contrairement à ses prédécesseurs, le président,

arrivé au pouvoir en 2013, n'a aucun atome crochu avec le royaume des Kim. Pire, il en pince pour la Corée du Sud. Durant sa longue ascension des échelons du parti, le « prince rouge » a côtoyé des hommes d'affaires venus de Séoul, pour investir dans les provinces du Fujian et du Zhejiang, où il fut en poste. Il est au diapason de la nouvelle génération chinoise, influencée par la *Hallyu*, la musique coréenne des années 1990. De Shanghai à Shenzhen, la jeunesse est fan de K-pop et de feuilletons coréens. Certaines Chinoises vont même jusqu'à faire de la chirurgie esthétique pour ressembler aux stars de Séoul. Aux yeux de la deuxième puissance mondiale, la Corée du Nord s'apparente à un Jurassic Park qui n'attire que les vieux « touristes rouges ». Et son grossier dirigeant déplaît fortement depuis ses essais nucléaires, ressentis violemment sur le sol chinois. Sur Weibo, les caricatures féroces du leader nord-coréen circulent, sous le regard permissif des censeurs chinois...

Excédée par le trublion Kim Jong-un, la Chine est-elle prête à lâcher son turbulent allié ? C'est l'espoir entretenu par nombre de stratèges à Washington, déjà sous l'administration Obama, et plus encore sous Donald Trump. La Maison Blanche pousse Pékin à gérer seul cette crise nucléaire sans issue. D'où la batterie de sanctions proférées par Trump et frappant directement l'économie chinoise. En dépit des sourires et d'un magnifique gâteau au chocolat, servi dans la résidence luxueuse de Mar-a-Lago, en Floride, à l'occasion de sa première rencontre avec Xi Jinping, Donald Trump a sorti l'artillerie lourde. L'ordre exécutif signé dans le Bureau ovale par le président américain, le 21 septembre 2017, place la Chine dos au mur. En clair, toute entreprise, chinoise ou d'une autre nation, faisant commerce avec des entités nord-coréennes « suspectes » risque d'être frappée par des sanctions unilatérales. À l'image de la Dandong Commercial Bank, dont l'interdiction sonne comme un avertissement du Trésor américain à toutes les banques chinoises, dont certaines ont des clients nord-coréens. La guerre commerciale entre les deux premières économies mondiales couve, et le dossier nord-coréen pourrait être la braise qui déclenchera l'incendie. Avec des risques pour la conjoncture planétaire. « Cela va devenir intéressant, très intéressant... », écrit dans un post Stephan Haggard, expert au Peterson Institute for International Economics. Cet économiste reconnu, longtemps sceptique quant à l'impact des sanctions sur la Corée du Sud, juge qu'on assiste à un bouleversement sans précédent. Les dernières mesures votées par l'ONU à trois reprises, en 2017, pourraient « changer la donne », avertit Andreï Lankov, lui aussi longtemps dubitatif. Ainsi, d'ici 2020, les dizaines de milliers de travailleurs nord-coréens qui rapportent des devises précieuses au régime devront rentrer chez eux.

Il est de bon ton de dire en Occident que Pékin détient les clés du coffre-fort

nord-coréen. Que l'empire du Milieu peut faire plier le clan des Kim d'un claquement de doigts, s'il le désire. C'est la thèse professée d'un air entendu par nombre de commentateurs installés à des milliers de *li* de la Grande Muraille, et qui aiment voir la Chine plus puissante et subtile qu'elle ne l'est. C'est aussi celle qui est mise en avant par les diplomates américains et européens, pour mieux presser leurs homologues chinois d'agir. Mais n'est-ce pas une impasse dans laquelle on se fourvoie ? Une illusion fondée sur une méconnaissance de ces contrées lointaines, mettant tous ces « barbares » dans le même sac, et faisant fi des différences ataviques ?

À Shanghai, je suis frappé de constater que les mystères de Pyongyang déroutent autant la Chine que l'Occident. Les provocations atomiques du jeune leader exaspèrent. Ce peuple pragmatique, passé maître dans l'art des équilibres, capable d'user de la force comme de la parole pour arriver à ses fins. Et la *vox populi*, à Shanghai ou à Pékin, peine à déchiffrer les coups de sang de Kim Jong-un. L'une des économies les plus pauvres de la planète aurait-elle réussi à prendre en otage la deuxième puissance mondiale ? Un diplomate a tenté un jour d'expliquer ce paradoxe : « La Chine est le seul pays à posséder la boîte à outils pour régler le problème nord-coréen. Le problème, c'est qu'il n'y a qu'un marteau à l'intérieur. » Dès lors que la Corée du Nord n'écoute plus son « grand frère », la seule option sur la table est de lui couper les vivres, notamment la route du pétrole. Mais une telle décision serait contraire aux intérêts nationaux vitaux de la Chine. Le pays fait face à un dilemme cornélien. Entre deux maux, les stratèges ont fait leur choix. « Certes, la Chine n'aime pas entendre piaffer une puissance nucléaire à ses portes. Mais, pour elle, la perspective d'un effondrement du régime est encore pire, car cela engendrera assurément un scénario catastrophique. Le Politburo pékinois voit déjà déferler des hordes de réfugiés sur les provinces sous-développées du Liaoning et du Jilin, semant le désordre et la pauvreté sur leur passage. D'ailleurs, la Chine a commencé la construction de “ camps de concentration ” le long de la frontière, pour parquer un éventuel afflux d'immigrés », a révélé le *New York Times*.

Sur le plan intérieur, le « lâchage » de la dynastie des Kim se heurterait de plus à un obstacle majeur pour Xi Jinping. L'« alliance » sino-coréenne forgée dans le sang reste une mythologie puissante aux yeux des haut gradés et des vétérans de l'Armée populaire de libération. Or, en Chine, l'armée est un État dans l'État, que le président tente de mettre au pas en déployant des enquêtes anticorruption de grande ampleur. Cette politique a même poussé un général au suicide, à Pékin, en novembre 2017. Le nouveau timonier est-il prêt à se mettre à dos les caciques de l'armée ? La perspective d'une rupture comporte un risque stratégique grave, trop négligé par les experts. Acculé au précipice, Kim Jong-un

pourrait user de son arsenal, non seulement contre l'Amérique, mais aussi contre son voisin chinois. Ces craintes ne semblent pas infondées : « Chaque jour, on entend les critiques absurdes et irresponsables de la Chine à notre égard. Elle ferait mieux de réfléchir à deux fois aux conséquences de tels discours, qui résultent de sa décision folle d'abattre les piliers de l'alliance », prévient l'agence officielle KCNA dans son style inimitable, en mai 2017.

Pour l'heure, les stratèges de Pékin ont tranché : presser Kim, oui, mais le lâcher, jamais, car cela irait à l'encontre des intérêts vitaux chinois. « Ils font monter l'eau jusqu'au nez, mais ils lui laisseront de quoi respirer », prédit un expert basé à Séoul. Il faudra sans doute plus qu'un triple gâteau au chocolat pour faire changer Xi Jinping d'avis. « La Chine est capable de mettre en parallèle des sanctions et des mécanismes d'aide au régime », prévient Andreï Lankov. Les faits lui donnent déjà raison. Les satellites espions américains ont pris en flagrant délit des pétroliers chinois transférant au large leur cargaison de fuel à des navires nord-coréens, et ce à trente reprises durant le seul mois d'octobre 2017. Soit quelques jours après le vote par la Chine d'une nouvelle résolution à l'ONU en vue de limiter les exportations de pétrole vers Pyongyang. Le bon général doit passer maître dans l'art de tromper l'ennemi, rappelle Sun Tzu.

La visite fracassante de Kim Jong-un à Pékin le 26 mars 2018 dévoile au grand jour combien les espoirs américains d'un « divorce » sino-nord-coréen sont une chimère. Dans le plus grand secret, le « leader suprême », accompagné de son épouse, débarque à bord du train blindé de son père dans la gare centrale pékinoise. Sa première visite hors du royaume depuis son accession au pouvoir « ne pouvait être qu'en Chine », dit-il, effaçant d'un trait plusieurs années de brouille. Pendant deux jours, il échange avec le président Xi Jinping, à l'abri du strict protocole chinois. Au moment crucial, les deux alliés historiques se retrouvent. Alors qu'il se prépare à un sommet à haut risque face à Donald Trump, le jeune maréchal serre les rangs avec son meilleur soutien. Mieux vaut un garde du corps solide avant d'entrer dans l'arène pour affronter le « catcheur » de la Maison Blanche. Manœuvre habile. Pyongyang joue ainsi de la rivalité entre les deux premières puissances mondiales. « La Chine redoute d'être isolée par un accord bilatéral Kim-Trump. Elle cherche à revenir dans le processus diplomatique », juge Sue Mi Terry, ancienne de la CIA. Sentant le danger, Xi Jinping lance une invitation à son turbulent voisin, qu'il avait jusqu'ici tancé. Ainsi, le rapport de force se rééquilibre rapidement. Car la dynastie des Kim sait qu'elle possède une carte maîtresse, en dépit de sa dépendance économique et énergétique vis-à-vis de Pékin : le chantage au chaos.

Le pays ne redoute pas seulement une déstabilisation économique. Hanté par

le spectre de la division, qui a si souvent ébranlé l'empire, le géant craint une tentation irrédentiste en Mandchourie et surveillance, comme le lait sur le feu, les *chaoxianzu*, cette diaspora coréenne de deux millions d'âmes, au nord-est de la Chine. Une « troisième Corée », selon le coréanologue Patrick Maurus. L'émergence d'une « grande Corée » pourrait réveiller le sentiment nationaliste de ces populations, menaçant à son tour l'intégrité territoriale chinoise. Pékin ne veut pas d'un nouveau Taïwan ou Tibet sur sa frontière nord-est. Un danger que le régime chinois s'emploie à prévenir en revisitant les livres d'Histoire, afin de gommer les éléments qui pourraient servir d'arguments à des revendications coréennes sur la Mandchourie.

Dans les rues de Dandong, les Coréens sont partout, dans les restaurants ou derrière les comptoirs. Les *chaoxianzu* détiennent un passeport chinois et parlent mandarin. Comme Madame Kim, notre agente import-export. Sans parler des « visiteurs », venus de l'autre côté du fleuve. « Les Nord-Coréens font partie de notre quotidien. Ils viennent boire des verres ici. En général, ils appartiennent à l'élite », explique le patron de ce bar, niché dans une ruelle du centre-ville. L'établissement vend des bières Duvel belges et des Taedonggang de Pyongyang. Sur la devanture, on peut lire « Oppa », une désignation affectueuse qui signifie « grand frère » et que les jeunes femmes de Séoul aiment employer pour s'adresser à leur chaperon. Un clin d'œil aux feuilletons sud-coréens, bien connus des habitants de Dandong comme de ceux de Pyongyang, en dépit de la censure. « Ils viennent souvent par groupes d'une vingtaine de personnes, sous la coupe d'un organisateur », explique le tenancier. Virée alliant plaisir et affaires dans la Chine rouge, si libre par contraste. Parmi les visiteurs, on croise aussi des cadres en route pour Pékin, faisant étape à Dandong, passage obligé pour ceux qui n'ont pas droit à l'avion d'Air Koryo. Je rencontre ainsi un officiel d'une grande université de Pyongyang. L'homme entreprend une tournée en Europe pour développer des échanges académiques. Dans le cadre de ce *business trip*, un passeport lui est délivré temporairement. Un privilège rare, réservé aux familles dotées d'un bon *Songbun*.

La population nord-coréenne est prisonnière dans son propre pays, à la fois du système policier implacable et de son histoire. Jusqu'au début des années 1990, Séoul gardait elle aussi sa population sous cloche, ne délivrant des titres de sortie qu'à ses diplomates, universitaires ou hommes d'affaires rapportant des devises. Cette règle draconienne s'inscrivait dans une tradition ancienne, car déjà la dynastie Joseon avait fermé son royaume à toute influence étrangère, installant un réseau de tours de guet le long de la péninsule pour prévenir l'arrivée des « barbares ». Le capitaine hollandais du navire *Sparrow-Hawk* en fit l'amère expérience en 1653, lorsqu'il s'échoua sur l'île de Jeju, nommée « Quelpaert »

sur les cartes européennes. Le roi ordonna que l'équipage restât prisonnier à vie sur cette *terra incognita*, afin que personne n'eût vent de l'existence de la péninsule. Pour vivre heureux, vivons caché. Aujourd'hui, le régime nord-coréen suit toujours cet adage, drapé dans les atours de l'idéologie autarcique du Juché. Mais, à l'heure de la planète globalisée et hyperconnectée, cette fermeture inquiète et fascine.

Ce soir, nous allons dîner avec mes compagnons de reportage dans un restaurant nord-coréen de Dandong. Un piège à touristes, avec *kimchi* et danse folklorique au menu. Nous avons choisi un établissement ayant pignon sur rue, surplombant le « pont de l'Amitié ». Tout un symbole. Dans la nuit glacée, je traverse le hall imposant du restaurant. Une serveuse en *chogori* coloré nous entraîne vers une salle haute de plafond, ornée de moulures, où quelques hommes d'affaires chinois sont déjà attablés. Pendant que nous dégustons *bibimbap* et viandes grillées, des danseuses en costume scintillant entonnent des chants révolutionnaires. À la fin de chaque chanson, un convive est désigné pour aller offrir un bouquet de fleurs en plastique à l'une d'entre elles. La serveuse assignée à notre table est une demoiselle filiforme au teint de porcelaine. Un dicton coréen prétend que « les beaux hommes sont au Sud, et les belles femmes au Nord ». La jeune fille se montre étonnamment bavarde, malgré son chinois hésitant. Au fil du service, la conversation passe au coréen, d'abord à voix basse.

So-young a 23 ans et vient de Pyongyang : « J'apprends le chinois toute seule, avec un manuel et en parlant aux clients. Cela va m'aider pour trouver un travail à mon retour. » Elle nous ressert une rasade de bière Taedonggang. Elle vient de la crème de la crème des travailleurs expatriés, probablement d'une caste très privilégiée : « Mon père est professeur d'université. Mon grand-père était diplomate, il a même été en poste en RDA », affirme-t-elle fièrement. Et pour cette fille des beaux quartiers de Pyongyang, ce job de serveuse à l'étranger n'est pas de l'esclavage, mais une aubaine. « Là-bas, il y a beaucoup de diplômés. » Sous-entendu : la concurrence est rude sur le marché du travail. « J'ai un contrat de quatre ans, je viens de commencer cette année », raconte So-young en apportant un plateau de barbecue coréen. Elle jure n'avoir pas entendu parler d'une éventuelle fermeture du restaurant, ni de sanctions, quand je lui annonce que Pékin a exigé la suppression de toutes les entités nord-coréennes sur son territoire pour assécher le flot de devises rentrant dans les caisses de Pyongyang. En effet, le salaire de So-young et de ses collègues est directement versé au régime, qui en ponctionne l'essentiel avant de lui reverser sa part. En quête de précieux bénéfices, le pouvoir a exporté un nombre croissant de travailleurs à travers le monde : ils seraient jusqu'à 100 000, rapportant plusieurs centaines de millions de dollars par an, avance un rapport du Korea Institute for

National Unification (KINU), un *think tank* gouvernemental sud-coréen. La plupart travaillent en Chine, en Sibérie ou en Mongolie. D'autres construisent les stades pour la Coupe du monde de football en Russie ou au Qatar. Des esclaves des temps modernes.

Après plusieurs séjours au Nord, j'ai appris à tenir ma langue face à mes interlocuteurs. Avant tout pour les protéger, dans ce pays où les murs ont des oreilles. Ce restaurant ressemble à une enclave nord-coréenne en Chine, et les mêmes règles s'imposent. Le dîner touche à sa fin, les tables voisines se sont vidées. J'aimerais poursuivre la conversation, mais je n'ose pas semer le trouble. « Vous ne voulez pas une autre bière ? » nous lance la jeune femme, à notre grande surprise, au moment où j'allais demander l'addition. Alors, je saisis la balle au bond et commande une nouvelle tournée. La salle est désormais déserte. So-young reste debout devant notre table et relance la discussion. Il est évident qu'elle cherche le dialogue, comme une bouffée d'oxygène volée à la surveillance quotidienne de ses supérieurs. « À Pyongyang, tout le monde a un portable. Mais j'ai dû le laisser là-bas. Ici, c'est interdit », explique-t-elle. Étrange paradoxe : alors que la capitale nord-coréenne est forte de plus de trois millions d'abonnés au réseau Koryolink, les travailleurs de Dandong sont privés de ce genre d'outils de communication, de crainte qu'ils ne prennent goût à Internet via les opérateurs chinois.

« On habite toutes ensemble dans un dortoir », ajoute So-young avec le sourire figé. Parfois, dans les rues de Dandong, on croise en effet des grappes de serveuses au teint pâle, se rendant au travail et fuyant les regards. « On n'a pas le droit de se déplacer toute seule dans la ville, même pendant nos trois jours de congé par mois », précise notre confidente. À notre grande surprise, elle pose des questions. Je glisse que je suis allé en Corée du Sud. Ses yeux s'illuminent. Surveillant du coin de l'œil la porte d'entrée, au cas où l'une de ses collègues surgisse, je sors mon smartphone et lui montre quelques photos de Pyongyang, puis de Séoul, sur l'écran qu'elle scrute goulûment. Sa curiosité me confirme celle que j'ai entrevue lors de mes derniers séjours en Corée du Nord. Les nouvelles générations sont avides de modernité, et n'ont plus peur du regard des étrangers. Enfin presque.

So-young compte aller au bout de son contrat. « Quatre ans, mais pas plus. Après, je serai un peu âgée... » Elle aura 27 ans, et l'on comprend qu'il sera grand temps de se marier. Au Sud comme au Nord, la société conservatrice coréenne scande les étapes d'une vie bien réglée, en particulier pour les femmes, rappelées à leur devoir maternel. Je me dis que l'étau des sanctions qui se resserre risque de la renvoyer au bercail plus rapidement qu'elle ne l'imagine. Mais je reste coi. Le temps file, la porte s'ouvre, et une serveuse plus vieille

surgit. So-young poursuit la discussion sans se retourner. « J'aime beaucoup parler avec les clients, car cela me permet de pratiquer mon chinois », lâche-t-elle en haussant la voix, pour que sa collègue l'entende distinctement. Il est temps de payer l'addition. Nous franchissons le seuil, happés par la rue noire et glacée. Nous voici de retour en Chine.

« Rocket Man »

Dans le ciel azuré résonne une mélodie pompière. Chevauchant les nuages boursouflés de cet après-midi ensoleillé, le son semble surgir d'un lointain mais puissant transistor. Il vient en fait tout droit d'une autre planète, située à quatre kilomètres, de l'autre côté de la vallée broussailleuse et truffée de mines, qui divise la péninsule coréenne depuis 1953 : la DMZ, zone démilitarisée. Elle porte fort mal son nom, car il s'agit bien de la frontière la plus fortifiée du monde. Ce reliquat de la guerre froide isole de façon imputrescible deux républiques engagées dans une rivalité fratricide depuis plus de soixante-dix ans. Uniquement les décibels des haut-parleurs crachant des messages de propagande franchissent les miradors, et ajoutent une touche surréaliste à ce paysage tragique, mêlant ainsi les genres comme seules les lignes de front savent le faire. Depuis la terrasse de son nid d'aigle, perché sur une colline herbue, le lieutenant-colonel Park affiche un grand sourire en admirant ce spectacle incongru. L'absurde est son quotidien. Sous sa large casquette ronde vert olive de l'Armée populaire de Corée, l'officier scrute les postes avancés de l'ennemi, tel Drogo, le héros du *Désert des Tartares*. Je plonge mon regard dans les jumelles posées sur un trépied et distingue un fortin cerné de barbelés, surmonté des drapeaux de l'ONU et de la Corée du Sud, flottant paisiblement au vent. Voici les contreforts du monde capitaliste. La brise printanière glisse sur la peau comme une caresse, à peine troublée par le bruit de la musique.

À quelques mètres sous mes pieds, les fortifications représentent l'ultime ligne de défense de la fière République populaire démocratique de Corée. Dans la plaine s'étale une zone tampon de plusieurs kilomètres. Bien que tapissée de mines, la DMZ a la particularité d'être le refuge d'espèces en voie de disparition, telles que l'ours noir ou le léopard de l'Amour. Parfois, une explosion retentit, signalant qu'une bête vient de sauter sur un piège. J'ai le rare privilège d'accéder à ce poste d'observation en compagnie des officiers de l'APC, pour avoir une vision renversée du conflit intercoréen. Ici, on est si proche des lignes ennemies que les téléphones captent le réseau de l'opérateur sud-coréen SK. Discrètement, j'allume mon portable et constate le miracle. Il est possible d'envoyer un message à Séoul. Jamais la séparation des deux Corées ne m'a paru aussi tangible et ténue à la fois. Par le passé, j'avais déjà visité la DMZ côté Sud. Il est toujours bon d'aller voir des deux versants d'un conflit. Déplacer le regard et le

point de vue.

En faisant pivoter les jumelles légèrement vers la gauche, j'examine le mur gris qui file vers l'ouest, à travers la forêt, en épousant le relief. « Les Américains ont dénoncé le mur de Berlin, mais ils ne disent rien sur celui qui sépare notre nation », vitupère l'officier nord-coréen en désignant la fortification. Ce n'est pas un hasard si mes hôtes m'ont emmené jusqu'à ce nid d'aigle réservé aux VIP. La visite est de nature pédagogique, saupoudrée d'un zeste d'idéologie. D'ici, on surplombe le rempart de béton qui divise la péninsule sur 240 kilomètres le long du 38^e parallèle, affirme Pyongyang. « Imaginez un instant si c'étaient nous qui l'avions construit ! Nous serions accusés des pires violations des droits de l'homme », enfonce le lieutenant-colonel. Ce « mur de la honte » a été bâti dans les années 1970 par le président « fasciste » sud-coréen Park Chung-hee, avec la complicité de Washington, précise l'officier. L'argumentaire est convaincant, carte et panorama à l'appui.

Pourtant, à seulement 50 kilomètres de la DMZ, au sud de la frontière, dans le lugubre *government complex* qui rassemble plusieurs ministères et surplombe la place Gwanghwamun à Séoul, j'entends une autre version. Ici, on affirme que ce mur est un mythe. L'édifice de béton observé à la jumelle ne serait qu'un barrage intermittent de défense antichar, installé sur les secteurs les plus vulnérables de la ligne de front. Il ne s'agirait que de prévention. La Corée du Sud prétend vouloir contrer une attaque surprise du Nord, à l'instar de celle qui fondit sur Séoul à l'aube du 25 juin 1950, ouvrant la sanglante guerre de Corée. L'allié des États-Unis avance qu'il n'est pas question d'un « mur », mais seulement de « fortifications ». Chacun tente de se justifier et de ne pas prêter le flanc aux accusations de péché originel dans cette guerre de légitimité entre les deux républiques rivales.

Cette controverse illustre la force d'abord symbolique de la DMZ. La ligne de front a été fixée lors des négociations à Panmunjeom, en 1953, pour mettre fin aux hostilités qui firent trois millions de victimes. Un *no man's land* où la puissance des images compte autant que celle des mines, dont le nombre dépasse le million. « Il est impossible d'en préciser le chiffre exact, tant chaque camp a fortifié à outrance ce théâtre stratégique », m'explique Andrew Salmon, historien britannique de la guerre de Corée, auteur de *To the Last round : The Epic British Stand on the Imjin River, Korea 1951* (Aurum Press, 2009). De part et d'autre de cette zone tampon, près d'un million d'hommes en armes attendent, le doigt sur la gâchette.

« La DMZ est l'endroit le plus effrayant de la Terre », avait déclaré avec emphase le président américain Bill Clinton, venu sur place, suivi par George W. Bush, puis Barack Obama. Donald Trump entendait bien faire de même, et avait

organisé en grand secret une virée sur la ligne de front en novembre 2017. Hélas, son hélicoptère a dû rebrousser chemin à cause d'un épais brouillard. Il faut imaginer la scène, digne d'un film d'arts martiaux : le président du pays le plus puissant du monde surgissant des airs dans son engin à propulsion, et soudain arrêté par un nuage de vapeur... Au-delà des plaisanteries, la DMZ fut à la hauteur de sa terrible réputation le 16 août 1978. Alors qu'ils tentaient de supprimer un peuplier qui obstruait la vue de leur poste d'observation, trois GI's furent massacrés à coups de hache par des soldats nord-coréens. « Cet arbre a été planté par Kim Il-sung », ont justifié les soldats du Nord. Le drame suscita une réplique instantanée des Etats-Unis. Trois jours plus tard, un commando abattait l'arbre de la discorde, sous la protection de chasseurs bombardiers Phantom.

À Panmunjeom, dans la Joint Security Area, la tragi-comédie de la guerre froide se perpétue autour des baraques bleu ciel de l'ONU, rendues célèbres, entre autres, par le superbe film de Park Chan-wook, *JSA : Joint Security Area*. Ici se tiennent régulièrement les consultations souvent tendues entre les deux camps pour gérer les incidents à la frontière. Chaque discussion risque de mettre le feu aux poudres, entre deux adversaires toujours techniquement en guerre. Chacun tient son rôle jusqu'à la caricature. Par exemple, cet officier nord-coréen qui, un jour, arracha le fanion américain pour cirer ses bottes. Cuisante provocation. Dans ce théâtre géopolitique, les touristes défilent, smartphone à la main, dans l'espoir de photographier une sentinelle nord-coréenne. « Surtout, ne faites aucun geste brusque », exagère le guide, distillant un parfum dramatique parmi les visiteurs venus se faire peur. Au sud de la ligne tracée au sol, les soldats casqués se tiennent impassibles, tels des combattants de taekwondo mutiques, le regard camouflé derrière des lunettes fumées. En face, les militaires de l'Armée populaire de Corée, coiffés d'une chapka l'hiver, plaquent régulièrement leur visage menaçant contre la vitre de la baraque quand passe un haut gradé américain en visite. Mise en scène d'un conflit qui oscille entre effets de manche et chantage nucléaire. Pour toutes ces raisons, les caméras comme les touristes aiment défiler à la JSA.

Mais la véritable DMZ est ailleurs. À l'abri des regards, sous la haute surveillance de sentinelles terrées dans des collines escarpées et désertes. Il règne là un calme surprenant. J'ai eu l'occasion, il y a quelques années, de monter en première ligne en accompagnant un groupe de vétérans du bataillon français, venu rendre hommage à leurs frères d'armes tombés ici, à 10 000 kilomètres de l'École militaire, sous la bannière de l'ONU. Plus de 3 000 volontaires français avaient participé à ce premier conflit de la guerre froide. Après de multiples *check points* et la visite d'une caserne avancée de l'armée sud-coréenne, notre bus avait franchi des lignes barbelées, puis s'était

arrêté. Nous étions descendus du véhicule sur une piste rocailleuse et avions marché en silence jusqu'à un site grandiose. Devant nous s'ouvrait un cirque verdoyant balayé par les vents. Sans doute rappelé par mes origines savoyardes, j'avais été subjugué par la majesté des pentes, la poésie de ces courbes amples et sauvages.

Dans les plis du vallon, j'avais noté la présence de postes d'observation nord-coréens. Tapies dans des casemates, des sentinelles nous épiaient sans doute à la jumelle. S'étonnaient-elles de ce rassemblement de civils à la silhouette souvent rebondie et aux traits fatigués ? Se réjouissaient-elles de notre présence, venue briser la monotonie des jours de guet ? Depuis 1953, des centaines de milliers de conscrits, toujours sur le qui-vive, se sont succédé aux avant-postes de la DMZ. Mais aucune opération militaire d'ampleur n'a jamais été lancée, en dépit des multiples escarmouches sanglantes. « La DMZ est en fait le lieu le plus paisible de Corée du Sud », m'explique Andrew Salmon. Le contraste est saisissant entre l'apparente quiétude de cette plaine et l'effervescence de la capitale, peuplée de 15 millions d'âmes.

La seconde guerre de Corée aura-t-elle lieu un jour ? Dans son repaire, le lieutenant-colonel Park fait mine d'y croire. Devant une carte murale, il désigne avec assurance les positions ennemies du bout de sa baguette. Et ce n'est pas l'imposante fortification antichar de huit mètres de haut qui lui fait peur. « Si notre maréchal Kim Jong-un en donne l'ordre, nous pouvons enfoncer ce mur en un clin d'œil et réunifier toute la Corée », s'enflamme l'officier. Fanfaronnade rituelle ou projet d'invasion ? Le spectre d'un conflit hante de nouveau la péninsule depuis que l'administration Trump agite la menace d'une action militaire visant à enrayer la fuite en avant atomique de l'État paria. On redoute un coup de sang qui mettrait le feu aux poudres. Les médias soulignent le « facteur Trump », au point parfois de sous-estimer le rôle de Kim Jong-un dans cette escalade. Pour un bon bras de fer, il faut être deux.

En réalité, la crise est le fruit de l'exacerbation de tensions qui dépassent largement la personnalité de l'hôte de la Maison Blanche. L'accélération spectaculaire des programmes atomiques et balistiques nord-coréens, sous l'égide du jeune leader, a bouleversé l'équation coréenne aux yeux des stratèges américains, qu'ils soient républicains ou démocrates. Le maréchal a déjà lancé, depuis son arrivée au pouvoir, plus de tests balistiques et atomiques que son père durant l'ensemble de son règne. Il veut se doter d'une force de frappe crédible, capable de menacer les États-Unis. La tentative réussie d'un premier missile balistique intercontinental le 4 juillet 2017, jour de la fête nationale américaine, est une percée fracassante.

J'étais alors en reportage sur les hauts plateaux du Laos, et je venais de

trouver une connexion Internet dans la bourgade assoupie de Luang Namtha pour envoyer mon papier. Je ne pouvais manquer ce moment historique pour la Corée du Nord, et me demandais s'il s'agissait d'un point de non-retour dans ses relations avec les États-Unis. Le clan des Kim forçait la porte du club des puissances nucléaires, sous le regard ébahi de ses grands frères. Un bras d'honneur envers Washington.

Les essais successifs menés sur des trajectoires en cloche, puis sur des trajectoires horizontales au-dessus du Japon ont permis de mettre en joue l'Amérique. La portée théorique du missile Hwasong-15 serait en mesure d'atteindre la plupart des grandes villes américaines, dont la capitale, confirme Jeffrey Lewis, un expert reconnu au Middlebury Institute of International Studies, à Monterey. Et, cette fois, l'exploit est pris au sérieux par le Pentagone. Finis les ricanements condescendants des stratèges moquant les efforts balistiques grandiloquents de cette petite dictature aussi barbare que lointaine. Désormais, la propagande affiche sans vergogne des images de la Maison Blanche en feu. Une rodomontade qui n'amuse plus les spécialistes.

Pyongyang progresse à pas de géant. Ses scientifiques ont réussi à miniaturiser une bombe atomique pour la monter sur une ogive, pressentent des spécialistes occidentaux. Néanmoins, les allégations revendiquant la détention d'une force de frappe nucléaire crédible semblent encore exagérées. Il reste un obstacle technologique majeur à franchir pour frapper avec précision des cibles intercontinentales. La portée est une chose, mais il reste à mettre au point la résistance de l'ogive chargée de la bombe miniaturisée au moment de la délicate phase d'entrée dans l'atmosphère. Les circuits électroniques doivent pouvoir résister à des vibrations brutales et à des températures supérieures à 8 000 degrés. Un défi que les puissances nucléaires, telles que l'URSS, la France, puis la Chine, ont mis de longues années à relever. Les chercheurs nord-coréens y travaillent d'arrache-pied, sans doute avec des appuis étrangers, comme le souligne la très sérieuse revue *Jane's Defence Weekly*. Ils bénéficient par ailleurs des largesses du jeune Kim Jong-un, qui leur a alloué un budget illimité et, surtout... le droit à l'erreur. Ils peuvent donc multiplier les tests, quitte à échouer, pour récolter des données. Un nouveau contraste avec l'ère de Kim Jong-il, où l'échec pouvait conduire au pire. « Ils progressent tous azimuts. Tant qu'on ne négocie pas avec eux, ils avancent », juge Alain Nass, spécialiste des questions de sécurité à Séoul et ancien militaire.

La percée balistique va de pair avec les progrès constants de la filière atomique. Là aussi, les chiffres donnent le tournis. Fin 2014, la Corée du Nord possède entre dix et quinze bombes atomiques de petite taille, selon le physicien américain David Albright, dans un rapport publié par l'université Johns-

Hopkins, à Washington. Une estimation revue à la hausse : les diplomates chinois parlent désormais de vingt unités. Des informations impossibles à vérifier. Seule certitude : cet arsenal va grossir dans les années à venir. Mais les prédictions oscillent fortement entre vingt et cent bombes à l'horizon 2020. Principale variable inconnue : l'ampleur du programme d'enrichissement d'uranium, qui offre une alternative au plutonium pour la production de la bombe. En 2010, le régime a dévoilé une usine ultramoderne d'au moins 2 000 centrifugeuses à deux scientifiques américains subjugués. « Nous étions bouche bée », me raconte l'un d'eux. C'était à Yongbyon, le site nucléaire historique du pays. « Ils ont du matériel rustique, mais d'excellents savants. Il ne faut pas les sous-estimer », ajoute cette source. S'il s'agit plus que d'une usine Potemkine, et que d'autres sites similaires secrets tournent ailleurs, comme le soupçonne Washington, alors Pyongyang pourrait produire jusqu'à dix-sept nouvelles armes par an. Ce qui augmenterait de 525 % son arsenal d'ici à 2020, d'après les estimations les plus hautes. « Kim Jong-un peut tout négocier, mais jamais il ne lâchera ses vingt-cinq bombes qui sont une assurance vie », juge cet ancien négociateur américain.

À l'orée de l'année 2018, le jeune héritier a déjà commandé quatre essais atomiques, soit le double de son père durant l'ensemble de son règne. Mais, surtout, l'envergure des explosions a bondi depuis le premier test qui avait fait ricaner les experts. En septembre 2017, le sixième essai a déclenché un tremblement de terre d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter. La puissance de la déflagration atomique souterraine aurait dépassé les 250 kilotonnes d'explosifs TNT, soit plus de quinze fois la puissance d'Hiroshima. Durant le double mandat de Barack Obama, l'équation s'est inversée. Désormais, le temps joue contre les Occidentaux. À son arrivée à la Maison Blanche, le président démocrate avait misé sur la « patience stratégique », jugeant que le régime d'un Kim Jong-il à bout de souffle allait s'effondrer. Il était urgent d'attendre... faute de mieux. Une façon de régler par ricochet la question atomique. Pourquoi négocier avec un pouvoir en voie d'extinction ? Pour Barack Obama, le compte à rebours était lancé contre les Kim : il suffisait de les isoler. Peu porté sur l'international, le président américain avait vite compris qu'il y avait peu de bénéfices politiques à retirer d'une négociation avec la dynastie secrète. Aussi avait-il joué la carte de l'indifférence, à l'exception d'une tentative diplomatique avortée en 2012. La détermination du jeune héritier, qui a tué toute négociation, couplée au retour de la croissance économique, a démenti la stratégie de Barack Obama. La menace nord-coréenne contre le territoire américain n'est plus de l'ordre de la science-fiction. C'est devenu une réalité implacable, qu'aucun hôte de la Maison

Blanche ne peut plus ignorer.

Les Occidentaux ont une nouvelle fois sous-estimé la résilience du régime de Pyongyang. Le paria de la communauté internationale possède pourtant un atout majeur face aux leaders des grandes puissances, en particulier démocratiques. Alors que ces derniers doivent arbitrer de multiples priorités intérieures, politiques et économiques, concurrentes, sur le plan national comme international, le clan des Kim peut concentrer ses maigres forces sur un seul but : la survie. « L'objectif ultime de tout dirigeant nord-coréen est de mourir dans son lit », aime à dire Andreï Lankov avec son délicieux accent russe. Dos au mur, la dynastie sait rassembler ses quelques cartes pour sauver sa peau. En misant avec habileté sur la distraction des pays riches, obligés de courir plusieurs lièvres à la fois.

Mais que cherche « Rocket Man », ainsi que l'a surnommé le volcanique Trump ? Veut-il défier l'Amérique, ou seulement protéger son pouvoir ? Son accélération atomique répond à des enjeux fondamentaux. Cette quête s'inscrit dans la geste nationaliste et dynastique d'un régime fondé sur le culte de l'indépendance juchéenne. « La bombe est une arme identitaire. Le père du nucléaire, c'est Kim Jong-il. En accélérant son développement, son fils renforce à la fois sa légitimité dynastique et se pose en protecteur de la nation. Cela permet également de dire aux citoyens : Vous ne souffrez pas pour rien ! » analyse Antoine Bondaz. C'est ainsi que Kim Jong-un flatte la fierté patriotique de son peuple, toujours victime de privations. Le glaive atomique est l'accomplissement de l'idéologie nationaliste de la lignée du mont Paektu. En Corée comme ailleurs, « les gens adorent la bombe ! » me rappelle en riant Andreï Lankov. Cette panacée virile permet à un dirigeant et à sa population d'exister, d'avoir une place sur une planète perçue comme toujours plus dangereuse. « Aujourd'hui, c'est la loi de la jungle. On ne peut pas rester les bras croisés face aux brigands », m'avait doctement expliqué mon guide, en sirotant un *espresso macchiato* au café Sunrise, à Pyongyang. « Nous sommes un petit pays, mais nous continuons notre chemin », avait-il ajouté avec fierté. La prouesse est de taille pour un pays dont le PIB oscille entre celui du Cambodge et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Lorsque j'interroge les experts à Séoul sur les objectifs de la fuite en avant atomique du troisième des Kim, j'entends deux sons de cloche bien distincts. Quel est son véritable but ? Pour la plupart, la bombe est avant tout défensive. Une assurance vie pour le régime. « Les Nord-Coréens sont dans une logique de sanctuarisation du territoire. Une vraie dissuasion à la de Gaulle », analyse Alain Nass. La volonté de développer une capacité de « seconde frappe », notamment via des sous-marins, s'inscrit dans cette logique : résister à tout « chantage »

américain. Pour un régime dont la légitimité est fondée sur la libération du sol national, l'arme atomique est l'ultime garant de l'indépendance. Elle est de plus « un bon rapport qualité-prix », pointe Cheong Seong-chang. Ainsi, le programme nucléaire aurait coûté entre un et trois milliards de dollars à la dynastie sur plusieurs décennies, a calculé Séoul. Par exemple, le bouclier antimissile THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), déployé en 2017 par le Pentagone en Corée du Sud, et dont l'efficacité reste à prouver, coûte plus d'un milliard de dollars. La bombe permet de compenser le décrochage technologique conventionnel de l'Armée populaire de Corée, face à l'armada de la première puissance mondiale et à ses alliés, équipés d'armements dernier cri.

Dans cette perspective défensive, le programme atomique serait l'enfant des outrances du néo-conservatisme américain, au lendemain du 11-Septembre. « La bombe nord-coréenne est le bébé de John R. Bolton », peste un ancien négociateur américain, en référence au redoutable ambassadeur auprès de l'ONU de George W. Bush, et qui vient de reprendre du service auprès de Donald Trump. Dans son discours sur l'état de l'Union en 2002, George W. Bush place Pyongyang sur « l'axe du mal », aiguillonnant la paranoïa d'un Kim Jong-il assiégé. Les efforts diplomatiques d'une décennie sont réduits à néant. « La stratégie avait fonctionné sous Clinton. Mais Bush a tout gâché, et le régime a perdu confiance », résume Alain Nass. L'accord historique de dénucléarisation arraché par Jimmy Carter à Kim Il-sung sur son lit de mort, en 1994, tombe en désuétude. Craignant une « invasion » américaine, Pyongyang relance discrètement sa course à l'atome. Le programme secret développé par le sulfureux Docteur Khan, le père de la bombe pakistanaise, va conduire au premier test atomique en 2006. Le savant pachtoune va transmettre les secrets de l'enrichissement de l'atome, en échange d'une technologie de missiles balistiques et de quelques valises de billets. Sous le regard complaisant de Pékin, allié des deux partenaires.

À cette époque, Jong-un termine ses études à la prestigieuse académie militaire Kim Il-sung, après son retour de Suisse. Le jeune homme sait-il déjà qu'il est destiné aux plus hautes fonctions ? À 22 ans, il a sans doute célébré ce coup d'éclat avec ses camarades de promotion. Contrairement à l'image du gamin pourri gâté, l'héritier a bénéficié d'une formation poussée aux choses de la guerre, et sait aujourd'hui de quoi il parle. « Kim Jong-un est un dirigeant à la fibre militaire. Il connaît les enjeux technologiques d'armement », souligne Cheong Seong-chang. Il est en tout cas suffisamment grand pour comprendre les implications du Printemps arabe, qui bouscule des dictateurs « clients » et alliés comme Bachar el-Assad ou Mouammar Kadhafi, grand acheteur d'artillerie nord-coréenne. À Pékin comme à Pyongyang, la crainte d'une contagion est

palpable. La mort brutale du guide libyen sous les bombes occidentales sonne comme une leçon implacable pour le jeune leader : alors qu'il avait renoncé, quelques années plus tôt, à son programme d'armes de destruction massive en échange d'une réintégration dans la communauté des nations, le colonel a été tué sauvagement dans la poussière. Pas question de suivre le même chemin. « Kim Jong-un ne veut pas subir le sort des talibans ou de Kadhafi », juge Andreï Lankov. Le savant russe va plus loin : l'arme suprême pourrait permettre de mater une éventuelle révolte intérieure. « Elle pourrait servir à bombarder une ville rebelle. L'Histoire montre qu'une révolution a très peu de chance de vaincre un pouvoir prêt à faire couler du sang », rappelle-t-il.

Le monde peut-il vivre avec une Corée du Nord nucléaire ? C'est le dilemme auquel font face les puissances du P5, les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France jugent officiellement la perspective insoutenable. Intégrer la dictature nord-coréenne dans ce club très privé, comme le Pakistan ou l'Inde auparavant, ouvrirait la boîte de Pandore, ainsi qu'une course à la bombe, notamment en Asie. Déjà, le Japon est au seuil nucléaire, et certains en Corée du Sud réclament une « bombe nationale ». La Chine et la Russie se montrent plus flexibles. Si l'empire du Milieu est ulcéré par les rododromes de Kim Jong-un, elle semble prête à tolérer un voisin nucléaire, pourvu qu'il ne menace pas l'équilibre régional. Pékin pousse donc une formule de compromis aux allures de publicité pour dentifrice : le « double gel ». Pyongyang accepterait de suspendre ses essais atomiques et balistiques en échange d'un arrêt des exercices militaires américano-sud-coréens sur la péninsule. Cette proposition permettrait à la diplomatie chinoise de faire d'une pierre deux coups : apaiser les tensions régionales à court terme, tout en réduisant la présence américaine en Asie orientale – l'objectif stratégique ultime de Pékin.

En coulisses, nombre de spécialistes chevronnés jugent l'accession de la Corée du Nord au statut de puissance nucléaire comme un fait accompli, auquel les capitales n'ont d'autre choix que de s'habituer. Même l'ancien chef du National Intelligence de l'administration Obama, James R. Clapper, considère que « les Nord-Coréens ne vont pas dénucléariser ». Reconnaître son statut de puissance nucléaire est « la seule option réaliste » pour Washington, affirme cette figure respectée du renseignement. Plutôt que de mener un combat d'arrière-garde, les diplomates feraient mieux d'essayer de nouer un dialogue avec le Nord. « Kim Jong-un n'abandonnera jamais la bombe. Il vaut mieux lui parler pour éviter qu'il ne s'en serve », me confiait Moon Chung-in, conseiller du président sud-coréen Moon Jae-in et fervent partisan du dialogue. Les grandes puissances en sont aujourd'hui réduites à espérer que le jeune leader

nord-coréen suivra sagement les traces d'Islamabad, gardant la bombe comme ultime dissuasion face à l'ennemi indien.

Un défi périlleux, certes, mais gérable pour la communauté internationale, selon les spécialistes. Le régime, obsédé par sa survie, n'userait de la bombe qu'en dernier recours, s'arc-boutant sur ses maigres réserves atomiques. Si l'on suit cette lecture défensive, le glaive nucléaire ne remet pas en cause l'équilibre géostratégique de l'Asie du Nord-Est, tant que le clan des Kim ne se sent pas directement menacé. « Kim Jong-un a peur d'une guerre avec l'Amérique. Il sait que ce serait suicidaire », m'explique Paik Hak-soon, chercheur au *Sejong Institute*. Les tensions délibérées avec les États-Unis ne seraient donc qu'une mise en scène, attisée par la propagande, pour justifier le rôle de protecteur de la nation joué par le « cher dirigeant ». Celles-ci ne devraient pas déboucher sur un conflit. Cet état de siège permanent est habilement entretenu par le pouvoir, afin de maintenir sa population coupée du monde. Il semble cependant peu probable que le gouvernement fasse ce pas irréversible. De même, Pyongyang fait preuve de prudence sur le front de la prolifération atomique. La capitale nord-coréenne n'a pas encore été prise la main dans le sac, vendant ses secrets à des organisations terroristes, telles que l'État islamique ou Al-Qaïda. Pas question d'offrir à l'Amérique un nouvel angle d'attaque. Contrairement aux affirmations de nombre de faucons, Kim Jong-un poursuivrait une ligne rationnelle. Ce n'est pas un « fou », contrairement à ce qu'affirme le sénateur américain John McCain.

Toutefois, cette lecture rassurante n'est pas partagée par tous, notamment en Corée du Sud. C'est pour cela que je décide de revoir Cheong Seong-chang. Ce chercheur francophone avait prédit avant tout le monde l'ascension de Kim Jong-un comme héritier. Grâce à son travail minutieux, au plus près des sources nord-coréennes, qu'il épluche au quotidien, le « Docteur Cheong » a développé une connaissance intime des rouages du régime. À chaque échange, j'ai l'impression rare d'un interlocuteur marchant sur la terre ferme, là où tant de spécialistes enchaînent les généralités théoriques.

Je le retrouve dans un café lumineux, non loin du massif ministère des Affaires étrangères. Cordial, toujours disponible, Cheong Seong-chang assène ses observations d'une voix douce, et dans un français saccadé mais précis. Son analyse n'est guère rassurante. « Kim Jong-un est beaucoup plus audacieux que son père. Pour Kim Jong-il, la bombe était une carte de négociation. Pour son héritier, elle est un moyen d'accroître l'influence de la Corée du Nord sur la péninsule », prévient-il. Dès son avènement, le jeune homme a accéléré la fuite en avant atomique du régime, la portant en quelques années à un point de non-retour. « Il s'est délibérément mis dans une impasse nucléaire », confirme

Antoine Bondaz. Alors que son père jouait à « retenez-moi ou je fais un malheur » pour négocier une aide économique avec George W. Bush, le jeune maréchal garde les yeux rivés sur son objectif : se doter d'une capacité nucléaire autonome. Pendant six ans, il ignore tous les appels du pied diplomatiques de l'administration Obama. En février 2012, les deux parties s'entretiennent secrètement à Pékin et réussissent une percée. Pyongyang s'engage à un moratoire sur les essais atomiques, en échange d'une aide alimentaire américaine. Washington souffle, persuadé que le troisième des Kim, tout juste couronné, est un partenaire accommodant. Erreur. À la dernière minute, l'héritier torpille le *deal* : il annonce le lancement d'un satellite et piétine ainsi les résolutions de l'ONU.

La même année, James R. Clapper doit effectuer en personne une mission secrète à Pyongyang pour arracher la libération de deux Américains, Kenneth Bae et Matthew Miller. Le régime joue avec les nerfs de l'espion en chef de la Maison Blanche. Après un banquet somptueux, les services annoncent abruptement à Clapper au petit matin qu'ils ne peuvent plus « assurer sa sûreté ». La « cérémonie » se termine par la restitution des prisonniers, vêtus de leur uniforme de forçat et récitant leur autocritique.

Le jusqu'au-boutisme du maréchal ne répond pas seulement à son désir de sécurité. Ses ambitions sont plus offensives, selon Cheong Seong-chang : « Il veut plus que la survie. Il veut une Corée réunifiée sous son égide. Et cela va engendrer beaucoup de problèmes. » Je repense aux affirmations du lieutenant-colonel Park, armé de sa baguette sur son nid d'aigle : la réunification de la péninsule par la force serait l'objectif ultime du jeune leader. « Il ambitionne d'être le plus grand souverain de l'Histoire de Corée », ajoute Andreï Lankov en écho. Le trublion réaliserait ainsi le rêve avorté de son grand-père. Kim Il-sung avait lancé une offensive éclair réussie contre le Sud, en juin 1950. Et sans l'intervention déterminée du président Harry S. Truman, les troupes de l'Armée populaire de Corée du Nord, déjà aux portes de Busan, auraient pu conquérir l'ensemble de la péninsule. Un hold-up historique, avec la bénédiction de Staline et de Mao. Soixante-dix ans plus tard, la présence militaire américaine reste le principal obstacle au rêve de réunification de Pyongyang. Obtenir le départ des 28 500 GI's postés en Corée du Sud, à force de provocations et de négociations musclées, serait l'objectif stratégique ultime du maréchal. La bombe viserait *in fine* à tenir en respect Washington pour mieux assujettir la péninsule. En outre, Pyongyang est convaincu que les États-Unis ne sont pas prêts à mourir pour Séoul. L'arme nucléaire cacherait donc une menace conventionnelle.

Beaucoup d'experts jugent cette théorie alarmiste et estiment que le projet de réunification n'est plus qu'un mantra agité par la propagande. « Ils savent que ce

n'est pas réaliste », me dit Alain Nass. Mais Cheong Seong-chang persiste et signe. « Ce n'est pas qu'un slogan. Il ne veut pas de compromis, il veut imposer ses conditions. Il est persuadé que les États-Unis n'oseront pas l'attaquer une fois le pays doté d'ICBM », me met en garde le spécialiste. Comment la vétuste Armée populaire de Corée pourrait-elle vaincre sa rivale appuyée et armée par la première puissance mondiale ? L'écart technologique est flagrant.

Pourtant, il ne faut pas sous-estimer la vision du maréchal qui, du fait de son jeune âge, s'inscrit dans la durée. Son ambitieuse stratégie peut se développer sur quinze ou vingt ans, par étapes. Avec pour but de réduire graduellement la présence des GI's sur la péninsule. Aussi la bombe constitue-t-elle sa carte maîtresse pour arracher des concessions à Washington pas à pas. « Il va demander le retrait des troupes américaines et ne l'obtiendra pas. Mais il peut négocier une réduction progressive des exercices militaires américano-sud-coréens dans un premier temps », pense Andreï Lankov. L'opération de grappillage s'annonce de longue haleine, et suppose un rapprochement avec Séoul, dont la confiance dans le parapluie américain ne va pas cesser d'être mise à l'épreuve. Le Pentagone est-il prêt à défendre avec autant de vigueur Busan et Los Angeles ? Le doute s'installe, à l'instar des membres européens de l'OTAN sous la menace soviétique. Pour tranquilliser la population, Ronald Reagan avait envoyé des missiles Pershing sur le Vieux Continent. Au XXI^e siècle, l'Amérique travaillée par l'isolationnisme est-elle disposée à déployer les mêmes moyens face à Pyongyang, et surtout face à Pékin ? Rien n'est moins sûr.

La bombe place Kim Jong-un en position de force pour l'avenir. Et les jeux Olympiques de Pyeongchang font entrevoir une pause diplomatique, bienvenue pour relâcher l'étau des sanctions qui l'enserrent. Négocier avec les grandes puissances peut permettre à Kim Jong-un de gagner du temps et de diminuer la pression internationale, sans renoncer à sa vision à long terme. Discerner les « buts de guerre » ultimes du dictateur le plus mystérieux de la planète reste hors de portée, même de la CIA. Et seules les années à venir apporteront une réponse à cette question cruciale pour l'avenir de l'Asie du Nord-Est. Mais la psychologie peut aussi offrir quelques indices. Comme dans une tragédie grecque, l'*hubris* est peut-être le plus grand danger qui menace le talentueux maréchal. « Jusqu'ici, tout lui a réussi. Il a eu de la chance, et ça, c'est un problème ! » s'exclame Lankov. Comme chez tous les conquérants, le leader nord-coréen n'est pas à l'abri d'un excès de confiance. Enfermé dans sa bulle, révérend par un peuple soumis, exalté par les avancées prodigieuses de son programme atomique et la croissance de son économie, « il risque d'en faire trop ». Un diagnostic déjà patent, selon Cheong Seong-chang. « Kim va trop loin. Son rêve de réunification va le conduire à son isolement et à des grosses

difficultés. »

« La seconde guerre de Corée »

Les cocotiers se balancent langoureusement au-dessus du sable. Au large, le bleu cobalt du Pacifique jaillit en écume lorsqu'il se fracasse sur la barrière de corail. Un décor à la Gauguin, pour l'une des plus sauvages tueries de la Deuxième Guerre mondiale. « C'est ici que nous avons forgé notre histoire. Mille cinq cents Marines sont morts dans l'assaut de Guam », m'explique fièrement le major Timothy Patrick au volant de son van, le long de cette plage paradisiaque. Une longue coulée de macadam épouse les collines à la végétation luxuriante, entrecoupée de quelques stations-service, qui vendent des *carrot cakes* sous cellophane sur fond de musique country. La Route 66 sous les tropiques. Trapu, quelques poils réglementaires sous sa casquette camouflage, mon guide est emblématique du retour des « nuques de cuir » sur ce volcan stratégique, considéré comme la plus haute montagne du globe, qui surplombe la vertigineuse fosse des Mariannes, soit 11 000 mètres de profondeur dans les entrailles du Pacifique.

Le matin du 21 juillet 1944, la 3^e division des Marines se lançait à l'assaut des récifs de cette forteresse naturelle, contrôlée par l'armée impériale japonaise. La bataille sanglante de plusieurs semaines dans la jungle se termine par un hara-kiri du général Obata. Un exploit qui annonce le dénouement de la guerre du Pacifique. À 2 600 kilomètres de Tokyo, Guam offre enfin une piste de décollage pour les bombardiers américains à portée de la capitale nippone, qu'ils vont inonder de bombes incendiaires. Depuis l'îlot de Tinian, au nord du petit archipel des Mariannes, le B-29 Enola Gay s'envole semer la mort sur Hiroshima et faire plier Hirohito. Je suis fasciné d'être ici. La guerre du Pacifique, ce conflit lointain et pourtant décisif, me fascine depuis mon enfance, bercée par la lecture de *Buck Danny*.

« Aujourd'hui encore, nous sommes confrontés à la tyrannie de la distance. Faire traverser le Pacifique à un corps expéditionnaire est une opération dantesque. C'est pourquoi nous allons nous pré-positionner ici », explique le major Patrick. Au XXI^e siècle, Guam reprend toute son importance stratégique aux yeux du Pentagone. Mais, cette fois, Pékin et Pyongyang sont en ligne de mire. L'officier est ici pour préparer le retour en force du prestigieux US Marine Corps à Guam, qui deviendra leur principale base en Asie-Pacifique, à l'horizon 2020. « Dans la zone, nous risquons de renouer avec le combat conventionnel

contre des armées nationales, ce que nous n'avons plus fait depuis l'opération " Bouclier du désert " en 1990 », explique cet ancien du front moyen-oriental, sans nommer l'Armée populaire de libération chinoise ou les soldats de Kim Jong-un. Plus de 5 000 *killers* seront basés dans cet écrin tropical, prêts à attaquer. Un chantier colossal et chiffré à 8,7 milliards de dollars.

Le débarquement du corps d'élite viendra épauler l'US Air Force et la Navy, portant le nombre de militaires postés sur l'île à 14 000, sans compter leurs familles et autres civils. Une « forteresse America » au cœur de l'océan, avec piscine, champs de tir sur des plages de rêve et parcours du combattant dans la jungle. Le tout paisiblement aménagé à côté des *resorts* cinq étoiles des années 1980, datant de l'époque où Guam était la destination phare des lunes de miel japonaises ou coréennes. À Tumon, la station balnéaire de l'île, les visages asiatiques dominent, mais l'accent comme les menus sont indubitablement américains : barres chocolatées au Tabasco et Budweiser.

J'ai atterri la veille sur cette île enchanteresse, heureux de quitter le vicieux hiver shanghaiën. Sous la pluie de janvier, l'ancienne concession française grelottait. Le contraste fut saisissant en descendant de l'avion, rempli de familles coréennes et japonaises fuyant le froid. Ici, « le jour de l'Amérique commence », comme l'affirme fièrement le slogan local, du fait de sa position la plus à l'ouest du territoire des États-Unis, à 9 000 kilomètres de la Californie. J'ai l'impression d'être projeté dans une série américaine des années 1980. *Starsky et Hutch* en vacances. Depuis le balcon de ma chambre, je vois les chasseurs F-18 Hornet zébrer le ciel bleu au-dessus des hôtels de luxe. Je me rappelle que Magellan avait jeté l'ancre dans cette baie, épuisé, après deux mois d'une traversée solitaire à travers le Pacifique.

Soudain, un grondement plus sourd se fait entendre. Par la fenêtre, la silhouette anthracite longue et inquiétante du bombardier B-1 s'élève, puis file vers le large. *The Bone*, ce camion à bombes atomiques, part en mission vers l'Asie orientale, à quatre heures de vol de là. « Les B-1 et B-2 viennent régulièrement ici faire des rotations lorsque les Kim s'agitent », m'expliquera laconiquement la capitaine Jessica Clark de l'US Air Force, lors de ma visite de la base Andersen, l'après-midi même. Le B-2 est un bombardier tout de noir vêtu, aux allures de soucoupe volante. Une carapace ultrafurtive, capable d'échapper à la détection des radars. Coût unitaire : 1,4 milliard de dollars ! La facture du crash est salée... Cette base, la plus importante de l'US Air Force en Asie orientale, déploie ses pistes d'envol sur le plateau septentrional de ce confetti de terre. « Ici, les pilotes se familiarisent avec le théâtre du Pacifique et travaillent leur précision en larguant des bombes sur des îlots », explique la capitaine Clark. Comme celui de Farallon de Medinilla, laminé par des tapis

d'obus lâchés par des générations de B-52. En attendant la guerre grandeur nature...

À l'heure des drones et de la cyberguerre, cette île perdue offre toujours un relais logistique crucial aux forces américaines pour assurer leur ligne de communication entre la Californie et l'Asie, nouveau poumon économique mondial. Les porte-avions de la 7^e flotte, comme les sous-marins nucléaires, s'y ravitaillent. Déjà, au xvi^e siècle, Guam servait d'escale précieuse au galion de Manille, qui transportait l'or du Pérou jusqu'en Extrême-Orient. Aujourd'hui, d'immenses « balles de golf » posées sur les collines vertes, cachant de puissantes antennes satellites, transmettent des milliards de données chiffrées entre l'Asie et Washington.

Mais, en 2017, l'île de Guam est passée du statut de rampe de lancement de l'hyperpuissance américaine à celui de cible potentielle du trublion nord-coréen. Début août, Kim Jong-un a placé ses 160 000 habitants dans sa ligne de mire, menaçant l'îlot d'un « feu enveloppant », à coups de missiles Hwasong-12. Au creux de l'été, les rédactions s'affolent. Le spectre d'une « troisième guerre mondiale » fait la une des journaux, pendant que la France est à la plage. Une nouvelle fois, les médias se jettent avidement sur les déclarations tonitruantes du maréchal, en oubliant de préciser l'essentiel : le matamore ne frappera qu'en cas de signe d'attaque imminente américaine. Détail crucial, généralement omis par les chaînes d'information en continu. Après avoir repoussé mes vacances de plusieurs jours pour couvrir ces gesticulations, je décide finalement de partir en Italie le cœur léger. Les dépêches crépitent, mais je dors sur mes deux oreilles : comme le préoyaient les experts, le jeune dictateur n'a pas osé ce *casus belli*, qui aurait entraîné une réplique américaine foudroyante, mettant en péril son régime. Kim Jong-un n'est pas suicidaire.

Toutefois, l'île demeure dans son viseur. « La prochaine provocation pourrait être un test de missile en direction de Guam, sans la frapper directement. Ce serait une façon de tester Trump en lui montrant qu'ils ont la capacité d'atteindre l'île », juge John Nilsson-Wright, expert à la Chatham House, un *think tank* londonien. À 3 400 kilomètres de Pyongyang, l'île offre de meilleures chances de succès aux missiles nord-coréens que les côtes continentales américaines, situées à près du double de distance.

L'hypothèse d'une frappe contre Guam est prise au sérieux par le Pentagone. Celui-ci déploie sur l'île son bouclier antimissile THAAD, prenant en compte les progrès spectaculaires du programme balistique engrangés ces dernières années. Le missile de moyenne portée Musudan, surnommé le « Guam Killer », a laissé la place au Hwasong-15, de portée intercontinentale, grâce à un nouveau moteur à forte poussée, le Paekdu-san. Certes, ce bond en avant technologique des

scientifiques nord-coréens bouscule le dispositif stratégique américain. Mais il est très loin de le mettre en échec. « Guam est une cible avant tout symbolique. Les Américains ont la capacité de frapper la Corée du Nord depuis de multiples autres points dans la région », analyse Nilsson-Wright. Ils peuvent s'appuyer sur leur flotte de *destroyers* équipée du système de missiles Aegis. Une référence lointaine au nuage où Zeus dissimulait ses éclairs avant de déclencher sa colère sur les hommes. Je ne suis pas certain que cette source mythologique parle aux stratèges de Pyongyang. La première puissance mondiale peut aussi frapper grâce à ses sous-marins lanceurs d'engins nucléaires, tapis au fond des océans, tout comme leur arsenal balistique continental, basé notamment en Alaska.

Car la supériorité américaine reste écrasante, et l'issue d'un conflit ouvert est sans ambiguïté. Kim Jong-un sait qu'un affrontement avec la première puissance mondiale le conduirait à sa fin. Son comportement « rationnel » en témoigne et démonte les clichés. Ainsi, il sait faire baisser la température dans les moments cruciaux pour ne pas commettre de faux pas. En septembre 2017, il se garde de tester ses missiles lors de l'Assemblée générale de l'ONU, où Donald Trump a promis « le feu et la colère ». De même, il fait profil bas durant le congrès du Parti communiste chinois le mois suivant, afin d'éviter de faire perdre la face au nouvel empereur rouge durant son sacre. Et il lance une offensive de charme à l'occasion des jeux Olympiques de Pyeongchang, au moment où le scénario d'une frappe préventive prend corps à Washington. « Le jour où on le poussera dans un coin du ring, il risque alors de faire une bêtise », juge Alain Nass. Aussi, la stratégie de la pression maximale, mise en œuvre par Donald Trump, est un pari risqué, mais qui porte ses fruits.

Les États-Unis et leurs alliés, la Corée du Sud et le Japon, bénéficient d'une supériorité technologique écrasante face à l'Armée populaire de Corée. Souvent présentée comme « la quatrième armée du monde » du fait de ses effectifs pléthoriques estimés à 1,2 million d'hommes, elle est en réalité équipée principalement de matériel vétuste. Les rations sur le front s'avèrent maigres, selon les témoignages des soldats transfuges. « Les Nord-Coréens ne peuvent pas réussir une invasion, car leur supériorité numérique n'est pas suffisante pour compenser leur retard technologique, en particulier sur le plan aérien », me confie un militaire à Séoul.

L'US Air Force domine le ciel de Corée de façon outrageuse face à la flotte soviétique de Kim Jong-un, dont seuls quelques MiG-29 peuvent donner le change. Les chasseurs et bombardiers furtifs américains peuvent décoller des bases d'Osan, près de Séoul, de Kadena, à Okinawa, ou depuis Andersen, à Guam. « L'US Air Force a les moyens de vitrifier la DMZ en 24 heures, sur 40 kilomètres derrière les lignes nord-coréennes », juge Alain Nass. Le

Pentagone peut aussi choisir de frapper l'état-major de Pyongyang, ou des installations nucléaires, grâce à des missiles de croisière Tomahawk lancés depuis des sous-marins ou navires de surface, comme ce fut le cas en Syrie.

La tentation d'une frappe de « décapitation » visant le « leader suprême » ou son état-major est parfois soulevée comme une panacée par certains va-t-en-guerre. Elle semble pourtant vouée à l'échec, comme le montre le précédent irakien. Les frappes chirurgicales sur Bagdad n'avaient eu qu'un maigre impact. Les installations atomiques telles que les postes de commandement sont enterrées, et donc difficiles à abattre, même avec de lourds bombardements, pointent les experts. Et un réseau de passage souterrain permettrait à Kim Jong-un de circuler à l'abri. Surtout, cette agression, difficilement justifiable par le droit international, risquerait de mettre le feu aux poudres. « Une attaque contre Pyongyang déclencherait une guerre totale », prévient Cheong Seong-chang.

Même les faucons les plus remontés à Washington semblent conscients de cette réalité. Du coup, ils se rabattent sur la stratégie du *bloody nose*, le nez ensanglanté. Une frappe aussi ciblée que spectaculaire visant à donner un ultime avertissement au garnement de Pyongyang. Il s'agit de viser une installation atomique ou une base de missiles pour envoyer un coup de semonce musclé. L'objectif est de mettre fin à une décennie d'impunité, en rappelant au trublion nord-coréen que ses provocations auront désormais un coût militaire. « Escalader pour “ désescalader ” », expliquent en se contorsionnant les partisans de cette tactique dangereuse. Une piqûre de rappel. Une interception de missile serait le scénario idéal permettant de mousser Pyongyang sans frapper directement son territoire, minimisant le risque de réplique. Le régime pourrait alors sauver la face en cachant ses déboires à sa population.

La question des représailles est au cœur de l'équation des frappes préventives, étudiée par le Pentagone. En particulier, les risques posés vis-à-vis des 15 millions d'habitants de Séoul, à seulement 40 kilomètres de la ligne de front. Un casse-tête qui a même découragé Steve Bannon, le sulfureux conseiller ultraconservateur de Trump, avant sa démission. « Ce n'est pas le régime syrien ici. Si l'Amérique frappe, vous croyez que Kim Jong-un va rester sans broncher ? Non. Et s'ils répliquent, croyez-vous que les Sud-Coréens resteront les bras croisés ? » s'inquiète tout haut Andreï Lankov. Même sans tomber dans cet engrenage fatal, les généraux américains concèdent qu'il sera difficile d'éviter d'importantes pertes humaines à Séoul. Avant que l'aviation alliée ne « nettoie » la ligne de front, il faut compter de longues heures.

Séoul est le talon d'Achille de la Corée « capitaliste », à la portée de centaines de pièces d'artillerie ennemie. Voire d'un coup de main des forces spéciales de Pyongyang. Comme en 1968, lorsqu'un commando de trente et un

soldats d'élite franchirent les barbelés, avec pour mission d'assassiner le président Park Chung-hee et de fomenter une révolution. Déguisés, ils s'étaient approchés sans encombre jusqu'à quelques centaines de mètres du jardin de la Maison Bleue avant d'être découverts et repoussés. Le seul survivant de cette opération réussit à rentrer à Pyongyang, où il fut décoré par Kim Il-sung en personne.

La capitale nord-coréenne avait également trouvé le moyen de contourner la DMZ par la voie souterraine, en creusant des tunnels de plusieurs kilomètres, dont certains assez larges pour faire passer des chars d'assaut. À peine mis au jour, ces galeries furent inondées par le Sud et sont aujourd'hui des attractions touristiques. « Militairement, la DMZ est devenue obsolète. Aucun rempart ne peut tenir seul face à une armée », considère Andrew Salmon. Comme la ligne Maginot, ces fortifications visent d'abord à rassurer une population de 51 millions de Sud-Coréens, et accessoirement à ralentir une incursion des troupes de Kim Jong-un vers Séoul. Deux vallées forment des corridors d'invasion naturels vers la capitale.

Tirant les leçons de cette vulnérabilité, Séoul et son allié américain, liés par un traité de défense, ont renforcé à outrance un deuxième rideau dissuasif d'hommes et d'artillerie entre la DMZ et la capitale. « La puissance de feu concentrée dans cette zone est sans doute la plus dense du monde », juge un officier américain posté sur place. La 2^e division d'infanterie de l'US Army est positionnée au nord de l'agglomération tentaculaire, pour couper la route à une descente des troupes de Kim Jong-un. Elle encaisserait le premier choc frontal en cas d'invasion, avant d'être renforcée en quelques heures par les Marines sud-coréens basés à Pohang et leurs acolytes américains basés au Japon, tous prêts à sauter sur la péninsule en cas de coup de chaud. « Ici, ce n'est pas l'Irak ou l'Afghanistan. Nous nous préparons à ce conflit depuis des décennies », m'explique une officier américaine.

Autre menace possible : celle de forces spéciales contournant la DMZ par la mer en menant des opérations amphibies sur les plages de la péninsule. En 1950, un groupe armé nord-coréen avait même dirigé une intervention surprise à Busan, au sud du pays, dans les premières heures du conflit, déstabilisant l'adversaire. Pyongyang possède l'un des plus gros contingents de forces spéciales au monde, estimé à 200 000 hommes, dont 60 000 commandos aguerris aux missions les plus risquées.

La propagande nord-coréenne aime gronder qu'elle transformera Séoul en « mer de feu ». Un leitmotiv qui fait régulièrement les gros titres, et trotte dans la tête des stratèges du Pentagone. L'image donne des frissons. Pour autant, est-elle crédible ? J'ai des doutes. Je me tourne vers les experts de la chose militaire pour

tenter de répondre à cette question. Une pluie d'obus ne suffit pas à raser une ville de la carte, comme le montre le bombardement de Beyrouth par l'armée israélienne en 1982. Une étude fouillée du *think tank* américain Stratfor met cette idée en perspective et écarte le scénario de l'Armageddon. L'armement nord-coréen est vétuste, ses munitions souvent hors d'usage, et les troupes mal entraînées. Elle ne peut donc pas « laminer » Séoul, mais néanmoins faire des dégâts « significatifs ». « C'est une artillerie de type pacte de Varsovie », me confirme Alain Nass. Surtout, chaque pièce est sous la surveillance permanente des satellites espions américains, rendant difficile toute attaque surprise. « Dès qu'un canon sort, les Américains le voient en temps réel », selon cet officier chevronné. De plus, seules quelques centaines des milliers de mortiers disposés le long du front sont capables d'atteindre la capitale, l'essentiel étant destiné aux cibles proches. Pour autant, Pyongyang pourrait infliger de lourds et sanglants dommages, selon l'étude de Stratfor, surtout si les stratèges concentrent toute leur puissance de frappe sur la capitale ennemie. « Si chacun des lanceurs de roquettes de 300 millimètres sont ciblés sur Séoul, cela suffirait à faire pleuvoir le feu sur la capitale et au-delà. Une simple volée pourrait délivrer 350 tonnes métriques d'explosifs TNT, soit environ l'équivalent du chargement en bombes B-52 », affirme l'étude. J'essaie de visualiser la scène, mais mon imagination me fait défaut.

Pourtant, le bombardement de Séoul paraît peu probable tant il est risqué pour Kim Jong-un. Celui-ci entraînerait en réplique l'anéantissement de son régime dans les jours suivants, sous le feu de l'aviation alliée, voire de forces terrestres. Je n'y crois guère, d'autant que le « leader suprême » n'aurait sans doute pas besoin d'en venir à de telles extrémités pour déstabiliser son adversaire grâce à l'arme psychologique. Une simple salve frappant un endroit symbolique de la capitale, comme la place Gwanghwamun ou les pistes de l'aéroport d'Incheon, suffirait à déclencher le chaos. J'y pense souvent lorsque j'atterris sur le tarmac de cette aérogare futuriste, située à quelques kilomètres des barbelés de la DMZ. Au point que certains avions mordent sur le territoire rival lors de leur approche. Des sentinelles sud-coréennes ont même un jour ouvert le feu sur un Airbus A320 de la compagnie Asiana, croyant à un avion ennemi dans le brouillard. Porte d'entrée de la quatrième économie d'Asie, Incheon est une cible de choix. Sans oublier le possible recours à des actions terroristes, ou à une bombe atomique « sale » montée sur un Scud, en cas de situation désespérée.

Cette vulnérabilité de Séoul demeure la principale épine dans le pied des États-Unis. En effet, plus de 200 000 ressortissants sont installés en Corée du Sud et seraient des otages faciles, m'avait expliqué l'un de mes hôtes nord-

coréens lors de mon dernier voyage à Pyongyang. Pour mener à bien une opération militaire, l'Amérique doit donc au préalable évacuer les familles, sous peine de subir les foudres d'une opinion publique convertie au « zéro mort » depuis le drame du Vietnam. Un casse-tête pour les stratèges américains. Au début des années 1990, la guerre semblait toute proche, et l'administration Clinton avait préparé une évacuation, en prévision d'un conflit face à un Kim Il-sung mourant. Deux décennies plus tard, le dilemme reste entier pour son successeur Donald Trump. « C'est le Rubicon », juge Alain Nass. Car l'évacuation sonnerait comme l'ultime coup de gong, plaçant pour de bon la Corée sur le sentier de la guerre.

Les habitants de Séoul haussent aujourd'hui les épaules, malgré les bruits de bottes sur la péninsule. Ces travailleurs acharnés poursuivent leur vie trépidante, du bureau au centre commercial, en passant par les soirées arrosées, ignorant les grands titres de la presse internationale. Comme Israël, ils ont appris à vivre sous la menace permanente d'un conflit, et se laissent absorber par le quotidien. Mais ce détachement apparent recouvre une profonde anxiété. En Corée, lorsqu'un sujet fait peur, on préfère souvent le mettre sous le tapis. « Il faut prêter attention aux silences des Coréens », selon Benjamin Joinau, installé de longue date à Séoul. Se méfier de l'eau qui dort. Les Sud-Coréens, adeptes du *pali pali* (« vite vite ») et toujours prompts à réagir au quart de tour, pourraient passer du calme apparent à la tempête en un clin d'œil.

Peut-on s'imaginer la panique, à l'instant où les réseaux sociaux relayeraient la nouvelle d'une évacuation des familles américaines ? Info ou intox ? Peu importe. On verrait les parents et les enfants se ruer vers le sud du fleuve Han, dont les ponts seront passés sous contrôle militaire. On observerait l'effondrement de la Bourse et de la devise coréenne. Le chaos au « pays du matin frais ». Pour le moment, il ne s'agit que d'un mauvais rêve.

Tandis que Séoul aime l'attention, Pyongyang est passé maître dans l'art de la surprise. En cas d'escalade, la riposte pourrait fondre ailleurs, sur une portion du front moins exposée, et où l'APC est en position de force. Ces représailles permettraient de tenir en respect l'ennemi, sans franchir le point de non-retour que constituerait une attaque sur la capitale. En regardant la carte et l'Histoire passée, je me focalise sur une région particulièrement risquée : les îles de la mer Jaune. « La réplique à une frappe américaine pourrait être conventionnelle, par une prise de gage. On prend une île, puis on négocie », ironise Alain Nass. Les tensions les plus redoutables ont précisément eu lieu ces dernières années dans ces eaux turbides. En 1999, en 2002, puis en 2009, les Marines des deux Corées se sont livrées à des escarmouches sanglantes dans les parages, le long de la Northern Limit Line. Cette frontière maritime fut tracée

par un général américain à l'issue de la guerre de Corée, mais jamais reconnue par Pyongyang. Une ultime humiliation qui reste en travers de la gorge des gradés de l'APC.

Je garde un intense souvenir de ma visite de l'une de ces îles : la plus exposée, mais aussi la plus belle, en 2010. Telle une Ithaque d'Extrême-Orient, les falaises vertigineuses de Baekyondo surgissaient des bords de brume qui nappent les eaux laiteuses de la mer Jaune, après une navigation à l'aveugle, à bord d'un ferry en provenance d'Incheon. Battue par les vents, cette forteresse vallonnée de 50 kilomètres carrés avait des airs de bout du monde. La brochure touristique qui accueillait le visiteur la présentait comme une escapade rêvée, entre plages et fruits de mer. Mais les cartographes avaient omis l'essentiel : les miradors, les blockhaus et les antennes satellites, qui parsemaient l'île comme autant de verrues, rappelaient qu'ici, la guerre froide jouait les prolongations. Nous étions sur le bastion le plus avancé de l'armée sud-coréenne en mer Jaune, à deux kilomètres du fameux 38^e parallèle, à 16 kilomètres des côtes de la Corée du Nord, et à 143 kilomètres de Pyongyang.

Lorsque je débarquai, accompagné de camarades journalistes, l'île semblait de nouveau sur le qui-vive, rattrapée par son destin. Le 26 mars 2010, les habitants avaient entendu une sourde détonation venant du large. Il était 21 h 22 quand la corvette sud-coréenne *Cheonan*, en patrouille dans ces eaux disputées, s'était violemment brisée sous le coup d'une mystérieuse explosion, abandonnant quarante-six marins dans la mer glacée. Tard dans la nuit, à Séoul, j'avais écrit hâtivement un papier avant le bouclage du journal. Un parfum d'inquiétude planait dans les états-majors et les rédactions.

Les Marines de la 6^e brigade, qui occupaient les points hauts comme les plages barbelées de l'île, étaient en alerte et avaient renforcé leurs effectifs. « Nous sommes prêts à passer à l'action en cas d'attaque », révélait gravement un officier depuis son nid d'aigle, d'où il pouvait scruter par temps clair les lignes adverses. La brigade avait pour mission de tenir l'île et de riposter si le Nord lançait une offensive généralisée contre Séoul.

Quelques jours plus tard, à bord d'une vedette remplie de journalistes, j'arrivais sur les lieux du drame, à 2,4 kilomètres au large de la côte. La mer était d'huile sous le soleil de l'après-midi, et j'éprouvais une étrange sensation de sérénité. Les eaux lisses et argentées de l'abîme gardaient-elles soigneusement leur secret ou étaient-elles dépourvues de mémoire ? À quoi bon continuer à faire des ronds dans l'eau ? Ce métier est parfois étrange. « Il faut aller voir », disait la grande voyageuse Ella Maillart. Certes !

C'était bien ici, par 40 mètres de profondeur, que les enquêteurs sud-coréens affirmaient avoir trouvé la pièce à conviction qui accusait le régime de Kim

Jong-il. Avec mes camarades reporters, je fus convoqué quelques semaines plus tôt par le très secret ministère de la Défense sud-coréen à une surprenante conférence de presse. Dans une vitrine, les galonnés au regard sévère exhibaient une « hélice » marquée d'un signe accusateur en alphabet coréen. Ce morceau de métal rouillé, frappé d'un symbole à la peinture blanche, était apparemment l'unique vestige de la torpille nord-coréenne qui aurait coulé le *Cheonan*, nous assuraient les officiels. Elle aurait été tirée par un sous-marin dans une attaque digne de la Seconde Guerre mondiale : un véritable *casus belli*. Cette hypothèse était confirmée par une enquête « internationale », incluant les fidèles alliés de Séoul. S'agissait-il d'un acte délibéré ou de l'explosion d'une vieille mine oubliée de la dernière guerre ? Rarement dans ma carrière, j'avais affronté de tels doutes. Parmi les nombreux experts militaires interrogés, chacun avait son interprétation, mais personne ne détenait les preuves irréfutables de ce qu'il avançait. Une histoire emblématique de l'insondable mystère nord-coréen.

Un an plus tard, l'île voisine de Yeonpyeong fut à son tour le théâtre de sanglantes discordes. La Corée du Sud fut la proie d'un bombardement de l'APC, qui fit de nombreuses victimes. Beaucoup virent dans ces coups d'éclat la main du novice Kim Jong-un, alors héritier de l'ombre et déterminé à faire ses preuves pour asseoir son emprise sur les militaires. Aujourd'hui, ces îles demeurent un point névralgique à surveiller. En effet, ces parcelles de terre sont suffisamment éloignées de Séoul et proches des forces spéciales amphibies campées sur la côte pour susciter des inquiétudes au Sud.

Une seconde guerre de Corée aura-t-elle lieu ? Comme la plupart des habitants de Séoul, je n'y crois guère. J'ai même tendance à rassurer mes proches, affolés à l'autre bout du monde. Cependant, six décennies de paix relative ponctuée de vociférations et de menaces peuvent induire en erreur. Humilité et vigilance sont les seuls points fixes auxquels se raccrocher.

À chacun de mes voyages à Pyongyang, mes interlocuteurs m'ont affirmé crânement qu'ils étaient prêts à en découdre, même avec les États-Unis. Et l'ombre des missiles Tomahawk qui se sont abattus en Syrie ne semble pas ébranler les Nord-Coréens. En frappant le régime de Bachar el-Assad, en réplique à l'usage d'armes chimiques, le président Donald Trump peut donner des sueurs froides à Pyongyang, autre État paria dans le viseur de Washington. Officiellement, le régime serre les dents. « Nous n'avons pas peur d'une frappe préventive, car nous pouvons déjà menacer les États-Unis avec nos missiles », avait tranquillement répondu mon guide. Puis il avait précisé, dans son français hésitant : « Et nous avons la clairvoyance du maréchal. » Candeur ou conditionnement ? Peu importe. La société nord-coréenne a grandi avec l'idée que le conflit est inévitable. Elle y est bien plus préparée que les classes

moyennes américaines. Aussi, les sanctions internationales ne font pas le poids après les horreurs endurées pendant la grande famine. « Les Nord-Coréens ont une résilience exceptionnelle », m'informe un diplomate occidental basé à Pyongyang. Misant sur les divisions qui fragilisent les grandes puissances, Pyongyang fait le pari risqué que Washington n'osera pas franchir le pas. Les risques d'une déstabilisation régionale seraient trop grands. Pourtant, fort de ses ICBM et autres bombes thermonucléaires, le jeune Kim Jong-un pousse son avantage bien plus loin que ne l'a jamais osé son père. « Ils font un calcul dangereux qui pourrait ramener ce pays à l'âge de pierre », prévient ce diplomate.

Dans la chaleur de Tumon, la fièvre du samedi soir s'abat sur la station balnéaire tropicale. Dans le hall de mon hôtel, je tombe sur une bande de jeunes Marines décidés à écumer les bars. Ils se gaussent de mon accent français et réclament des conseils de *French lover* pour draguer les filles. Ce soir, la bière va couler à flots à Guam. Josh, nouvelle recrue des quartiers noirs de l'Ohio, est le leader de la bande. Cette joviale racaille a choisi les Marines pour être « en première ligne ». Je n'en mènerais pas large si je le croisais sur un champ de bataille ou dans une rue déserte de Colombus, la capitale de son État, non loin de Détroit. Heureusement, l'ambiance est plutôt bon enfant pour l'instant, et le tueur en herbe plaisante sur ses rêves d'affrontements en Extrême-Orient. Et ce n'est pas l'Armée populaire de libération de Xi Jinping qui lui fait peur. « Les Chinois sont vulnérables, m'explique-t-il. On commencera par leur couper l'approvisionnement, puis on bombardera les hôpitaux. » J'imagine les bombes explosant sur les gratte-ciel shanghaiens. Pour Josh, les Chinois sont des commerçants, pas des combattants. En revanche, à ses yeux, les soldats de Kim Jong-un sont de vrais guerriers. La vantardise fait soudain place au respect. « Eux, ils ont un grain... comme moi ! » s'esclaffe-t-il avant de s'enfoncer dans la nuit moite. Le plus beau des compliments, n'est-ce pas ?

L'heure est venue d'aller voir ce qu'en pense son commandant en chef.

Poker nucléaire

L'oiseau bleu traverse l'éther dans un doux ronronnement. Impossible de distinguer une terre sous les longues ailes élastiques du biréacteur. À 10 000 mètres sous mes pieds défilent les îles Aléoutiennes, ce chapelet de volcans glacés s'étirant comme des osselets le long du Kamchatka. Horizon de rêve. Quelle saveur de traverser cet angle mort de l'Eurasie, à la nature inviolée ! Un rare souvenir des brumes de l'enfance surgit dans la carlingue. Une soirée de vacances de fin d'été dans la maison familiale, à Annecy. Dans le salon, les adultes regardent avec effroi le petit écran de la télévision couleur. Je me souviens d'inquiétants chasseurs survolant des étendues gelées, défilant au journal de 20 heures. Quelques heures plus tôt, un Boeing 747 de la Korean Air avait été abattu par un Sukhoi soviétique pour avoir enfreint l'espace aérien de l'URSS. Deux cent soixante-neuf innocents disparaissaient. Dernier éclat brûlant de la guerre froide, en 1983. Enfant, je ne compris pas grand-chose à ce drame, mais l'anxiété planant sur ces terres lointaines me reste en mémoire.

Dans ces contrées, la guerre froide n'a pas encore rendu les armes. Aujourd'hui, l'URSS n'est plus, mais le maréchal Kim Jong-un joue les prolongations, aiguillonnant l'Amérique. Sur l'écran incrusté devant mon fauteuil, un fil jaune déroule mon itinéraire filant depuis Séoul vers Washington D.C. Après avoir survolé le Japon, le vol KE 93 fonce vers le détroit de Béring, puis vers Anchorage, en Alaska. Ensuite, le petit avion bleu ciel de la Korean Air traverse en diagonale les immensités canadiennes, avant de plonger vers la capitale américaine. Le tracé reprend à s'y méprendre celui du missile balistique intercontinental que Pyongyang menace de lancer contre la Maison Blanche en cas de conflit. À une différence près : le Hwasong-15 ne mettrait qu'une quarantaine de minutes à atteindre sa cible, après un voyage supersonique à plusieurs milliers de kilomètres dans l'espace, alors que j'ai décollé pour plus de treize heures de vol. Une fois l'attaque détectée, le commandement américain aurait moins d'une demi-heure pour lancer l'un de ses engins intercepteurs basés à Fort Greely, en Alaska, pour abattre le missile. À condition que ce système, hérité de la « guerre des étoiles » du président Ronald Reagan, fonctionne. Le Pentagone affirme la fiabilité de son bouclier, mais exige de nouveaux moyens depuis que Kim Jong-un a réussi son premier essai d'ICBM en juillet 2017.

« Cela n'arrivera pas ! » avait pourtant tweeté l'outrecuidant Donald Trump

au lendemain de son élection. Le nouveau président américain a fait de la Corée du Nord son dossier prioritaire sur le front international. Là où son prédécesseur Barack Obama avait prudemment botté en touche, jugeant impossible de tirer des bénéfices politiques d'une négociation avec Pyongyang, le trublion new-yorkais prend le taureau par les cornes. Au risque d'une escalade militaire périlleuse. La percée balistique du leader nord-coréen, combinée à l'élection surprise de Donald Trump, fait monter les enchères d'une partie de poker nucléaire plus incertaine que jamais. La menace nord-coréenne s'est rapprochée, au point de devenir un enjeu de politique intérieure pour le président populiste. Si un missile peut un jour frapper les banlieues américaines ou les villes du Midwest, ses bastions électoraux, l'homme qui a promis de rendre sa grandeur à l'Amérique perdra la face. Trump ne peut laisser la première puissance mondiale à la merci d'un État paria aussi pauvre que le Burkina Faso. Kim Jong-un est l'une des têtes de Turc de Fox News, la chaîne d'information conservatrice, surveillée par l'hôte de la Maison Blanche. La piste des Kim passe inexorablement par Washington D.C.

J'atterris dans cette étonnante capitale aux allures provinciales. Ces longues avenues arborées dessinées par Pierre Charles L'Enfant convergent harmonieusement vers la Maison Blanche, selon les plans d'une cité idéale du XVIII^e siècle. L'urbaniste français a réussi le tour de force de bâtir une ville à la campagne. Dans le quartier de Georgetown, où un camarade m'offre l'hospitalité, je découvre une Amérique de carte postale. Les maisonnettes, construites en planches de bois colorées, dotées de portes aux lourdes poignées et de grandes baies vitrées, se rangent le long de paisibles trottoirs recouverts de pavés disjoints. Le quartier n'est pas mal fréquenté, puisque le couple Obama voisine avec Ivanka Trump et son mari Jared Kushner. À mesure que l'on approche de la Maison Blanche aux allures de meringue posée sur un gazon, la ville devient monumentale, sans pour autant voir son horizon bouché de massifs gratte-ciel.

Cette capitale aérée, conçue à la gloire de la démocratie américaine, n'est pas sans rappeler Pyongyang. Deux religions politiques mises en scène par la pierre. Même le climat se ressemble, marqué par des hivers rudes et secs, suivis de chaleurs moites et d'un sublime été indien. « Les diplomates nord-coréens aiment beaucoup Washington. Davantage que New York, qu'ils trouvent trop trépidante », me confie un négociateur de l'ombre américain. Ils préfèrent l'ordre au chaos. La représentation nord-coréenne auprès des Nations unies, à Manhattan, est l'un des rares canaux de communication entre les deux capitales ennemies, qui n'ont aucune relation diplomatique. À Pyongyang, les États-Unis s'appuient sur l'ambassade de Suède pour régler des difficultés touchant leurs

ressortissants, faute de mieux.

Mais le parallèle entre les deux villes s'arrête là. À Washington, les touristes du monde entier font des selfies devant les grilles de la Maison Blanche. Dans la Martin's Tavern de Georgetown, on avale un burger de bison à la table préférée de Richard Nixon, et les plus romantiques peuvent choisir celle où JFK fit sa demande de fiançailles à Jackie. Ici, l'homme le plus puissant du monde n'est qu'un citoyen éminent parmi ses pairs. Quel contraste avec Pyongyang, où le bureau du dictateur n'est pas visible, et sa figure nimbée d'un culte religieux !

Pourtant, Donald Trump et Kim Jong-un forment un tandem tonitruant sur la scène mondiale. Le maréchal peut remercier le « président Twitter » de lui offrir autant de publicité. Ses tweets compulsifs dénonçant les provocations du leader nord-coréen ou se vantant d'avoir un « plus gros bouton nucléaire » que son adversaire ont catapulté « l'homme fusée » à la une des médias américains, parachevant son statut de superstar. Les deux dirigeants ont entamé un bras de fer rhétorique digne d'une cour de récréation. À Washington, tout le monde donne son avis sur ce duel. Même Yaye, émigrée sénégalaise qui conduit mon Uber en direction du centre, un foulard enveloppant sa chevelure. « Ces deux-là, ils viennent de la même fabrique ! » explique-t-elle, au volant de son SUV Hyundai noir. « L'un est dictateur, et l'autre aspire à le devenir », ajoute cette jeune mère, étudiante en comptabilité. Yaye croit encore au rêve américain, en dépit des diatribes du président contre les immigrés de son espèce. « Malheureusement pour Trump, il est américain. Et les gens ici ne le laisseront pas faire. Il faut juste patienter quatre ans, ce ne sera pas long », conclut ma conductrice en riant. Je me dis que le Kim Jong-un fait le même calcul.

Avant même son intronisation, j'avais fait le pari risqué que Trump et Kim avaient tout pour s'entendre. Lors d'une conférence à Séoul en novembre 2016, j'avais expliqué combien ils pouvaient se retrouver, par-delà les menaces atomiques et les tweets insultants. Les deux hommes forts ont un point commun, trop souvent négligé par les observateurs : un itinéraire familial similaire. Kim Jong-un et Donald Trump sont tous les deux des fils cadets de dynasties. Ils se sont imposés par la force du poignet et leur tempérament bouillonnant. L'un est issu d'une dynastie politique, l'autre d'une dynastie d'hommes d'affaires. Des profils rares où se mêlent l'égoïsme de l'enfant gâté et la rage du *self-made-man*. Donald et Jong-un ont grandi une cuillère dorée dans la bouche, sous la férule d'un père intimidant qui s'est taillé un empire dans un environnement sans merci. Originaire du Bronx, Fred Trump devient millionnaire dans les années 1960, en bâtissant des milliers de propriétés à Brooklyn et New York, alors tenus par les gangs. Son fils cadet s'est imposé comme successeur inattendu à la tête de l'affaire familiale et en a fait une marque légendaire. Plus déterminé que son

fragile frère aîné, mort d'alcoolisme en 1981, Donald prend le pouvoir. De la même manière, Jong-un s'impose en héritier naturel face à son aîné, le frêle Jong-chol, avant de liquider son demi-frère, le bon vivant Jong-nam.

Ces deux patrons dans l'âme savent combien la lutte est âpre pour s'installer au sommet, et surtout y rester. « Il a accédé au pouvoir à un très jeune âge, lorsque son père est mort. Il devait être entouré de gens très durs, notamment des généraux, qui ont sans doute essayé de lui dérober le pouvoir. Mais il a été capable de le garder », explique Donald Trump, lors d'une interview à CBS, en avril 2017. « Il doit être un type brillant », ajoute l'homme le plus puissant du monde. Une pointe d'admiration sincère transparaît dans ces propos, étonnamment posés de la part du vibronnant président des États-Unis. Cela prouve qu'il sait aussi appréhender psychologiquement son adversaire, et ne se limite pas à des tweets nerveux contre le « petit gros ». Son analyse ne date pas d'hier. Sur la Corée du Nord, le milliardaire américain fait preuve d'une constance rare : dès sa campagne électorale, il se dit prêt à rencontrer l'agitateur, passant devant Hillary Clinton. En meeting, devant des foules déchaînées, il n'hésite pas à saluer le culot du jeune dirigeant, dans lequel on devine qu'il se reconnaît en creux. Et lorsque ses supporters huent le nom du dictateur nord-coréen, Trump leur intime le silence. « J'ai sans doute une très bonne relation avec Kim Jong-un », s'enorgueillit même le président dans une interview au *Wall Street Journal*. Avant même de l'avoir rencontré, l'auteur de *L'Art du deal* pressentait qu'il était fait pour s'entendre avec son rival de Pyongyang.

Cette intuition est un atout majeur pour relever le défi nord-coréen. Barack Obama ou George W. Bush n'avaient que condescendance pour ce régime archaïque, véritable casse-tête diplomatique n'offrant guère de dividendes politiques. Pas même de pétrole pour aguicher les lobbyistes dans les couloirs du Congrès. Émoustillé, Bill Clinton avait bien caressé l'idée de se rendre à Pyongyang à la fin de son mandat, après avoir été tout proche de la guerre. Mais ces présidents de l'hyperpuissance américaine estimaient avoir d'autres chats à fouetter que cette petite dictature irritante. Le Moyen-Orient, la Russie ou la Chine accaparaient davantage leur attention. Trump, lui, est intrigué par Kim Jong-un. Une gageure chez ce président qui ne tient pas en place, et s'ennuie des réunions « trop longues » de ses conseillers. « Les Nord-Coréens ont besoin d'amour ! » me disait l'un des rares investisseurs étrangers à Pyongyang. Le facteur émotionnel est décuplé chez les Coréens. Trump les couvre d'attention. C'est une victoire précieuse pour la dynastie des Kim, en quête éternelle de reconnaissance, même si celle-ci est assortie de menaces de guerre.

Lorsque, le 8 mars 2018, la tignasse blonde présidentielle apparaît dans l'embrasement de la porte de la salle de presse de la Maison Blanche, les

journalistes comprennent que la journée sera particulière. Cette visite furtive est une première depuis son élection, de la part d'un président qui fustige à tour de bras les médias établis. Trump annonce une « déclaration majeure » pour 19 heures. « J'espère que vous m'en attribuerez le crédit », lâche-t-il à un reporter de la BBC avant de disparaître, fier de son coup. Quelques minutes plus tôt, il vient de semer la tempête dans le Bureau ovale. Il y a convoqué l'envoyé spécial du président sud-coréen Moon Jae-in, de retour d'une rare entrevue avec Kim Jong-un. Le diplomate est porteur d'une invitation surprise du dictateur à destination de Trump. Ce dernier le sait déjà depuis quelques heures, grâce aux services de renseignements. Et il prend tout le monde de court en acceptant cette proposition historique, sans s'embarrasser de détails. « Ses conseillers étaient bouche bée », m'explique Sue Mi Terry, ancienne de la CIA. Quelques heures plus tard, la nouvelle fait la une des médias du monde entier. Au petit matin, à Séoul, je suis réveillé par l'appel téléphonique d'une chaîne de télévision me demandant une réaction en direct. Trump bouscule une nouvelle fois les codes.

Même à Pyongyang, la rapidité de la réponse a sans doute dérouté le secrétariat personnel du dirigeant. À Washington, une blague circule : « C'est l'histoire du chien qui aboie à chaque fois qu'une voiture passe. Il montre les dents, mais n'a pas l'intention de mordre. Or, cette fois, la voiture s'arrête et le molosse se tait. » Pendant plusieurs semaines, Pyongyang se mure dans le silence, comme pour digérer la nouvelle stupéfiante. La réponse de Trump paraît trop belle pour être vraie. Pendant des décennies, ses aïeux ont rêvé en vain d'une photo en compagnie d'un président américain en exercice. Kim Jong-il avait accueilli en grande pompe Madeleine Albright, la secrétaire d'État de Bill Clinton, espérant attirer ensuite le président. Mais ce dernier avait résisté aux sirènes, conditionnant sa venue à un accord de démantèlement de son programme atomique. Le leader nord-coréen ne l'accueillera que plusieurs années après, alors que l'ancien président est à la retraite, en mission commando pour « libérer » des journalistes américaines incarcérées. Beaucoup moins chic ! La visite d'un président américain est un donnant donnant, et la Maison Blanche a jusqu'ici estimé que les concessions offertes par les Kim n'en valaient pas la chandelle. Mais Trump, lui, a accepté de se jeter dans les bras du dictateur sans exiger aucune contrepartie préalable. Selon la doxa des diplomates, un sommet doit être le point d'orgue couronnant de longues tractations en coulisses. Le *business man* inverse la logique, persuadé qu'il peut sortir vainqueur du tête-à-tête. « Il a une approche confucéenne de la négociation, où l'établissement d'une relation personnelle est un préalable au contenu. Il adorait dîner avec Kim Jong-un pour cimenter le lien, alors qu'Obama aurait trouvé ça terriblement ennuyeux », analyse Jasper Kim, spécialiste en stratégie et auteur de

Persuasion : The Hidden Forces That Influence Negotiations (Routledge, 2018). Un pari dangereux pour beaucoup d'experts. « La rencontre est une énorme victoire politique pour le leader nord-coréen. Cela lui offre un statut d'égal à un président américain et renforce ses efforts pour être reconnu comme *de facto* puissance nucléaire », pense Evan Medeiros, ancien conseiller de l'équipe Obama, recasé au Eurasia Group.

La photo de la poignée de main historique du « leader suprême » avec l'homme le plus puissant de la planète ferait belle figure en une du *Rodong Sinmun*. La propagande saura mettre en scène aux yeux des masses cet entretien forcément triomphal pour Kim le stratège, capable de tutoyer la première puissance mondiale. Un nouvel exploit de l'hériter de la lignée du mont Paektu. « Il met habilement Trump au pied du mur en lui disant : Prouve-nous donc que tu es le meilleur négociateur au monde ! » juge Alain Nass.

Je suis venu à Washington pour boucler la boucle. Rencontrer les experts de la Corée du Nord, qui façonnent la stratégie de la première puissance mondiale, à la veille de ce sommet historique. Le long de Massachusetts Avenue, des bureaux cossus de verre et d'acier se succèdent. Ces *think tanks* sont truffés d'anciens membres des administrations, qui attendent la prochaine élection pour retrouver un poste au cœur du pouvoir. Leurs antennes leur permettent de saisir les inflexions au sommet. Mais, à l'heure de la présidence Trump, les meilleurs cerveaux du pays sont dans le brouillard. Le grand « disruptif » bouscule le monde feutré des élites, prenant même ses propres conseillers par surprise. « Avec Trump, tout est possible », soupire en levant les yeux Sue Mi Terry, experte au prestigieux Center for Strategic and International Studies. Prédire la stratégie de la Maison Blanche devient désormais aussi incertain que d'analyser la « boîte noire » nord-coréenne ! Reprenant à son compte la « stratégie du fou » chère à Richard Nixon, Donald Trump sait maintenir ses adversaires dans l'incertitude jusqu'à la dernière minute, en maniant la peur. Une tactique employée avec brio par le clan des Kim depuis des décennies. Kim Jong-un a donc trouvé à qui parler ! Et peut-être un partenaire avec qui s'entendre. À la veille d'un sommet aux allures de poker menteur, mes interlocuteurs sont plongés dans l'hésitation. « L'atmosphère est volatile. Les deux joueurs vont garder leur jeu caché le plus longtemps possible, avant d'abattre leurs cartes maîtresses. Ils n'hésiteront pas à se retirer de la salle pour une pause cigarette et pour déstabiliser leur adversaire », me précise Scott Snyder, du Council on Foreign Relations. J'imagine la scène de tripot, dans un saloon enfumé digne de Lucky Luke.

Deux mâles dominants se font face pour le meilleur ou pour le pire. « Kim et Trump parlent le même langage. Ils ne respectent que la force. Pour eux, le

monde est régi par la loi de la jungle, selon une vision hobbesienne de l'Histoire, ce qui, paradoxalement, offre la possibilité d'un deal », analyse Jasper Kim. L'un comme l'autre savent faire usage de la menace pour avancer leurs pions. Un alignement qui n'existait pas auparavant, lorsqu'une administration démocrate aux valeurs « libérales » regardait de haut une dictature agaçante. Trump ne fait pas de leçon de morale sur les droits de l'homme à son homologue nord-coréen, mais jauge sa testostérone. Le troisième des Kim a su donner de la crédibilité à son arsenal atomique et balistique, en multipliant les essais au mépris des sanctions internationales. En devenant la première menace à la sécurité nationale américaine, il a gagné ses lettres de noblesse et le respect du *commander in chief*. En réplique, le nouveau président a semé la crainte d'une frappe militaire foudroyante contre la Corée du Nord, visiblement prise au sérieux à Pyongyang. « Kim Jong-un redoute une attaque », me confie Sue Mi Terry. Les deux prédateurs sont donc prêts à se parler d'égal à égal.

Le dictateur initie le rapprochement le 1^{er} janvier 2018, en tendant la main vers sa rivale du Sud, à l'occasion de son discours traditionnel du nouvel an. Pour la première fois depuis son accession au pouvoir suprême, « Kim le dur » joue l'ouverture, profitant de la trêve des jeux Olympiques d'hiver, à Pyeongchang. Il était temps, sans doute. Quelques semaines plus tôt, des haut gradés américains annonçaient la couleur à un expert à Séoul : « Au prochain test balistique horizontal, je vous conseille de déménager ! » Ce changement de pied paraît aussi brusque que l'arrivée du printemps sous le climat radical de la péninsule. Mais un négociateur américain décrypte la manœuvre : « C'est une de leur stratégie classique : fermer la porte à double tour, puis l'ouvrir brusquement. L'adversaire tombe de lui-même dans l'embrasement. » Ou l'art de négocier en position de force. L'État paria, étranglé par les sanctions, a repris la main en quelques semaines et dicte désormais le tempo diplomatique. Aussitôt le rendez-vous pris avec Trump, Kim Jong-un reçoit une invitation du grand frère chinois. Boudeur jusqu'à présent, le voisin redoute soudain d'être écarté du tango qui se profile entre Washington et Pyongyang. L'héritier de la dynastie rouge s'embarque enfin à bord du train blindé de son père pour rencontrer Xi Jinping, cette fois en position de force. Même Shinzo Abe, le Premier ministre du Japon, l'ennemi héréditaire, mendie désormais un sommet avec le maréchal, revenu au centre du jeu.

L'offensive de charme nord-coréenne fait carton plein, lorsque Kim Jong-un prononce du bout des lèvres le mot magique : « dénucléarisation ». Le leader se dit prêt à parler du sujet qui fâche. Il annonce même une suspension surprise de ses essais atomiques et d'ICBM, le 21 avril 2018. Immédiatement, Trump s'enflamme sur Twitter, augurant une percée historique. Mais beaucoup à

Washington crient gare. « C'est une manœuvre tactique. L'objectif de Kim est de gagner du temps, jusqu'à ce que Trump ne soit plus dans le paysage », analyse Sue Mi Terry. Embarquer la Maison Blanche dans de longues et complexes négociations, pour desserrer l'étau des sanctions et attendre la sortie de piste du président matamore. Tel serait le plan machiavélique du dirigeant acculé, marchant sur les traces de ses aïeux qui avaient su, eux aussi au bord du gouffre, tendre une branche d'olivier à Bill Clinton, puis à George W. Bush. Ils avaient gagné des répit précieux, tout en maintenant en grand secret un programme atomique.

Au cœur de Washington, je veux entendre sur le sujet l'un de mes informateurs favoris. Il m'attend, assis sur à la terrasse d'un café, profitant des timides rayons du soleil printanier, comme s'il était à Rome. Nous sommes au City Centre DC, un complexe commercial haut de gamme, fer de lance de la gentrification rapide qui conquiert le centre-ville, autrefois réputé pour sa violence. Dans les années 1990, l'équipe de basket des Washington Bullets (les balles de Washington) avait même été débaptisée pour ne pas aggraver l'image de la ville. « Nous avons regagné notre ville », se réjouit mon interlocuteur. L'homme a une couverture en or : il est écrivain. Officiellement, il s'appelle James Church, l'auteur du roman policier à succès *Un mort à l'hôtel Koryo*, qui se déroule à Pyongyang. Une affaire de crime élucidée par l'Inspecteur O, le seul détective nord-coréen de la littérature mondiale. En réalité, ce grand spécialiste de la Corée du Nord s'y est rendu des dizaines de fois en mission diplomatique. À chaque conversation, je suis frappé par sa capacité à lire entre les lignes, qui révèle les subtilités du royaume.

Notre homme rentre précisément d'une rencontre avec des officiels nord-coréens, où il a pu prendre le pouls du régime des Kim, avant sa montée sur le ring face à Donald Trump. « Ils prennent ce rapprochement très au sérieux », dit-il en dégustant une pâtisserie. L'offensive diplomatique du « leader suprême » n'est pas seulement une réponse affolée à la menace militaire du Pentagone, mais s'inscrit dans une stratégie préparée de longue date. « Kim Jong-un a une vision à long terme pour placer son pays au cœur des prochaines mutations de l'Asie du Nord-Est. Son objectif est de sortir de l'orbite chinoise », ajoute-t-il. L'invitation lancée à Donald Trump serait une façon de rééquilibrer les rapports de force face à Pékin. Négocier une aide et des investissements sud-coréens et occidentaux, en échange d'un geste sur le nucléaire, permettrait de soutenir le développement de son économie, tout en réduisant sa dépendance à l'empire du Milieu. « Il rêve d'offrir à Trump ce que Mao avait offert à Nixon en 1972 : une alliance de revers », pour Scott Snyder. À l'époque, le rapprochement secret entre Washington et Pékin visait à contrer la montée en puissance soviétique.

Aujourd'hui, un hypothétique flirt entre Donald Trump et Kim Jong-un serait une arme antichinoise. Le retournement semble vertigineux, mais le clan des Kim a démontré sa capacité à faire feu de tout bois pour assurer sa survie.

L'année 2018 pourrait donc marquer un tournant majeur dans le règne du jeune dirigeant. Après sept années consacrées à la consolidation de son pouvoir interne, puis à l'accélération de son sprint atomique, Kim Jong-un joue la carte de l'ouverture. « Il démarre un processus de réintégration dans la communauté internationale, mais en tant que puissance nucléaire », croit Abraham Denmark, responsable du pôle Asie au Wilson Center, *think tank* logé à deux pas de la Maison Blanche. Un virage sur l'aile visant à attirer des investisseurs étrangers pour soutenir la croissance. La détention du glaive atomique, garante de la sécurité, lui donnerait désormais l'espace pour ouvrir son économie, comme l'indique la « ligne byungjin », en vigueur depuis 2013, prévoyant le développement parallèle de la bombe et du bien-être de la population. La Chine rouge avait suivi le même chemin, se dotant d'abord de l'arme nucléaire sous Mao Zedong pour assurer sa souveraineté, avant de s'ouvrir aux capitaux étrangers sous Deng Xiaoping.

À Séoul, j'ai pu constater que ce scénario trotte aussi dans la tête des stratèges. La Corée du Nord est perçue comme une nouvelle frontière susceptible de donner un coup de fouet à la quatrième économie d'Asie, dont le dynamisme est menacé par le vieillissement. Les *chaebols*, ces conglomérats familiaux tels que Samsung ou Hyundai, lorgnent sur la main-d'œuvre travailleuse et bon marché du Nord, partageant la même langue. En délocalisant leurs usines au nord des barbelés, ces groupes réduiraient leur exposition à la Chine, où les coûts explosent. Une façon d'allier business et cause nationale. Les ressources minérales du Nord, vingt fois plus importantes qu'au Sud, sont un autre appât puissant. La *realpolitik* et les besoins du marché vont-ils redonner vigueur au rêve assoupi de la réunification ? La question vaut son pesant de dollars. Car une Corée réunifiée de 74 millions d'habitants aurait un PIB par tête plus important que celui de la France à l'horizon 2050, a calculé le Hyundai Economic Research Institute. Ce chiffre me paraît néanmoins optimiste, vu le fossé de développement qui sépare le Nord du Sud, dont le PIB est quarante fois plus élevé. Un écart plus grand que celui qui divisait les deux Allemagnes à la chute du mur de Berlin.

Personne n'est en mesure de lire l'avenir mais, à Washington, tous les experts sont d'accord sur un point : la dénucléarisation de la Corée du Nord est une chimère. « Jamais ils ne feront confiance aux Américains. Ils n'ont aucune intention de lâcher leurs armes », juge Sue Mi Terry. Un point de vue partagé, même par les sources les plus favorables du Nord. Ces promesses n'ont rien de

nouveau, en dépit des proclamations triomphalistes de Donald Trump. Déjà, ses prédécesseurs avaient proposé un arrêt de leur programme atomique contre de garanties de sécurité pour leur régime. Pyongyang exige en particulier un traité de paix avec Washington, assurant la mainmise des Kim, ainsi qu'un retrait des GI's de la péninsule. Des conditions jugées jusqu'ici inacceptables à Washington. Le président américain est-il prêt à céder sur ces points névralgiques, en échange d'un trophée en matière de dénucléarisation ? « Trump est très flexible. Son instinct le pousse à conclure un deal », constate Abraham Denmark. Le *businessman* aime les défis, surtout lorsqu'ils lui assurent la une des médias mondiaux. Certains conseillers lui auraient même soufflé qu'il pourrait ainsi décrocher le prix Nobel de la paix ! De quoi infliger une ultime défaite à son rival, Barack Obama, qui reçut cette distinction. « Trump est prêt à marcher sur Pyongyang pour arracher un accord. Cela n'a jamais été fait, donc cela l'excite. Et pourquoi pas un jour ouvrir une Trump Tower là-bas ! » ajoute Jasper Kim.

Mais, fidèle au précepte de « l'art du deal », le magnat de l'immobilier aime se présenter à la table du tripot, lourdement armé, pour forcer la main de son adversaire. La nomination du faucon John R. Bolton comme conseiller à la sécurité nationale, quelques jours après avoir accepté une invitation de Kim Jong-un, sonne comme un avertissement aux caciques nord-coréens. « Bolton est leur pire cauchemar ! » résume Sue Mi Terry. Le diplomate aux moustaches tombantes fut l'un des artisans de la croisade des néoconservateurs sous George W. Bush. Celui que l'on surnomme « le morse » a régulièrement pris parti en faveur de frappes préventives lors de ses apparitions musclées sur Fox News. Naturellement, ces mots ont séduit le président. Avec un tel acolyte, Trump est en mesure d'envoyer un ultimatum musclé au leader nord-coréen : faute d'accord, l'heure du « feu et de la colère » pourrait sonner. Un sommet raté offrirait un prétexte en or aux faucons de Washington pour pousser l'option militaire. Ce sommet ressemble plus que jamais à un quitte ou double périlleux.

Les stratèges nord-coréens ont pleinement conscience de cette épée de Damoclès. Ils savent qu'ils devront mettre sur la table des propositions tangibles pour amadouer l'hôte de la Maison Blanche. Un retour des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA), voire un démantèlement de ses ICBM, pourrait être un des jokers dans la manche de Kim Jong-un. « Il saura se montrer charmeur », prédit Sue Mi Terry. Un calendrier de dénucléarisation sur plusieurs années permettrait à Trump d'apparaître gagnant à court terme, tout en laissant au maréchal l'option de se dédire à l'avenir. « Ils rentreront chacun chez eux en vendant un triomphe à leur population », ajoute Jasper Kim. À moins qu'un grain de sable ne vienne chatouiller l'ego de ces

deux mâles, conduisant à un dérapage aux conséquences redoutables.

Il me revient en mémoire une discussion avec mon guide, lors de mon dernier voyage à Pyongyang. En pleine escalade des tensions, alors que l'US Navy déployait un porte-avions au large de la péninsule, mon interlocuteur m'avait dit, dans son français rugueux : « Vous verrez, un jour, Trump viendra ici, à Pyongyang ! » À l'époque, j'avais eu du mal à ne pas sourire. L'idée paraissait incongrue. Deux ans plus tard, elle est d'une brûlante actualité. Impossible n'est donc pas coréen ! Défiant l'Histoire, la dynastie des Kim poursuit son chemin, envers et contre tous, et nul ne sait si le bout de la piste est au prochain tournant.

Remerciements

Merci, cher lecteur, de m'avoir suivi sur la piste incertaine des Kim. On ne peut avancer qu'à tâtons sur les traces de l'ultime « prince rouge ». À mesure qu'on s'en approche, le mystère s'épaissit, et le secret de la longévité du clan nous échappe, comme un défi lancé à notre siècle. La modestie s'impose. Une décennie à scruter le royaume ermite ne suffit pas à en donner les clés. L'essentiel reste le voyage et les rencontres en chemin, pour recueillir des vérités qui s'entrechoquent.

Merci à chacun des témoins cités dans ce livre d'avoir éclairé ma lanterne dans la pénombre, en m'accordant un temps précieux. Je leur demande pardon d'avance si j'ai, par mégarde, mésinterprété leurs pensées.

Je suis reconnaissant à ceux qui m'ont aidé à pénétrer dans le royaume ermite. Ils se reconnaîtront. Je remercie également les Éditions des Équateurs, et tout particulièrement Jeanne Pham Tran, pour son enthousiasme tenace et ses relectures attentives. Je suis également reconnaissant envers mes camarades des rédactions du *Figaro* et du *Point*, qui m'ont accompagné fidèlement durant cette traversée au long cours.

Surtout, merci à vous, mes amis de cœur à Séoul, compagnons intimes de ce sortilège coréen qui a bouleversé mon existence. La péninsule m'a offert des rencontres fortes, qui illuminent toujours mon chemin. J'ai une pensée également pour mes parents, Édouard et Katherine, ainsi que pour mes frères Benjamin et Florent, dont l'affection m'accompagne chaque jour par-delà les continents.

Enfin, je remercie mes amis, au sud comme au nord des barbelés, pour le *jeong*, ce lien indéfectible tissé au fil des ans et des longues soirées arrosées, qui nous unit au-delà de nos différences. Je sollicite votre indulgence pour les raccourcis et les éventuelles incompréhensions de votre culture millénaire qui se seraient glissés dans ce texte. Sur les pas d'Henri Michaux, humblement, j'assume pleinement d'être un « barbare en Asie ».

Sébastien Falletti, Séoul, avril 2018.

Bibliographie

Michael Breen, *Kim Jong Il : North Korea's Dear leader*, John Wiley & Sons, 2004.

Barbara Demick, *Nothing to envy : Ordinary lives in North Korea*, Spiegel & Grau, 2009.

Jang Jin-sung, *Cher Leader*, Ixelles Éditions, 2014.

Eva John, *Rencontres entre les deux Corées*, Hikari, 2018.

Andrei Lankov *The Real North Korea*, Oxford University Press, 2013.

Patrick Maurus, *Les Trois Corées*, Hémisphères Éditions, 2018.

Frédéric Ojardias, *Les Sud-Coréens*, Éditions Henry Dougier, 2018.

James Pearson, Daniel Tudor, *North Korea Confidential*, Tuttle, 2015.

Philippe Pons, *Corée du Nord, un État-guérilla en mutation*, Gallimard, 2016.